

Pour enrayer la baisse des cours

LES NEUF DEMANDENT  
AU FONDS MONÉTAIRE  
D'AMÉLIORER SES VENTES D'OR

LIRE PAGE 15

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Autriche, 1 DM : Belgique, 10 sch. ; Espagne, 12 fr. ;  
Canada, 5 C\$ ; Danemark, 3 kr. ; Grèce, 25 dr. ;  
Irlande, 10 sh. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 y. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ;  
Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ;  
U.S.A., 63 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 6297-23 Paris

Tél. Paris n° 696712

Tél. : 246-72-23

## Le futur Parlement espagnol aura des pouvoirs constitutifs

### La « dernière ligne droite » ?

L'Espagne aborde-t-elle la « dernière ligne droite » de l'après-franquisme ? Le chef du gouvernement l'a suggéré, le 10 septembre, en présentant à ses concitoyens l'économie générale de son projet de réforme constitutionnelle. Le propos est optimiste si l'on songe aux obstacles encore dressés sur la route qui devrait conduire ce pays du fascisme à la démocratie.

Toute l'ambiguïté de la situation espagnole d'aujourd'hui est là. Les propositions de M. Adolfo Suarez sont d'une inspiration incontestablement démocratique. Les réformes constitutionnelles dont l'Espagne a besoin pour en finir avec le franquisme seront votées par un « congrès de députés » élu, avant juin 1977, au suffrage universel, libre et secret. On ne peut imaginer, manifestement, la plus nette de « donner la parole au peuple ». Mais ces propositions devront, avant d'être applicables, subir un examen de passage devant les institutions héritées du Caudillo. Le conseil national du Mouvement en débat à partir de ce 11 septembre, et les Cortès devront les approuver à la majorité des deux tiers. Telle est la méthode imaginée pour tenter d'éviter qu'une nouvelle fois deux motifs de l'Espagne ne se dressent avec violence l'une contre l'autre.

Le succès du parti du roi Juan Carlos suppose que les héritiers du franquisme jouent le jeu. Le voudront-ils ? S'ils s'y opposent, le gouvernement aurait sans doute un dernier atout dans sa manche : le recours au référendum. Si, annonçant le 28 avril dernier, qu'il organiserait des élections législatives au printemps de 1977, M. Carlos Arias Navarro, alors président du conseil des ministres, avait indiqué que son plan de réforme politique serait soumis à l'approbation de ses concitoyens en octobre. Son successeur n'a pas repris cette proposition le 10 septembre. Mais on peut imaginer que cette arme est suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des conseillers nationaux du Mouvement et des « procuradores ».

Si, en revanche, le gouvernement voyait ses propositions approuvées par les Cortès, rien ne lui interdirait de les soumettre, en fin de parcours, à l'approbation des citoyens. Ceux-ci auraient ainsi une occasion solennelle de manifester leur unité, avant de se diviser à nouveau dans la lutte électorale. On peut espérer que le jeu sera vertigineusement donné au projet de M. Suarez par les plus hauts chefs militaires de l'Espagne incliner les franquistes à une certaine sagesse.

L'opposition attend, bien entendu, de connaître le texte intégral du projet, puis les réactions qu'il suscite chez les franquistes. Mais, pour elle aussi, le temps des échéances approche. Le dilemme du gouvernement est, en effet, que — conformément à la loi sur les associations, difficilement adoptée il y a quelques mois — les partis de l'opposition entreprennent les démarches nécessaires pour avoir légalement pignon sur rue. Mais la loi prohibe les formations dites « totalitaires », c'est-à-dire, en particulier, le parti communiste, pourtant un des plus actifs de toute l'Europe occidentale. Et l'armée l'a répété au début de cette semaine au chef du gouvernement : tout, sauf le désordre et la légalisation du P.C.E.

L'opposition de gauche non communiste, regroupée avec le parti de M. Santiago Carrillo au sein de la Coordination démocratique, va donc se trouver enfermée dans un dilemme. Ne pas entrer dans le jeu du gouvernement ? Ce serait prendre le risque de faire capoter un processus de démocratisation auquel il n'y a guère, actuellement, d'alternative crédible. Ou participer à la compétition électorale sans le P.C. rompart ainsi la solidarité établie dans l'opposition ? On peut encore trouver une cote mal taillée qui permettrait au P.C. de participer aux élections sous une autre dénomination. D'anciens y pensent à Madrid.

### Les élections au suffrage universel auront lieu avant juin 1977

M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, a présenté, dans une allocution télévisée, le vendredi 10 septembre, les grandes lignes d'un projet de réforme constitutionnelle. Deux Chambres seront élues avant juin 1977 au suffrage universel, direct et secret. Le Parlement gardera le nom de Cortès. La Chambre basse, appelée Congrès des députés, sera dotée de pouvoirs constitutifs.

Les premières réactions de membres de l'opposition restent très prudentes, mais témoignent d'un certain optimisme.

Enfin, les trois principaux syndicats clandestins espagnols — les Commissions ouvrières, d'influence communiste, l'Union syndicale ouvrière et l'Union générale des travailleurs, d'influence socialiste — ont annoncé, ce 11 septembre, la conclusion d'un accord de principe pour la coordination des organisations syndicales. Ils ont adopté aussi un programme commun de revendications.

De notre correspondant

Madrid. — Dans l'allocution qu'il a prononcée vendredi soir à la télévision espagnole, M. Suarez a notamment déclaré : « Nous sommes sur la dernière ligne droite dans ce processus qui a commencé il y a quelque temps, et cela de la façon la plus rationnelle et la plus conforme à la sincérité démocratique, c'est-à-dire en donnant la parole au peuple espagnol. » Le chef du gouvernement parlait, quelques heures après l'approbation par le conseil des ministres, du projet de loi de réforme des institutions. Le gouvernement avait décidé de retirer le projet antérieur du cabinet de M. Arias Navarro. M. Suarez a simplement précisé que le nouveau projet « comprend cinq articles, trois dispositions transitoires et une disposition finale qui lui confèrent la catégorie de loi fondamentale. Il attribue l'initiative de toute révision constitutionnelle au congrès des députés et établit la procédure pour son application ». M. Suarez a ajouté que des dispositions transitoires prévoient la composition future des Cortès.

Le chef du gouvernement n'a pas été très explicite sur le détail du projet de loi. Celui-ci devait être rendu public samedi après-midi 11 septembre, après que le conseil national du mouvement en aurait été saisi dans le courant de la matinée. En revanche, M. Suarez s'est étendu sur la philosophie de la décision gouvernementale : il s'agit fondamentalement de « donner la parole au peuple » au moyen d'élections générales qui auront lieu avant juin 1977. Il a ajouté : « Il ne s'agit pas de faire table rase du passé, mais de modifier des aspects concrets afin de rendre viable l'intention de la Couronne de rendre le peuple espagnol maître de son destin. » Le président a affirmé également : « Lorsque le peuple espagnol aura fait entendre sa voix, il sera possible de résoudre d'autres grands problèmes politiques avec l'autorité que donnera la représentation électorale. Alors il sera possible d'aborder avec rigueur des sujets tels que l'unitarisation des régions dans le cadre de l'unité permanente de l'Espagne, la réforme syndicale définitive, la réforme fiscale et les rapports du gouvernement avec les Chambres législatives. »

Pour la plupart, ces sujets sont précisément ceux qui font l'objet des revendications de l'opposition. M. Suarez a expliqué la tactique de son cabinet dans les termes suivants : « Le gouvernement s'agit d'opérer, avec des mesures à court terme, la transition d'un système de délégation légitime de l'autorité à un autre système de participation pleine et responsable. »

JOSE ANTONIO NOVA

(Lire la suite page 4.)

## Le maréchal Tito interrompt ses activités sur l'ordre de ses médecins

La visite que M. Giscard d'Estaing devait faire en Yougoslavie à partir du 15 septembre a été reportée à une date ultérieure, les médecins du président Tito ayant demandé au chef d'Etat yougoslave d'interrompre temporairement toutes ses activités.

La nouvelle, annoncée par l'Elysée en fin d'après-midi vendredi 10 septembre, n'a été diffusée à Belgrade qu'en début d'après-midi ce samedi, les dirigeants de Belgrade ayant souhaité attendre le départ de M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain, qui achève ce même jour une visite officielle en Yougoslavie. Le maréchal Tito avait même traversé Belgrade vendredi matin, en voiture découverte, en sa compagnie au moment où M. Minitch, vice-président et secrétaire fédéral aux affaires étrangères, arrivait à Paris pour demander à M. Giscard d'Estaing d'ajourner sa visite. M. Minitch a précisé que le chef d'Etat yougoslave avait eu ces derniers jours un très léger incident cardiaque qui l'a conduit à se plier enfin aux injonctions de ses médecins. Ceux-ci lui ont ordonné d'interrompre ses activités pendant un mois.

Selon l'agence yougoslave Tanyoug, le maréchal Tito souffre depuis la fin août d'une maladie aiguë du foie. Il a été examiné le 8 septembre par ses médecins.

Paris et Belgrade s'emploient en tout cas à démentir que cet ajournement ait une signification politique.

### L'ajournement du voyage de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Belgrade. — L'histoire de la première visite d'un chef d'Etat français en Yougoslavie après la guerre devient, semble-t-il, une histoire sans fin. Ses débuts remontent à plus de vingt ans et son épilogue n'apparaît pas encore.

C'est en mai 1958 que le maréchal Tito avait invité, à l'issue d'un séjour officiel en France, le président Coty. L'invitation fut acceptée « avec satisfaction ». Or l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et les heurts franco-yougoslaves à propos de l'Algérie ne se prêtèrent guère à la réalisation du projet. Toutefois, après les ac-

cords d'Evian et la proclamation de l'indépendance algérienne, l'invitation au général de Gaulle fut renouvelée à deux reprises. Ces deux fois, elle est restée sans réponse. Plus tard, Georges Pompidou fut informé qu'on serait heureux de le recevoir en Yougoslavie et, à un moment donné, il avait semblé que le projet allait enfin se réaliser. Cependant le calendrier ne fut pas arrêté sur-le-champ et le président mourut sans être allé à Belgrade.

PAUL YANKOVITCH.

(Lire la suite page 3.)

## Un conte à dormir debout

par MAURICE DUVERGER

leaders audacieux, qui ont profité des circonstances pour leur imposer des sacrifices qu'elles ne voulaient pas, l'ont même ainsi pu se demander si le président de la République ne se trouve pas devant une occasion de ce genre. De plus en plus, sa clientèle se rend compte qu'elle risque de perdre les élections de 1978. Empêcher une victoire de la gauche devient l'objectif prioritaire de la droite. Comme elle ne peut pas changer de chef, à dix-huit mois de distance, surtout quand il occupe l'Elysée, elle est forcée de faire bloc derrière M. Giscard d'Estaing et d'accepter ses conditions.

La structure bipolaire de notre vie politique pousse dans le même sens. On a décrit depuis longtemps son caractère singulier et paradoxal. Loin d'aggraver la division du pays en deux blocs, en mettant les modérés de chacun sous la domination des extrêmes, elle oriente en sens contraire.

La victoire dépend d'un petit noyau d'électeurs flottant entre la droite et la gauche, qu'il faut gagner. On ne peut y réussir qu'en réduisant les extrémismes à un rôle d'appoint. Ils n'ont guère les moyens de résister, sinon en condamnant leur camp à la défaite. Si le P.C. français durcissait son attitude, il empêcherait la victoire du programme commun. On peut concevoir qu'il le fasse pour préserver l'avenir. Mais combien d'hommes de droite sont décidés à prendre la même attitude pour punir leur leader actuel d'être trop réformiste ? Très peu, d'autant que les victimes principales de véritables réformes seraient des gens ayant pignon sur rue, qui craignent plus que tout une aventure socialo-communiste.

(Lire la suite page 5.)

## PAUL VI A REÇU Mgr LEFEBVRE A CASTELGANDOLFO

Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône, suspendu « a divinis » depuis le 24 juillet pour avoir ordonné illicitement treize prêtres, vient d'être reçu par Paul VI à Castiglioncello. Depuis le « défi » lancé au Vatican par le prêtre français à Lille, lors d'une messe pontificale célébrée publiquement selon le rite de saint Pie V, au cours de laquelle Mgr Lefebvre avait signifié « l'union adhésion entre l'Eglise et la révolution », celui-ci multiplie ses attaques contre ce qu'il appelle « l'Eglise réformée et libérale ».

En même temps, il ne cesse d'exprimer son désir de renouer le dialogue avec le pape pour lui dire : « Laissez-nous poursuivre l'expérience de la tradition. » De son côté, Paul VI s'est contenté de dénoncer l'attitude de défi de l'ancien archevêque-évêque de Tulle, tout en exprimant « un changement d'attitude chez notre frère et une vraie fidélité à la sainte Eglise catholique ».

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Arrivé à Rome la veille, Mgr Marcel Lefebvre a été reçu, ce samedi 11 septembre, par le pape, dans sa résidence de Castiglioncello. On ne connaît pas quelques heures avant l'entretien la nature du compromis qui avait été trouvé pour permettre une telle rencontre.

L'initiative n'est pas venue du Saint-Siège, mais d'une intervention spontanée d'un prêtre italien, connu de Mgr Lefebvre, qui a réusé une mission de conciliation. Tenu au courant le cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat du Vatican, a été reçu, vendredi soir 10 septembre, par le pape à Castiglioncello, et c'est à la suite de cet entretien que Paul VI a donné son accord pour recevoir le prêtre français.

L'ancien archevêque de Dakar était arrivé à Rome à bord d'une voiture immatriculée en Suisse. Il s'était aussitôt rendu à Albano Laziale, un centre de villégiature situé au sud de la capitale, où se trouve le siège local de la fraternité sacerdotale Saint-Pie-X. Aux journalistes qui devaient faire le siège de la villa pendant toute la journée de vendredi, on affirmait laconiquement qu'il s'agissait d'une visite privée très brève. Au Vatican aucun commentaire n'était fait.

L'audience du 11 septembre ne signifie pas que le conflit est réglé. Il témoigne néanmoins du déblocage d'une situation dont le poids se fait de plus en plus sentir des deux côtés.

ROBERT SOLÉ.

## « LA CERISAIE » PAR LE PICCOLO TEATRO

### Les fleurs blanches du docteur Tchekhov

« Mon coco, ma petite pouliche, écrivait Tchekhov à sa femme, à quel bon traduire la Cerisaie en français ? Ce serait de la sauvagerie, les Français ne comprendraient rien à la vente de ce domaine et ils s'ennuieraient ! Non, non coco, ne fais pas ça, ça ne serait utile à personne. »

Traduite en français ou en italien (1), il est vrai que la Cerisaie, par moments, nous échappe. Mais ce que Tchekhov ne pressentait pas, c'est à quel point il se ferait, un peu partout sur terre, aimer. Femmes et hommes ont pour Tchekhov un attachement et une confiance personnelles, que les écrivains, normalement, ne suscitent pas. C'est que Tchekhov n'est pas exactement un écrivain. Il ne fait pas de style. Il n'organise pas ses histoires. Il ne soigne pas son public. Il ferait plutôt de la prévention.

C'est la même chose dans son « premier » métier : la médecine. A la campagne, soigner au coup par coup une affection puis une

autre, bien sûr c'était le moins. Mais, par exemple, en période de famine, il était urgent aussi d'empêcher les paysans de détruire ou vendre le bétail, parce qu'un paysan sans vache se serait trouvé malade de nouveau quand la famine aurait passé, et pour la survie du bétail le docteur Tchekhov réunissait des fonds, comme pour la prophylaxie.

Il y avait un courage et une honnêteté exceptionnels dans Tchekhov, il l'a prouvé aussi lorsqu'il a lutté pour la suppression des prisons. Les soviétiques, trop souvent, parlent haut et agissent peu. Tchekhov agissait fort et parlait bas. Alors il est pour chaque lecture, chaque lecteur, comme l'un de ces êtres aussi généreux que rentrés aux quais on a donné une fois pour toutes son cœur, pour qu'on donnerait sa main à couper, et lorsqu'une parole ou un geste d'eux nous échappent ce n'est pas leur faute, c'est la nôtre, et même ces passages à vide sont comme de petites synopses après l'alerte desquelles nous nous sentons encore plus liés.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 14.)

**MAO**  
HAN SUYIN

le déluge du matin

stock

### AU JOUR LE JOUR

#### La soupe

Qu'une bombe éclate à New-York du fait d'une revendication dont l'origine prétend se situer en Yougoslavie, qu'un policier américain soit tué par une explosion destinée à un pays situé à des milliers de kilomètres, voilà qui illustre bien la nouvelle et tragique solidarité que le terrorisme a créée entre tous les pays du monde.

Mais la nature de l'engin employé contient une autre leçon. L'autocauseur ne devrait évaluer que la douceur des repas familiaux. Pourtant, même sans explosif, il peut se transformer en machine infernale. Il suffit pour cela — et bien des gouvernements, y compris le nôtre, devraient le comprendre — qu'on dialogue la soupe de sécurité.

ROBERT ESCARPIT.

(1) Les comédiens du Piccolo Teatro de Milan l'interprètent à l'italien dans leur langue maternelle.



# APRÈS LA MORT DU PRÉSIDENT

EN RAISON DE DÉCÈS ET D'ÉVICTIIONS

## DANS UN ORDRE RIGOUREUX Les délégations ont commencé à défilier devant la dépouille mortelle

De notre correspondant

Pékin. — Les cérémonies funéraires ont commencé samedi matin 11 septembre au palais de l'Assemblée du peuple à Pékin. Dès l'aube, un important service d'ordre, composé en majeure partie de membres des milices ouvrières mais aussi de militaires, avait été mis en place sur un large périmètre entourant la place Tian-An-Men — où se trouve le palais de l'Assemblée — et les rues avoisinantes.

Selon les dispositions arrêtées par le comité central, les délégations de « des ouvriers, des paysans, des soldats et des masses des autres milieux » vont défilier pendant les jours à venir devant la dépouille mortelle de Mao. Aucun précédent n'existe à ce genre de cérémonie. Dans le cas de Chou En-lai et de Chu Teh, par exemple, seuls les dirigeants de l'Etat et du parti ainsi que des délégations réduites avaient été admis à s'incliner à l'hôpital, devant la dépouille du défunt. Après l'incinération, l'urne contenant les cendres avait été exposée et c'est devant elle que le défilé s'était prolongé pendant plusieurs jours.

C'est au contraire devant le corps du président Mao que des centaines de milliers de Chinois, peut-être plusieurs millions, vont défiler d'ici au 17 septembre. D'ores et déjà se pose inévitablement la question de savoir quelle sorte de funérailles lui seront réservées. Jusqu'à présent du moins, depuis le début des années 50, les grands dirigeants de la révolution ont tous été incinérés. Leurs cendres reposent au cimetière de Pao-pao-shan, dans un quartier ouest de Pékin, à l'exception de celles de Chou En-lai, qui avait exprimé le vœu que les cendres soient « dispersées dans les rivières et sur la terre de la patrie ». Mais déjà, pour le premier ministre défunt, un fort « courant d'opinion » s'était manifesté pour que son corps soit conservé. Le problème risque de se poser de manière beaucoup plus aiguë encore dans le cas du président Mao.

Les autorités n'ont encore rien révélé de leurs intentions dans ce domaine. Mais elles ont, samedi, fait savoir aux résidents étrangers qu'ils pourraient rendre un dernier hommage lundi à Mao en s'inclinant devant le corps du dirigeant.

Dans tous les quartiers de la capitale, cependant, les signes de deuil se multiplient. Les portes de nombreux magasins sont drapées de noir. D'immenses fleurs blanches en papier, parfois frappées du drapeau rouge à cinq étoiles, ornent les vitrines.

### DEUX PALES

Quand les écoliers de l'été 2000, ayant longuement cherché la page, l'ont dans leurs livres de Mao, Staline, de Gaulle et Tito sont morts 1000 ans plus tard, la plupart se demanderont pourquoi on les oblige à apprendre tant de vieux noms propres.

Mais quelques-uns se demanderont peut-être aussi pourquoi tant de leurs aînés, qui ne croyaient pas en l'existence d'un Dieu vivant, éprouvaient le besoin de s'agenouiller devant des dieux si vite morts.

A moins que la plupart d'entre eux aient encore trop à faire avec les idées de leur époque pour avoir le temps de s'intéresser aux idées d'un autre.

ROBERT DE MONTVALON.

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D)  
Baccalauréats suisses. Admission  
des 10 ans. Internat et externat.  
31 reçus sur 36 candidats au  
baccalauréat à la session de juin 1975

école  
**lémania**  
lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/2015 01

## De nombreux postes sont à pourvoir dans les organes centraux du parti et de l'armée

De notre correspondant

Pékin. — La mort du président Mao rend plus urgent que jamais un renouvellement du personnel politique dans les organes centraux du régime. Des décès et changements politiques ont laissé des vides dans différents organismes, au sommet de la hiérarchie du parti notamment, qu'il paraît difficile de ne pas combler à relativement brève échéance.

Le cas le plus frappant est celui du comité permanent du bureau politique, organe exécutif de toute première importance. Ce comité, qui a été créé par le 8<sup>e</sup> congrès du parti en 1958, est composé de 25 membres. Parmi eux, 12 ont été élus en 1974, 13 en 1975. Mais, depuis le décès de Mao, plusieurs postes sont à pourvoir. Le 7 avril, au titre de premier vice-président du comité central, est membre de droit du comité permanent du bureau politique, ce qui porte à quatre le nombre réel des membres de cet organisme. C'est très peu par rapport aux effectifs d'origine et, surtout, l'équilibre politique réalisé entre ces quatre hommes ne correspond plus du tout à celui qu'avait voulu et approuvé le dixième congrès. On imagine assez mal en outre le genre de collaboration qui peut s'établir entre des personnalités aussi différentes, réduites à une confrontation aussi étroite.

La logique voudrait que, sans tarder, le comité central du parti — sinon le congrès lui-même — se réunisse pour combler ces lacunes et nommer de nouveaux dirigeants à la place des personnalités disparues ou déçues. Une telle réunion soulève toutefois des problèmes politiques d'une extrême difficulté, qui expliquent le peu d'empressement montré par les dirigeants à convoquer le « Parlement » du parti.

Sans parler de la succession du président qui pose plus un problème d'institution que de personnes dans la mesure où aucun candidat ne peut prétendre occuper la place que tenait Mao, la promotion de personnalités à la vice-présidence du comité central ou au comité permanent du bureau politique avantagera nécessairement une tendance politique déterminée.

### L'équilibre des forces

Enfin, le bureau politique — qui comptait vingt-deux membres de plein droit après l'admission de M. Teng Hsiao-ping en janvier 1974 — a désormais perdu plus du quart de ses effectifs, et l'un au moins des survivants, M. Liou Po-tcheng, est trop malade pour participer activement à ses travaux.

Si les vacances sont moins nombreuses en dehors des organes suprêmes du parti, quelques postes d'importance stratégique sont cependant vacants.

En outre, la mort de Mao a laissé vacante la place de président de la commission militaire du comité central, où la présidence paraît désormais revenir, entre trois vice-présidents, au maréchal Yeh Chien-ying, par ailleurs ministre de la défense. D'autre part, le poste de chef d'état-major général de l'armée n'a pas été pourvu depuis la destitution de M. Teng Hsiao-ping en avril, et aucun de ses anciens adjoints n'a, jusqu'à présent, émergé comme un successeur probable. On notera au passage que la position de M. Chang Chun-chiao à la tête du département politique général de l'armée se trouve de ce fait relativement renforcée.

### La leçon d'avril 1976

La logique voudrait que, sans tarder, le comité central du parti — sinon le congrès lui-même — se réunisse pour combler ces lacunes et nommer de nouveaux dirigeants à la place des personnalités disparues ou déçues. Une telle réunion soulève toutefois des problèmes politiques d'une extrême difficulté, qui expliquent le peu d'empressement montré par les dirigeants à convoquer le « Parlement » du parti.

Sans parler de la succession du président qui pose plus un problème d'institution que de personnes dans la mesure où aucun candidat ne peut prétendre occuper la place que tenait Mao, la promotion de personnalités à la vice-présidence du comité central ou au comité permanent du bureau politique avantagera nécessairement une tendance politique déterminée.

Et l'on retombe alors sur le problème posé par le délicat rapport des forces entre les éléments les plus conservateurs et les plus à gauche au sein du parti.

En bref, les organes dirigeants du P.C. et singulièrement son bureau politique se situent probablement aujourd'hui plus « à gauche » que l'appareil du parti dans son ensemble. Cela est évident si l'on pense aux cadres de province : la moitié environ des premiers secrétaires provinciaux, par exemple, sont des hommes qui occupaient déjà des fonctions de responsabilité en 1955, l'année où l'époque de Liu Shao-chi, et qui furent critiqués durant la révolution culturelle. Cela est vrai aussi des cadres de l'armée, où l'on compte la plus forte proportion de « réhabilités », et le phénomène se reflète au niveau des trois cents et quelques membres du comité central.

Déjà sensible avant la mort de Mao, ce décalage s'accroît avec la disparition du président dont le poids personnel pesait en général en faveur de l'aile gauche du parti. Sans ce rôle de « réhabilités », la tendance des rapports de forces est inévitable au sein du P.C. et qu'elle s'opérera nécessairement au profit de la tendance conservatrice ? On ne saurait tirer de conclusion sérieuse sur ce point sans tenir compte des forces qui existent en dehors du parti proprement dit, et qui jouent également leur rôle dans la vie politique. L'expérience de la crise d'août et des incidents qui l'ont marquée montre le rôle de ces forces et l'utilisation que telle ou telle tendance pouvait faire ou tenter de faire des réactions et mouvements populaires. C'est une leçon qu'il est difficile à droite ou à gauche de ne pas oublier à Pékin.

ALAIN JACOB.

(1) Il s'agit de Mao, Chu Teh, Chou En-lai, Kang-Cheng et Tong Pi-wu.

(2) En août 1973, les vice-présidents étaient : Chou En-lai, Wang Hong-wen, Kang-Cheng, Yeh Chien-ying, Li Teh-sheng, Chou En-lai et Kang-Cheng sont morts. M. Li Teh-sheng a été arrêté. Nommé en 1974, M. Teng Hsiao-ping a perdu toutes ses fonctions. Les vice-présidents actuels sont M. Liu Shao-chi, Wang Hong-wen et Yeh Chien-ying.

Selon le chef  
de l'Etat gabonais

## MAO NE CONCEVAIT PAS UNE ARRIVÉE AU POUVOIR DE LA GAUCHE EN FRANCE

Le président Omar Bongo, du Gabon, a rendu hommage, vendredi 10 septembre, à Paris, à la lucidité et à la profonde vision des problèmes du monde et particulièrement du tiers-monde du président Mao. Le chef de l'Etat gabonais, qui tenait une conférence de presse après avoir été reçu par le président Giscard d'Estaing, a ajouté : « Mao concevait très bien les problèmes français, et il avait une sympathie particulière pour le président Valéry Giscard d'Estaing ».

Il faisait ainsi référence à ce que lui avait déclaré le président Mao lors de sa visite qu'il lui rendit en octobre 1974 à Pékin. Il poursuivit : « Il m'a déclaré avoir demandé à ceux qui se réclament du marxisme de voter pour Giscard, le seul capable à ses yeux de gouverner le peuple français ».

### Des relations

« plus qu'excellentes »

Interrogé sur ce que pensait Mao de la gauche française, M. Bongo a précisé que le dirigeant chinois « ne croyait pas qu'elle puisse, dans les conditions actuelles, parvenir au pouvoir ». « Elle ne pourra prendre le pouvoir que poussée par des générations nouvelles », a-t-il déclaré.

Pour Mao, a encore dit le président Bongo, « la gauche française est forte quand il s'agit de provoquer des réformes, mais quand il s'agit de gouverner, elle est incapable. Au fond, pensait Mao, la gauche n'est pas pour la prise du pouvoir car elle est consciente des difficultés à gouverner une société jacobine par le capitalisme. Elle ne peut être qu'un bon stimulant du pouvoir ». « Mao pensait que les relations de la France, dirigée par M. Giscard d'Estaing, et de la Chine allaient devenir plus qu'excellentes », a déclaré le président Bongo. Il a ajouté : « Il avait été très sensible au fait que l'une des premières visites officielles par le président Giscard d'Estaing après son élection à l'Elysée eût été à l'ambassade de Chine à Paris ».

## Nouvelles réactions dans le monde

La mort de Mao continue de susciter de nombreuses réactions dans le monde. Outre le Cambodge, la Tunisie et l'Egypte (« le Monde » du 11 septembre), plusieurs pays viennent de décréter un deuil national. Il s'agit notamment du Chili, de la Corée du Nord, de l'Algérie, de la Guinée, du Zaïre et de la Syrie.

● A HANOI, les plus hauts dirigeants se sont rendus, vendredi 10 septembre, à l'ambassade de Chine pour présenter leurs condoléances. La presse reste cependant discrète sur le rôle joué par Mao. La même constatation peut être faite pour le Laos.

● A LA HAVANE aussi, la discrétion est de rigueur. L'organe du P.C., « Granma », a annoncé la nouvelle du décès sur deux colonnes et en trois paragraphes. La presse avait, récemment encore, vivement critiqué la politique étrangère chinoise, notamment accusée de soutenir la droite angolaise.

● A RABAT, le roi Hassan II écrit dans un message aux dirigeants chinois, que Mao était « un des chefs d'Etat les plus illustres qui aient marqué de leur empreinte l'histoire de l'humanité et guidé leur peuple avec perspicacité ».

illustres qui aient marqué de leur empreinte l'histoire de l'humanité et guidé leur peuple avec perspicacité ».

● A ALGER, le président Boumediène évoque, dans son message de condoléances, « le rôle prestigieux de celui qui a inspiré et guidé la révolution chinoise » et qui « a marqué de son empreinte la marche de l'humanité vers le progrès et la libération de toutes les formes d'oppression ».

● A ABIDJAN, qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec Pékin, le président Houphouët-Boigny déclare dans un message au premier ministre chinois : « Quelles que soient les différences des options retenues par les responsables des nations pour le développement interne de leur pays et la coopération internationale, on ne peut que s'incliner devant la dépouille de cette grande figure de l'histoire universelle ».

● A MADRID, le roi Juan Carlos écrit dans un message de condoléances, que Mao était « un des hommes les plus éminents de ce siècle ».

### M. MICHEL DEBRÉ : un doute profond plane sur l'avenir de la Chine.

M. Michel Debré, ancien premier ministre du général de Gaulle, a rendu hommage, jeudi 10 septembre, à Saint-Denis-de-la-Réunion, au président Mao Tse-toung : « Un géant de la politique, un être très rare, dont on peut dire qu'il a fait l'histoire ».

Il a ajouté : « Sur l'avenir de la Chine, plus que tout autre homme, deux hommes, depuis un quart de siècle, s'épaulaient l'un l'autre et faisaient la Chine à l'intérieur et à l'extérieur : Mao Tse-toung et Chou En-lai ».

« A quelques mois de distance ils meurent. La Chine ne sera plus après ce qu'elle fut pendant qu'ils régnaient. Le souvenir des grands hommes ne suffit jamais à maintenir leur politique, quelles que soient les marques de respect apportées à leur mémoire. Selon que les dissensions intestines, qui sont traditionnelles en Chine, seront dominées ou ne le seront pas, la capacité de la Chine à l'égard de l'extérieur sera maintenue ou altérée. C'est un point capital qui ne sera pas modifié : la politique de la Chine sera toujours fonction de la conception grandiose et profondément nationale que tous les dirigeants chinois se font de leur avenir. Sur cette grande affaire de l'indépendance chinoise à l'égard du monde occidental comme à l'égard du monde soviétique et de la suprématie des intérêts chinois, la leçon de Mao franchira les siècles ».

● Un registre de condoléances est ouvert à l'ambassade de Chine de 9 heures à midi et de 15 heures à 18 heures jusqu'au 13 septembre. L'adresse de l'ambassade est : 11, avenue George-V, Paris (8<sup>e</sup>) (et non avenue Kléber, comme il a été indiqué par erreur dans le Monde du 11 septembre).

### LE MESSAGE DE M. DE GUINGAUD

M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a adressé, le 9 septembre, à Pékin, un message au premier ministre des affaires étrangères chinois, le télégramme suivant : « J'apprends avec une profonde émotion la disparition du grand homme Mao Tse-toung, l'un des grands dirigeants de la Chine nouvelle. Le président Mao Tse-toung dirigeait depuis un demi-siècle l'admirable effort du peuple chinois sur la voie de l'indépendance et du progrès. Il avait rendu à votre très grand pays sa place dans le monde en lui donnant, dans la communauté internationale, un rôle à la mesure de son importance et de son génie. Je vous adresse, avec des très sincères condoléances, les assurances de ma profonde sympathie ».

● Les marxistes-léninistes français au Père-Lachaise. — Lors d'une manifestation qui groupait environ un millier de personnes, vendredi 10 septembre, des militants du parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, ont déposé une gerbe devant le mur des fédérés du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, en « hommage au camarade Mao Tse-toung dirigeant du prolétariat international ».

● L'organisation communiste Gauche ouvrière et populaire (marxiste-léniniste, issue de la fusion du Parti d'unité populaire e. d. Pour le communisme) : « Nous saluons la mémoire du grand dirigeant du prolétariat international, des nations et peuples opprimés. Pour affirmer notre peine en une détermination encore plus grande et, en hommage au camarade Mao Tse-toung, nous appelons les révolutionnaires, les travailleurs, au rassemblement de la place de la République, samedi 11 septembre à Paris ».

### « Les persécutions contre l'Eglise »

Cependant, remarque l'Observateur romain : « Tout cela a pu se faire à travers un rigoureux encadrement de centaines de millions d'être humains, dans un régime de type militaire et policier, dépendant, au moins jusqu'à présent, d'une colonie unique, sans compter l'élimination de certaines adhésions politiques ou de personnes considérées comme telles. Le Journal souligne aussi que le parti communiste « a voulu se substituer à la famille dans l'éducation des enfants » et que, dans la lutte contre des superstitions, « la persécution contre l'Eglise catholique a atteint parfois le paroxysme ».

ROBERT SOLÉ.



RÉSIDENT  
ONS

irvoir  
de l'armée

# MAO TSE-TOUNG

## Tribune internationale

### L'eurocommunisme face à Moscou et à Pékin

par ALBERTO JACOVIELLO (\*)

« Le mal ne nuit pas toujours », dit un vieux proverbe chinois. Le grand mal qu'est la mort du président Mao Tse-toung a produit quelque chose qui ne l'est pas : une nouvelle fêlure s'est manifestée pour l'occasion entre le parti communiste soviétique et les grands partis communistes de l'Europe occidentale. Le P.C. soviétique a eu un comportement insolent. Les P.C. d'Europe de l'Ouest ont cessé des pages de leurs journaux à rappeler la figure et l'œuvre du président Mao, et toute émotion sincère d'un être pas obscur. Le fait est à relever.

Il est certain que des partis communistes comme le français ou l'italien auraient mieux fait de parler de Mao vivant dans les mêmes termes dont ils ont parlé pour Mao mort. Ça n'a pas été le cas. Le camarade Georges Marchais, par exemple, qui exalta la grande figure historique du président chinois disparu, aurait pu conseiller à tel député de son parti, qui est allé en Chine voilà quelques années, de faire preuve de plus de prudence, de plus d'intelligence, pour décrire la Chine et l'œuvre de Mao, au lieu d'utiliser des mots analogues à ceux de la propagande soviétique la plus vulgaire. Et tel dirigeant important du P.C. italien aurait mieux fait de s'abstenir, encore récemment, de considérer que la mort des deux dirigeants de la révolution chinoise était une des conditions favorables à la reprise du dialogue.

Mais les grandes émotions — et la mort de Mao en est une sans aucun doute — provoquent des réflexions qui vont au-delà de la contingence et de la tactique politique. En de telles occasions, chacun d'entre nous se fait plus sincère, plus vrai, qu'en d'autres moments de la vie. C'est ainsi qu'il faut voir la nouvelle approche des grands partis communistes d'Europe occidentale vers Mao et sa Chine.

Cela dit, que va-t-il se passer demain ? Comment se traduira, politiquement, la nouvelle fêlure entre les partis de l'eurocommunisme et l'Union soviétique vis-à-vis de la Chine ? On sait, je crois, que, au moins en ce qui concerne le parti communiste italien, il souhaite reprendre les contacts avec la Chine. A quelles conditions ? On n'y voit pas très clair sur ce point. Je crois cependant que la tendance qui prévaut est celle du coup d'éponge sur le passé, comme si jamais il n'y avait eu de torts ni d'erreurs. Si tel est le cas, ce n'est pas, à mon sens, la meilleure voie. Il me semble que la base la plus solide pour reprendre éventuellement le dialogue serait de réfléchir sur le passé pour construire l'avenir.

C'est n'est pas le « pinillage » historique qui me le fait dire. Mais parce que c'est dans le passé que s'enracine ce qu'il peut y avoir de commun aujourd'hui entre la position de la Chine et celles des partis de l'eurocommunisme. Où est le cœur du problème ? Pourquoi, du point de vue du mouvement communiste, le schéma chinois s'est-il produit ? Bien des éléments, de nature variée, y ont certainement contribué. Mais il en existe un central : le refus chinois de l'hégémonie soviétique, tant à l'intérieur de ce qui s'appellerait alors le monde communiste qu'à l'extérieur de ce qui continuerait à s'appeler le mouvement communiste international.

La doctrine de la « souveraineté limitée » n'est pas une invention de Brejnev. C'est une pratique constante de l'action soviétique, depuis l'époque de la Troisième Internationale jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie, en passant par la tentative stalinienne de renverser Tito à la tentative khrouchtchevienne d'étrangler économiquement la Chine. Telle est la racine de la rébellion de Mao et de tout le groupe dirigeant qui a guidé et porté la révolution chinoise à la victoire.

L'histoire, avec ses foudroyantes astucieuses, propose ce même problème aux grands partis communistes européens — et pas seulement à eux, qui, à l'époque du schéma chinois, donnaient raison à l'U.R.S.S. Au fond de la recherche de la « voie italienne », comme de la « voie française », qu'y a-t-il ? C'est la conscience que, sur le terrain de la recherche comme sur celui de l'action pratique, il n'y a rien de possible si l'on ne s'accuse pas l'hégémonie soviétique sur la vie des partis de l'eurocommunisme ? De quoi a-t-on discuté, des mois et des mois, en préparant la fameuse conférence de Berlin, sinon de la façon de libérer les partis communistes d'Europe occidentale — et pas seulement eux — de l'hypothèque soviétique ? Nous n'en sommes pas à un nouveau schéma, pas explicitement au moins, mais à quelque chose qui, en substance, décalque ce que les Chinois ont anticipé avec leur schéma.

Telles sont les raisons de la nécessité de réfléchir sur le passé. Celles aussi qui conseillent de reconnaître publiquement que les Chinois ont anticipé un processus historique, qu'on a tous les motifs de tenir pour irréversible. Ce n'est pas tout. S'il faut vraiment appeler un chat un chat — comme on dit en France —, disons que c'est le moment où la profonde méfiance de l'affirmation d'autonomie des grands partis d'Europe occidentale se mesure à leur comportement envers la Chine. C'est le point auquel les Soviétiques sont le plus sensibles, et c'est bien pourquoi il faut l'affronter.

Evidemment, il ne s'agit pas de chercher à Pékin ce qu'on a perdu à Moscou. Les Chinois eux-mêmes ne le désirent pas du tout. Il s'agit simplement de reconnaître que la Chine a ouvert une voie nouvelle qu'il faut le plus d'étudier, de fonder, avec un esprit de vérité et de sans critique. Voilà tout. Ce n'est pas beaucoup, à dire vrai, mais c'est la seule façon, à mon avis, de traduire en politique concrète l'émotion que les grands partis communistes d'Europe occidentale ont exprimée à l'occasion du terrible deuil qui a frappé la Chine, la seule façon de donner corps à la fêlure qui, en cette occasion, s'est produite entre les hommes de l'eurocommunisme et les dirigeants de l'U.R.S.S.

\* Rédacteur à « l'Unità », organe du parti communiste italien.

## ASIE

### Après l'échec des discussions sur le partage des eaux du Gange

#### La tension risque de s'accroître entre New-Delhi et Dacca

De notre correspondant

New-Delhi. — La tension entre l'Inde et le Bangladesh risque de s'accroître après l'échec total de négociations qui s'étaient ouvertes le 8 septembre à New-Delhi au sujet du partage des eaux du Gange. Les Bengalis se plaignent d'une diminution du débit du grand fleuve pendant la saison sèche depuis la mise en service, au printemps 1973, du barrage de Farakka, construit par l'Inde à une vingtaine de kilomètres de la frontière entre les deux pays.

L'Inde avait proposé, le 3 septembre, une discussion à un niveau élevé, ce qui fut immédiatement accepté par Dacca. Dirigée par le contre-amiral Khan, administrateur adjoint de la loi maritime, la délégation bengalaise a discuté pendant trois jours avec le ministre indien de l'Agriculture, M. Ram. Le contre-amiral Khan avait fait, le 3, une « visite de courtoisie » à Mme Gandhi. Il a quitté brusque-

ment New-Delhi vendredi, et, à son retour à Dacca, a accusé l'Inde de refuser de se prêter à un règlement du différend. Le Bangladesh a décidé de le porter devant les Nations unies.

Un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères a déclaré que les efforts de New-Delhi pour trouver un compromis n'ont pas eu succès de réponse « du côté bengalaise ». Il a ajouté : « Le Bangladesh conserve une attitude intransigeante. De toute évidence, ce pays cherche à internationaliser l'affaire en passant par l'ONU au lieu de négocier de bonne foi avec l'Inde. »

Il est rare que l'échec d'une négociation soit annoncé en termes si peu diplomatiques, et ce brusquement fait à nouveau redouter une certaine tension à la frontière des deux pays, où de nombreux incidents ont été signalés ces derniers mois.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

## L'AJOURNEMENT DU VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING EN YOUGOSLAVIE

### Le maréchal Tito interrompt ses activités

(Suite de la première page.)

Le problème fut du nouveau abordé avec M. Giscard d'Estaing. Lors du séjour de M. Sauvagnargues à Belgrade, en mai 1975, et de sa réception par le maréchal Tito, l'ancien ministre français des affaires étrangères annonça que le président de la République se rendrait en Yougoslavie dans le courant de 1976, à une date qui serait fixée ultérieurement. Il y a un mois et demi environ, on confirma officiellement que le voyage se ferait du 15 au 18 septembre. Or, dans l'après-midi du 10 septembre, on apprenait son annulation.

La nouvelle, qui a suscité une surprise considérable à Belgrade, a été connue des représentants de la presse étrangère et des membres du corps diplomatique par le communiqué de l'Elysée.

Vendredi les moyens d'information s'étaient bornés à diffuser un communiqué de l'agence Tass disant que M. Milos Mitich, vice-président du gouvernement fédéral et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, était arrivé à Paris et qu'il avait été reçu par le chef de l'Etat français auquel il avait remis un message du maréchal Tito. Après un entretien cordial consacré au développement des rapports réciproques et à certaines questions internationales d'actualité, ajoute l'agence, le président Giscard d'Estaing a remis à M. Mitich un message pour le président Tito, le priant de lui transmettre ses chaleureuses salutations et ses vœux les meilleurs. « C'est tout. Aucune indication sur les raisons du déplacement de M. Mitich n'était alors donnée. »

Que s'est-il passé ? Le maréchal Tito venait de rentrer à Belgrade dans la matinée du 10 septembre, c'est-à-dire au moment où M. Mitich arrivait à Paris.

### La France vendrait des Mirage à l'Irak

On confirme dans les milieux informés français qu'une négociation est en cours pour la vente de Mirage à l'Irak. Les tractations ont été amorcées il y a plus de dix-huit mois, lors des conversations de M. Chirac, alors premier ministre, avec celui de Bagdad en novembre et décembre 1974. Mais elles auraient récemment progressé. Une mission économique irakienne, présidée par le ministre du plan, est arrivée à Paris au cours de la semaine écoulée. On insiste cependant à Paris sur le fait que rien n'est encore conclu, que le contrat n'est pas prêt et que, en particulier, le nombre d'appareils en cause n'est pas arrêté. Cependant, dit-on, ce nombre sera « significatif » et donc, semble-t-il, de plusieurs dizaines.

L'aviation irakienne est composée jusqu'à présent d'appareils soviétiques exclusivement, notamment des Mig-23. La France a livré pour sa part, à l'Irak, des hélicoptères Alouette et d'autres matériels pour l'armée de terre.

Le maréchal en discussion avec l'Irak, précise-t-on encore, n'est qu'une des affaires au sujet desquelles des tractations sont en cours actuellement. Des projets de vente d'avions sont négociés, notamment avec le Koweït et l'Egypte.

PAUL YANKOVITCH.

## A TRAVERS LE MONDE

### Japon

MM. TOMISABURO HASHIMOTO, ancien ministre des transports, et Takayuki Sato, ancien ministre adjoint des transports, arrêtés en août, dans le cadre de l'enquête sur le scandale Lockheed au Japon, ont été inculpés, vendredi 10 septembre, et libérés sous caution samedi. — (A.F.P., Reuters.)

### Mozambique

ON A DEMENTI l'annonce du 10 septembre à Maputo, de source autorisée mozambicaine, les rumeurs selon lesquelles le président Samora Machel aurait été victime d'un attentat. Des responsables du ministère de l'Information mozambicain ont dit être au courant des rumeurs à ce sujet, qui ont pris naissance à Johannesburg. « Le Mozambique conserve une attitude intransigeante. De toute évidence, ce pays cherche à internationaliser l'affaire en passant par l'ONU au lieu de négocier de bonne foi avec l'Inde. »

### Pologne

L'EPISCOPAT POLONAIS a approuvé, le 10 septembre, l'appel lancé, le 14 juillet, par le cardinal Wysinski, demandant au gouvernement d'amnistier les manifestants d'Odra et de Radom. A l'issue de leur conférence tenue à Cieszkowa les 8 et 9 septembre,

les évêques estiment que « le pays a besoin d'ordre et de calme, que les autorités devraient respecter pleinement les droits civiques des citoyens, maintenir le dialogue avec la société et tenir compte des avis de celle-ci dans les décisions prises à son sujet. Tous les citoyens doivent, de leur côté, contribuer à améliorer la situation économique particulièrement difficile du pays ». — (A.F.P.)

### Portugal

CINQ OFFICIERS, dont le capitaine Duran Clemente, ancien porte-parole du Mouvement des forces armées (M.F.A.), ont été libérés, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 septembre, à Lisbonne. Arrêtés après leur retour d'Angola, où ils s'étaient réfugiés, ces officiers avaient participé à la tentative du coup d'Etat du 25 novembre 1975. — (A.F.P., Reuters.)

### République d'Irlande

LE PARLEMENT a approuvé, jeudi soir 9 septembre, une nouvelle loi anti-terroriste qui permettra désormais à la police de détenir tout suspect sept jours, au lieu de quarante-huit heures, pour les besoins d'une enquête.

### Une décision « sans signification politique »

L'Elysée a publié vendredi soir 10 septembre le communiqué suivant : « Le président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, a reçu aujourd'hui en audience au palais de l'Elysée le vice-président du conseil exécutif, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie, M. Milos Mitich, qui lui a transmis un message du maréchal Tito, président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Josp Broz Tito. »

A cette occasion, un entretien cordial a eu lieu sur l'évolution future des rapports d'amitié et de coopération franco-yougoslaves et sur des questions d'actualité dans le domaine des relations internationales.

Au cours de cet entretien, il a été convenu de reporter à plus tard la visite du président de la République française, ses médecins ayant demandé au président Tito d'interrompre temporairement toutes ses activités. La date de la visite sera fixée ultérieurement par la voie diplomatique.

Le président Valéry Giscard d'Estaing a prié M. Mitich, vice-président du conseil exécutif, secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie, de transmettre au président Tito un message dans lequel il lui adresse ses salutations chaleureuses et ses vœux les meilleurs.

M. Mitich a également remercié le ministre français des affaires étrangères et a eu avec lui un dialogue amical.

Après sa visite à l'Elysée, M. Mitich a été reçu par son collègue français, M. de Guiringaud. Confirmant que « les médecins du maréchal Tito lui ont demandé d'interrompre toutes ses activités pendant une période indéterminée », M. de Guiringaud déclara ensuite à la presse : « Le voyage du président de la République se trouve donc de ce fait reporté. D'autres activités du maréchal seront annulées et l'annonce en sera faite à Belgrade. Le maréchal Tito est revenu de la conférence de Colombo un peu fatigué. Ses médecins lui avaient demandé alors de se reposer. Il a refusé, et c'est sur la demande insistante de ses médecins qu'il a fini par céder. »

La fatigue du chef de l'Etat yougoslave serait-elle « diplomatique » et destinée à masquer un différend franco-yougoslave né précédemment de cette conférence de Colombo, à laquelle participait le maréchal Tito et qui recommanda « à la sauvegarde » un embargo pétrolier contre la France ? M. de Guiringaud ne démentit pas. « La Yougoslavie ajouta-t-il, n'a pas participé à cette décision qui a été prise par un petit comité à la demande de la S.W.A.O. (mouvement nationaliste de Namibie). »

Cet incident de Colombo n'en a pas moins jeté un certain froid entre Paris et Belgrade, mais il semble bien qu'il ait été réglé par la voie diplomatique. Les Yougoslaves ont expliqué qu'il s'agissait d'une « affaire africaine ». Le communiqué préparé pour la visite de M. Giscard d'Estaing et qui était entièrement au point, a précisé M. de Guiringaud, avait été modifié, les allusions au soutien de la France aux aspirations des pays non alignés étant supprimées ou atténuées.

On remarque d'autre part, dans les milieux français informés, que le maréchal Tito a pris soin d'en-

voyer spécialement le ministre yougoslave des affaires étrangères, porteur d'un message pour expliquer la situation au président de la République, ce qui n'est pas l'indice d'un « refroidissement ». Dans les milieux yougoslaves de Paris on fait valoir que la visite n'est que reportée et que d'autres voyages devront être ajournés.

Ce n'est pas la première fois que le maréchal Tito, qui souffre de sciatique depuis longtemps, doit modifier ses projets. En 1973, une visite de M. Gierak à Belgrade avait dû être « ajournée ». En 1974, une visite du maréchal Tito en Hongrie a été reportée de deux mois sur l'avis de ses médecins. En 1975, le chef de l'Etat yougoslave avait dû modifier le programme des visites à Belgrade de MM. Bongo (Gabon), Jalloud (Libye) et Nyerere (Tanzanie) et annuler une visite officielle du président Sadat, remplacée par un bref entretien privé. Enfin, le voyage que le maréchal Tito devait faire en Amérique latine en janvier 1976 avait été reporté au mois de mars.


### LES NEUF MINISTRES DE LA COMMUNAUTÉ SE RÉUNISSENT EN PRIVÉ AUX PAYS-BAS

Les ministres des affaires étrangères des Neuf s'étaient réunis samedi 11 et dimanche matin 12 septembre, à la suite de leur réunion hebdomadaire au château de Reestervagen, au nord des Pays-Bas. Le premier ministre belge, M. Tindemans, participe ce samedi à la discussion de son rapport sur l'union européenne. Les gouvernements de la Communauté doivent prendre définitivement position sur les propositions de M. Tindemans au prochain conseil européen, en novembre. Les relations extérieures de la Communauté, notamment avec l'Espagne, le Portugal, la Turquie (en relation avec l'affaire de Chypre) et l'Afrique australe sont également discutées, ainsi que la reprise du dialogue Nord-Sud.


M. Spénale, président de l'Assemblée européenne, recevant la presse vendredi 10 septembre, à Paris, s'est dit convaincu que la Grande-Bretagne et le Danemark lèveront, au Conseil de la Communauté du 20 septembre, les derniers obstacles à l'organisation d'élections européennes. M. Spénale a personnellement fait des démarches à cet effet auprès du gouvernement britannique.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a invité les représentants des communautés grecque et turque de Chypre à se rendre à New-York pour de nouveaux pourparlers intercommunautaires avant l'ouverture de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'ONU.

La dernière série de ces entretiens avait eu lieu à Vienne en février dernier sous la présidence de M. Waldheim. Ils avaient abouti à une impasse, de même que les efforts pour fixer une nouvelle date de réunion. — (U.P.I., A.F.P.)



### Éditions sociales



COLLECTION NOTRE TEMPS/HISTOIRE

## HISTOIRE DU REFORMISME DEPUIS 1920

INSTITUT MAURICE THOREZ. LES 2 VOLUMES 40 F.

### LE PUTSCH D'AMAURY.

DOSSIER DES TRAVAILLEURS DU PARISIEN LIBRE. CONTRIBUTION DE HENRI KRASUCKI. 36 F.

CITE DU LIVRE - FÊTE DE L'HUMANITÉ. EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES.



## EUROPE

### M. JAMES CALLAGHAN A REMANIÉ LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

#### M. Rees remplace M. Jenkins à l'intérieur

De notre correspondant

Le premier ministre britannique, M. James Callaghan, a remanié vendredi 10 septembre son gouvernement. La principale modification apportée au cabinet précédent concerne le ministère de l'Intérieur, où M. Roy Jenkins, qui prendra à la fin de l'année la présidence de la Commission européenne, est remplacé par le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees. Le ministre de la Défense, M. Roy Mason, succède à M. Rees à Belfast, où sa nomination est accueillie avec scepticisme par les catholiques. Deux nouveaux ministères sont créés : celui des transports et celui de la sécurité sociale.

#### En Irlande du Nord les dirigeants protestants accueillent favorablement le remplacement de M. Rees par M. Mason

De notre correspondant

Belfast. — M. Roy Mason, cinquante-deux ans, secrétaire d'Etat à la Défense depuis mars 1974.

#### L'ULSTER MENACÉ D'ÉTRANGLEMENT

(De notre correspondant.)

Belfast. — Une grève de la marine marchande pourrait avoir de graves conséquences pour l'Ulster, surtout si elle devait durer plus d'un mois. La province a des stocks de nourriture et d'essence suffisants pour cette période. Sur le plan industriel, l'économie locale et celle de la métropole pourraient être sérieusement affectées en ce qui concerne les fibres synthétiques. Un tiers de la production du Royaume-Uni est fabriquée en Irlande du Nord. Comme la province ne possède aucune matière première, de nombreuses usines seraient obligées de fermer leurs portes rapidement. La production nord-irlandaise est exportée, pour 77 %, vers la Grande-Bretagne, et cette dernière dépend, en grande partie, de l'Ulster pour son ravitaillement en bœuf, beurre et œufs. Il serait difficile aux industriels de faire transporter leurs matières premières et leurs produits finis par la République d'Irlande. Pendant la dernière grève des marins, en 1966, des piquets de grève empêchèrent la traversée de la mer d'Irlande. Enfin, très peu d'industries locales peuvent utiliser des avions-cargos pour suppléer à l'absence de transports maritimes. — R. D.

Londres. — Cinq mois après son arrivée au pouvoir, le premier ministre britannique, M. James Callaghan, a légèrement modifié et rajouté, vendredi 10 septembre, son équipe ministérielle. Le remaniement, qui a été accueilli sans surprise à Londres, s'imposait par la nécessité de remplacer au ministère de l'Intérieur, M. Roy Jenkins, qui se prépare à succéder au début de l'année prochaine à M. François-Xavier Ortoli à la tête de la Commission des Communautés européennes, à Bruxelles. Ce ministre-clé a été confié à M. Merlyn Rees pour le récompenser d'avoir assumé avec sang-froid durant deux ans et demi les fonctions particulièrement ingrates et difficiles de secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord.

Autre élément important de ce remaniement, la promotion de Mme Shirley Williams, qui quitte l'impopulaire ministère des prix pour prendre le portefeuille de l'Éducation. Mme Williams, qui, à quarante-six ans, fait partie des « jeunes » ministres, passe pour avoir les meilleures chances de prendre la succession de M. Callaghan, lorsque ce dernier annoncera le désir de se retirer. Agé lui-même de soixante-quatre ans, M. Callaghan a tenu à faire entrer

#### M. MERLYN REES : intègre et un peu ferme.

M. Merlyn Rees, qui remplace M. Roy Jenkins au poste de ministre de l'Intérieur, est âgé de quarante-cinq ans. Depuis deux ans et demi, il est secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord et s'est acquis en Ulster la réputation d'un homme sérieux, intègre, mais un peu ferme. Son action la plus remarquable a consisté à la suppression de l'interdiction des suspects sans jugement, au printemps dernier.

Très lié à M. Callaghan, il a joué un rôle important dans l'arrivée de celui-ci à la tête du parti travailliste après la démission de M. Wilson. Pendant la précédente administration du Labour, de 1964 à 1970, M. Rees avait été secrétaire d'Etat à l'Intérieur, puis au ministère des sciences.

#### M. ROY MASON

M. Roy Mason, qui remplace M. Merlyn Rees comme secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, est né le 18 avril 1924. Ancien mineur, il a adhéré au parti travailliste en 1932. Il a été conseiller exécutif des mineurs, il est entré au Parlement en 1953 et a été successivement secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, à l'Éducation, au ministère du commerce. De 1970 à 1974, il fut le porte-parole de l'opposition pour le commerce et l'industrie. En janvier 1974, M. Wilson lui confia le ministère de la Défense.

#### M. ROY HATTERSLEY

M. Roy Hattersley, qui remplace Mme Shirley Williams comme ministre des prix et de la protection du consommateur, est né en 1932 à Sheffield. Diplômé des sciences économiques de l'université de Hull, il a travaillé dans l'industrie métallurgique. Il est député de Birmingham depuis 1966. Il a été ensuite sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail et ministre adjoint de la Défense. De 1970 à 1974, il fut le porte-parole de l'opposition pour le commerce et l'industrie. En janvier 1974, M. Wilson lui confia le ministère de la Défense.

#### Mme SHIRLEY WILLIAMS

Mme Shirley Williams, qui quitte le ministère de la consommation pour celui de l'Éducation et des sciences, est considérée comme l'un des plus brillants éléments du cabinet britannique. Née en 1930 d'un père professeur d'université et d'une mère écrivain, elle a fait de brillantes études à l'université de Columbia. Secrétaire générale de la société Fabienne, elle est entrée au parti travailliste en 1956. Elle fut députée en 1964. Elle a été rapidement nommée secrétaire d'Etat au travail, puis à l'Éducation et aux sciences, et enfin à l'Intérieur. Elle a été ensuite porte-parole de l'opposition pour les affaires sociales, puis pour l'Intérieur. Charmante et enjouée, c'est aussi un bon travailleur. Depuis le retour des travaillistes au pouvoir, son nom a été à plusieurs reprises prononcé parmi ceux des candidats possibles à la direction du parti.

dans son équipe des membres plus jeunes. C'est ainsi que M. Roy Hattersley, âgé de quarante-cinq ans, a été nommé ministre des prix et de la protection des consommateurs, après avoir été adjoint du secrétaire au Foreign Office, poste qui est confié au benjamin de l'équipe, M. David Owen, trente-huit ans. M. Callaghan a, en outre, créé deux nouveaux ministères, celui des transports, confié à M. William Rodgers, quarante-sept ans, et celui de la sécurité sociale. Ce dernier poste a été attribué à M. Stanley Orme, un membre du groupe Tribune, qui représente l'aile gauche militante du parti travailliste. M. Callaghan s'est d'ailleurs bien gardé de toucher aux ténors de cette tendance, dont M. Michael Foot (Parlement), Tony Benn (énergie) et Peter Shore (environnement) sont les représentants au gouvernement.

#### La grève des marins suspendue

Le premier ministre est, en effet, soucieux de préserver l'équilibre des forces au sein de son équipe. M. Callaghan avait prévu d'annoncer ce remaniement après la visite d'une semaine au Canada qu'il avait dû faire à partir de vendredi. Mais le conflit du gouvernement a été contraint de retarder de quelques jours son voyage en raison de la menace de grève générale de la marine marchande, qui devait commencer samedi soir à minuit, a été ajournée à samedi après-midi de vendredi à samedi après-midi de samedi à dimanche.

## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

#### M. Gemayel propose un dialogue direct à M. Joumblat

Le journal « Al Safir », porte-parole de la gauche libanaise, a annoncé, vendredi 10 septembre, que M. Gemayel, chef des Phalanges, avait adressé une proposition de dialogue direct au chef de file de la gauche, M. Kamal Joumblat, « en vue de parvenir à un dénominateur commun sur une éventuelle réforme politique ».

En réponse à cette proposition, M. Joumblat aurait demandé que les Phalanges libanaises définissent nettement leur position à l'égard de l'intervention militaire syrienne. « Mais il n'est pas possible de concilier l'ouverture d'un dialogue avec la persistance de l'occupation syrienne », Inversant les termes, M. Gemayel aurait répondu que l'annonce d'un dialogue faciliterait le départ des forces syriennes du territoire libanais.

D'autre part, le Front du refus palestinien a reproché à l'U.R.S.S. la « timidité » de ses critiques envers Damas, dans une réplique à l'« échec » du mercredi dans la « Pravda », dénonçant les éléments extrémistes au sein du mouvement palestinien.

Cette réplique, publiée par le journal « Al Soumoud », organe du Front du refus (qui exclut toute solution politique du conflit arabo-

israélien), affirme que « les camarades de Moscou continuent à considérer le régime traître de Syrie comme un régime patriote, et non comme une partie prenante au complot qui se joue au Liban » et dont l'objectif est « la liquidation de la résistance palestinienne et du mouvement national libanais ».

La radio libanaise contrôlée par la gauche a, assurée, vendredi, que des Israéliens, après avoir franchi la frontière, avaient instauré un couvre-feu dans plusieurs villages frontaliers du Sud-Liban et interdit aux habitants de les quitter. Les soldats israéliens auraient en outre établi des barrières à l'entrée de ces villages qui auraient été reliés au réseau électrique et téléphonique des kibboutzim frontaliers. De Tel-Aviv, l'agence U.P.I., citant des sources militaires, affirme que l'armée israélienne est en train de goudronner une route de plus d'un kilomètre de long, reliant le poste frontalier Dorev au village libanais de Rmeich. Les Israéliens auraient également construit un parking à 500 mètres à l'intérieur du territoire libanais pour les villageois de la région qui viennent travailler en Israël. — (A.F.P., U.P.I.)

#### Les chrétiens opposés à la politique de la droite maronite créent un front politique

De notre correspondant

Beyrouth. — Les chrétiens du Liban ne vivent pas tous dans le secteur du pays tenu par leurs coreligionnaires conservateurs. Se basant sur la répartition des sièges parlementaires, M. Raymond Eddé, personnalité maronite libérale, estime à 38 % la proportion des chrétiens habitant ce secteur. Il ajoute : « Même ces 38 % ne sont pas partisans du « petit Liban » que l'on est en train de leur créer ».

M. Eddé ne tient compte, il est vrai, ni de Beyrouth ni des migrations de populations importantes depuis le début de la guerre civile. En introduisant ces deux correctifs, on peut estimer que les chrétiens du secteur chrétien représentent aujourd'hui 60 % de l'ensemble de la communauté vivant encore dans le pays. Les 40 % qui restent sont répartis en proportion égale dans le secteur maronite-progrès et le territoire contrôlé par l'armée syrienne.

Si bon nombre de chrétiens partagent les vues de la droite maronite, d'autres se réclament de la gauche, dont l'engagement est plus chrétien que musulman, et des leaders modérés dont le principal est M. Raymond Eddé. Ce dernier jouit et joue encore le rôle de protecteur pour une grande partie de ces « chrétiens du Liban non chrétien ».

Désormais, ceux-ci disposent d'une troisième voie : un Front des chrétiens patriotes a en effet été constitué. Il est orienté vers la gauche, puisqu'il adhère au Mouvement national libéral (regroupement des partis et des forces progressistes), où il est re-

présenté par M. Samir Frangé. Ce Front des chrétiens patriotes regroupe à ce jour seize mouvements régionaux ou nationaux et des personnalités qui ne sont pas d'accord avec la politique de la droite chrétienne, mais qui tiennent à ne pas perdre leur identité communautaire. Les animateurs de ce mouvement expliquent sa création par la « fossilisation de la droite chrétienne » et l'« erreur de la gauche et de la résistance palestinienne face au problème chrétien ».

« Avant d'y adhérer, soulignent-ils, nous avons dressé un réquisitoire contre le comportement du Mouvement national qui a été accepté ». Cette critique est contenue dans le projet de programme du Front : « Le Mouvement national a été incapable de comprendre pleinement le problème de la minorité chrétienne. Cette carence reflète l'incapacité des mouvements nationalistes arabes à offrir des solutions démocratiques et laïques aux problèmes des minorités nationales, religieuses et ethniques ».

Les « chrétiens patriotes » reconnaissent pour ne pas dire affirment — que le « complexe de peur » des chrétiens du Liban se justifie historiquement par la répression ottomane et, aujourd'hui, par le comportement des pays arabes.

Parmi les principales critiques adressées par les « chrétiens patriotes » au Mouvement national et à la résistance palestinienne figu-

rent : le désintérêt manifesté durant des années à l'égard des revendications chrétiennes, l'adoption de mesures multiraciales au détriment de la laïcité, un « comportement confessionnel » (enlèvements et exécutions d'otages, bombardements aveugles des quartiers chrétiens, destruction de Damour (1), etc.).

Mais, s'il est critique à l'égard des palestiniens-progrès, le Front des chrétiens patriotes est farouchement opposé aux forces de droite qui sont à la tête de leur communauté. Il les accuse de s'être identifiées au système d'avoir exploité le « complexe de peur » des chrétiens, adopté une « solution sioniste » du problème qui risque, selon lui, d'être remise en question par un changement dans le rapport des forces. A ce propos, les « chrétiens patriotes » dénoncent le grand silence, voire la complicité, du monde arabe, devant le « plan de liquidation de la résistance palestinienne ».

Une assemblée constitutive du Front des chrétiens patriotes était prévue pour ce week-end, mais ce mouvement a déjà constitué des bureaux de quartier et de village, dont la mission est d'empêcher que les chrétiens soient victimes d'exactions.

LUCIEN GEORGE

(1) Le village chrétien de Damour, au sud de Beyrouth, avait été détruit, en janvier dernier, par les forces palestino-progressistes, en représailles à la destruction du quartier musulman de la Quarantaine par les phalangistes. Dans les deux cas, des atrocités avaient été commises.

### Espagne Le futur Parlement aura des pouvoirs constitutifs

(Suite de la première page.)

Le chef du gouvernement a également évoqué la difficile situation économique et sociale du pays — huit cent mille chômeurs et 32 % d'inflation depuis janvier. Il a affirmé que la crise économique internationale a particulièrement affecté l'Espagne, « qui est un pays en voie de développement ».

Il a reconnu que, « tant que les incertitudes politiques ne seront pas résolues, il ne pourra y avoir ni réconciliation ni stabilité économique ». C'est pourquoi il est nécessaire — a-t-il ajouté — « que nous entreprenions avec le maximum de clarté, de rapidité et de fermeté, cette importante opération qui est notre réforme politique ».

Il a conclu : « Nous sommes convaincus qu'un accord est possible pour la démocratie, pour la paix, afin que nous trouvions définitivement des bases solides, appuyées sur l'occupation des véritables intérêts nationaux pour notre vie commune et pour notre grandeur nationale ».

Les premières réactions de l'opposition au discours de M. Suarez dénotent une certaine surprise. M. Enrique Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, nous a déclaré : « Je trouve ce message encourageant et optimiste. Mais je regrette que le président n'ait pas invité explicitement l'opposition à collaborer avec le gouvernement dès maintenant au processus constituant. Cela risque de diviser le pays en deux blocs antagonistes et de nous faire faire marche arrière ».

D'autre part, le gouvernement montre qu'il souhaite ménager l'opposition. Après avoir interdit la « diada » catalane de ce samedi 11 septembre, il vient d'autoriser la célébration de cette grande manifestation en posant quelques conditions. Elle aura lieu dans la banlieue de Barcelone, et non dans le centre de la ville. Des réunions auront également lieu à Gérone et à Terrassa.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

#### Grèce

Le premier ministre grec, M. Karamanlis, a procédé à un remaniement ministériel restreint. M. Ioannis Boutos passe de la coordination économique à l'agriculture, où il succède à M. Ippokratidis jordanopol, qui devient ministre de l'Intérieur. Ce dernier remplace M. Constantin Stafanopoulos, nommé aux affaires sociales. Le ministère de l'Éducation nationale est confié à une personnalité de renom, Mme Koutifari.

(PUBLIÉE)

Le Gouvernement de la République irakienne décrète une nouvelle amnistie en faveur de ses ressortissants Kurdes se trouvant à l'étranger.

Suite aux décisions prises précédemment par le Gouvernement irakien concernant le retour des Kurdes irakiens qui se trouvent à l'étranger du pays, et qui y étaient contraints par la rébellion tribale au nord du pays, le Gouvernement irakien appelle encore une fois les Kurdes irakiens qui n'ont pas jusqu'à maintenant regagné le pays après la fin de la rébellion de regagner leur pays afin de pouvoir participer aux mouvements d'éducation et de construction dans le cadre des lois, des ordres et des principes de l'Etat irakien, de ses institutions démocratiques, des lois de l'autonomie et les institutions constitutionnelles et les gouvernements irakiens. Les Kurdes irakiens auxquels l'occasion ne s'est pas présentée dans le passé de regagner leur pays, le Gouvernement irakien leur offre la possibilité de le faire avant le 31 août 1976. Cette loi prévoit : « Seront graciés des peines relatives à leur absence injustifiée tous fonctionnaires, employés, ouvriers et militaires s'ils retournent aux lieux de leur travail ou se présentent à l'une des missions irakiennes accréditées dans un délai expirant le 31 octobre 1976 ».

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE D'IRAQ.

Journal de 1976



## POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## Le principe des listes communes avec le P.C.F. est accepté par presque tous les maires socialistes

Le comité directeur du parti socialiste, qui siège, ce samedi 11 septembre, salle Médéric, au 12<sup>e</sup> arrondissement, a adopté une déclaration politique déclinant la position du P.S. à l'égard du nouveau gouvernement.

Dimanche, la direction du P.S. réunira les premiers secrétaires des quatre-vingt-cinq fédérations départementales du P.S. pour fixer avec eux le cadre dans lequel doivent se dérouler les négociations avec le P.C.F. en vue de la constitution de listes communes dès le premier tour des élections municipales de 1977.

En ce qui concerne les villes de plus de trente mille habitants, le principe des listes communes

avec le P.C.F. a déjà été ratifié dans presque toutes les communes actuellement dirigées par le P.S. C'est le cas notamment pour l'ensemble des villes du Nord, y compris Roubaix. C'est aussi le cas à Clermont-Ferrand, à Marseille, à Pau. En revanche, des problèmes continuent à se poser à Aix-en-Provence et à Besançon, villes dont les maires sont respectivement MM. Félix Ciccolini, sénateur socialiste, et Jean Minjot, ancien ministre.

Les deux hommes refusent en effet de constituer une liste commune avec le P.C.F.

A Laval, les responsables socialistes locaux sont également hostiles à un accord avec le P.C.F. Ils font valoir que la gauche va déjà avoir de grandes difficultés à conserver la mairie qui avait été conquise en 1971 par M. Robert Brun, ancien ministre M.R.P., qui avait rallié la gauche socialiste et bénéficié localement d'une large adhésion personnelle.

Des difficultés surgissent aussi dans les communes de moins de trente mille habitants où aucun accord n'est intervenu depuis les élections municipales de 1973. Le P.C.F., en effet, entend s'en tenir au rapport de forces qui apparaît dans les communes de moins de trente mille habitants.

Les socialistes estiment pour leur part qu'ils ont certainement progressé dans ces zones depuis cette époque. Ils s'opposent comme argument à la fois aux élections cantonales (qui ne concernent que la moitié de l'électorat), ils ont enregistré une nouvelle poussée. Ils croient donc que la situation est également en ce qui concerne Paris.

Il n'est, dès lors, pas impossible que dans certaines villes de moins de trente mille habitants le P.S. provoque des « primaires » au sein de l'union de la gauche (chaque parti présentera sa propre liste au premier tour), afin de prouver la réalité de sa progression, étant entendu qu'au second tour des listes communes avec le P.C.F. seraient constituées dans les cas constitués. — T. P.

M. MAURICE DOUBLET CANDIDAT DANS LE XII<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

M. Maurice Doublet, ancien préfet de Paris et de la région parisienne, sera candidat aux élections municipales dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

M. Doublet, qui ne veut pas constituer sa propre liste, se présentera sur la liste de la majorité dirigée par M. André Flanchet (U.D.R.).

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, ancien ministre de l'économie et des finances, a présenté, vendredi 10 septembre, à la presse, les conclusions des travaux du comité directeur des clubs Perspectives et Réalités, dont il est le président.

M. Fourcade a annoncé que les membres des clubs participent activement à la préparation des élections municipales et qu'ils seront présents sur de nombreuses listes (dans tous les arrondissements de Paris).

Interrogé sur l'organisation de la majorité et sur la composition du groupe de travail gouvernemental (dont il ne fait pas partie), chargé de préparer les élections pour la majorité, M. Fourcade a déclaré : « L'important, c'est que les clubs soient nombreux et actifs, ce n'est pas d'être ou de ne pas être dans tel ou tel comité. »

## M. Motte (C.N.I.P.) mécontent des rapports de son parti avec les giscardiens

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, a constaté, vendredi 10 septembre, dans une interview à l'agence France-Presse, que l'accord intervenu en 1975 entre les républicains indépendants et son mouvement sous la forme d'une confédération, n'a pas atteint « l'étape ultime ». Celle-ci devait se concrétiser, en juin 1976, par l'accès à la présidence de cette confédération d'un représentant du C.N.I.P. Il a ajouté : « Je pense que nos partenaires étaient prêts à cette phase ultime, qu'ils ont laissé passer sans rien faire. Ils ont refusé de signer la déclaration de principes que nous leur avons proposée. Je crois qu'en fait, ils ont refusé de la nécessité d'une coopération renforcée entre les républicains indépendants et le C.N.I.P. »

« Je crois, a encore estimé M. Motte, que la crise gouvernementale a fourni l'occasion aux dirigeants républicains indépendants de suggérer au nouveau premier ministre, et compte tenu des mérites personnels de notre ami Maurice Ligot, nouveau secrétaire d'État, la formation d'un gouvernement d'union de la gauche. Sans doute y a-t-il eu une conclusion à un débat qui dure depuis trois ou quatre ans. Est-ce une solution suffisante ? »

## Après M. Marchais

## MM. MITTERRAND ET CHIRAC EN « PORTRAITS » SUR TF 1

Un portrait de l'ancien premier ministre, M. Jacques Chirac, sera diffusé jeudi prochain 16 septembre sur TF 1 (à 20 h 30), dans une réalisation de François Reichbach ; le 30 septembre, on pourra regarder une émission analogue consacrée à François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., interviewé par Jean-Claude Hébert. Cette série de portraits a été inaugurée par Michel Simon, ministre de la Santé, et M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.

## « L'HUMANITÉ » COMMENTE L'OUVRAGE DE M. ELLENSTEIN SUR LE P.C.

Pierre Durand a analysé dans l'« Humanité » du 10 septembre l'ouvrage de l'historien communiste Jean Ellenstein consacré au P.C. (voir le Monde du 2 septembre).

Le chroniqueur du quotidien communiste écrit notamment :

« Personnellement, il me semble que certains passages donnent l'impression d'être un peu rapides et de ne pas toujours mettre en lumière tout ce que la réflexion collective du parti a pu apporter de nouveau dans la dernière période. Mais sur la vie des cellules du P.C., les principes de l'organisation de celui-ci, sa composition sociologique, il contribue à dissiper le bricolage et le mystère volontairement entretenus par la propagande giscardienne à l'égard de la grande bourgeoisie. Il souligne à juste titre le fait que le P.C. est le parti de la classe ouvrière, un parti marxiste, ce qui le différencie fondamentalement du parti socialiste. Les chiffres qu'il fournit en abondance sur « l'appartenance » permanente du P.C. et ses finances démontrent la fausseté de tant de campagnes et d'affabulations anticommunistes. »

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, se rendra le jeudi 30 septembre, dans le département de la Corse. Il participera à deux meetings, successivement à Ajaccio et à Bastia.

## LES REMOIS AU SEIN DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

## M. Fred Zeller : l'équipe majoritaire est composée de médiocres

M. Fred Zeller, ancien grand maître du Grand-Orient de France, était, le vendredi 10 septembre, l'invité de l'émission « Apostrophes », sur la seconde chaîne de télévision, à l'occasion de la sortie de son livre, *Trois points, c'est tout*. M. Zeller a été frappé d'une mesure de « suspension » par le conseil de l'ordre de son obédience pour avoir « divulgué » des secrets maçonniques et critiqué la politique de l'équipe dirigeante actuelle du G.O.D.F. Cette décision a été entérinée par le conseil du Grand-Orient qui siège jusqu'au 12 septembre.

L'adoption du rapport moral de M. Béhar, grand maître sortant, qui a obtenu 256 voix contre 125 absentions, impliquait, en effet, la confirmation de la sanction. Ce sont les délégués de province qui ont voté le plus massivement en faveur du rapport moral, les loges de la région parisienne se partageant à peu près en deux parts égales.

Au cours de l'émission « Apostrophes », un autre invité, M. Richard Dupuy, grand maître de la Grande Loge de France, a affirmé que, dans son ouvrage, M. Zeller n'a violé aucun secret maçonnique et que ce livre ne devrait gêner personne. Pour sa part, l'ancien grand maître du G.O.D.F., a pris soin d'éviter de se lancer dans une polémique avec les dirigeants de son obédience. Il s'est, en revanche, départi de cette présidence dans l'interview qu'il a accordée au *Quotidien de Paris* du 11 septembre. Dans les déclarations publiées par ce journal, M. Zeller a déclaré : « J'ai été particulièrement brutal à l'égard de l'actuel grand maître du G.O.D.F., M. Serge Béhar. Il affirme notamment : « Le grand maître est affaibli. Il m'a fait demander mon titre. Il m'a demandé d'en arrêter la publication. Il m'a dit qu'il voulait l'éditer, pour les frais que cela représenterait. Avec l'argent des frères ! Évidemment, moi qui n'ai jamais accepté la moindre censure, j'ai refusé. Plusieurs frères, du reste, ont publié des sous-mains de son ouvrage, et personne ne leur a jamais demandé de comptes. »

Après avoir affirmé que M. Béhar a eu connaissance des premiers pages de son ouvrage, avant leur publication, grâce à des maçons membres de la police, M. Zeller poursuit :

« L'équipe majoritaire du G.O.D.F. est faite de petites gens, des médiocres, et Béhar, au dix-neuvième siècle, n'aurait jamais été qu'un vénérable. Et encore ! Un rigolo, je vous assure ! » En somme, de pures méthodes staliniennes semblables à celles du Guepéou qui me harcelait naguère. Béhar fait partie du marais. Il est des giscardiens authentiquement libéraux. Ceux-là n'ont rien de la gauche. Ils ne mettront pas une telle action. (...) Vous savez, nous vivons à une époque qui est le triomphe des médiocres, dans tous les domaines de l'action et de la pensée. (...) Ce n'est pas moi qui m'en vais : on me chasse. Et moi j'emmerde tous ceux qui ferment les yeux. Je les garde ouverts. Ce sera quand je serai fatigué de toutes, des comarres, des tacheres, je m'enfermerai dans mon atelier, je pétrirai. Tant que j'aurai un peu de force, j'attaquerai aux emmerdements. »

## M. CHABANNE SUCCÈDE À M. FRANCIS VIAUD À LA TÊTE DU GRAND COLLÈGE DES RITES DU G.O.D.F.

M. Ernest-Ferdinand Chabanne, architecte à Nîmes, succède à M. Francis Viaud à la tête du Grand Collège des rites du Grand-Orient de France, dont il devient le grand commandeur. Ce conseil suprême des hauts grades compte trente-trois membres du plus haut grade (le trente-troisième), sont recrutés par cooptation et élus à vie. Il jouit au sein de l'obédience, dont il ne fait pas toutefois partie intégrante, d'une haute autorité morale.

M. Francis Viaud, qui abandonne en raison de son âge le mandat de grand commandeur, qu'il détenait depuis 1961, avait été trois fois grand maître du Grand-Orient (1945-1949, 1949-1952, 1953-1956). Il avait joué un rôle capital dans la « reconstruction » de cette obédience. Son successeur est âgé de cinquante-huit ans. Il a siégé durant neuf ans au conseil de l'ordre dont il fut, en 1972-1973, grand maître adjoint.

## Un conte à dormir debout

(Suite de la première page.)

En vérité, M. Giscard d'Estaing a les mains libres pour faire des réformes. Conjoncture et structure s'unissent pour lui offrir une occasion exceptionnelle à cet égard. Il n'attirera pas M. Mitterrand et les socialistes dans la majorité. Mais il peut aller à la gauche quelque peu de sa séduction, en faisant une partie des réformes du programme commun.

Une faible partie, sans doute, mais qui pourrait être suffisante pour incliner le fléau de la balance électorale.

Faisons un rêve. Ou — comme on dit aujourd'hui — imaginons un scénario. Supposons que le président accepte que son premier ministre propose un impôt sur le capital, assorti d'un abattement clair qui exclurait la masse des petits et moyens propriétaires. Supposons qu'il mette aussi de l'ordre dans l'industrie aéronautique par la nationalisation de Dassault, ou dans la Sécurité sociale en nationalisant certains laboratoires pharmaceutiques. Cela ferait très très fort quelques grands électeurs giscardiens. Mais bien peu d'entre eux iraient jusqu'à voter Mitterrand en 1978.

Au contraire, cela pourrait pousser pas mal d'électeurs du centre-gauche à glisser vers Giscard. Sans compter que les socialistes seraient bien obligés de voter de telles réformes à l'Assemblée nationale.

Bien entendu, on a pris là des exemples volontairement provocants. D'autres réformes pourraient être moins audacieuses, mais elles seraient tout aussi essentielles d'une telle stratégie. Financièrement, des mesures de ce type ne pèseraient pas beaucoup dans la lutte contre l'inflation. Mais elles transformeraient le climat politique. On pourra demander des sacrifices aux masses le jour où l'on aura réellement et clairement annulé des privilèges scandaleux. Le « consensus » ne dépend pas de bonnes paroles, dans un pays où les inégalités sont si grandes. Il dépend avant tout de gestes tangibles, de réformes réelles.

En soi une telle stratégie n'est pas une vue de l'esprit. Elle a été appliquée en Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle par le conservateur Disraeli. Grâce à elle, il a emporté sur le parti libéral, il a dominé la vie politique de son pays, il est devenu un grand homme d'État. Les chefs politi-

ques ne sont jamais des marionnettes dont les classes sociales tirent les ficelles à supposer qu'une classe puisse tirer les ficelles. Ils ont toujours une certaine liberté de manœuvre. Ils peuvent l'utiliser pour obliger leur clientèle à des sacrifices qui correspondent à son intérêt à long terme, mais qui la héraissent dans l'immédiat.

Cette liberté de manœuvre est plus ou moins grande suivant les circonstances et les structures. Disraeli a pu appliquer sa politique parce que la bipolarisation empêchait les ultra-conservateurs de se retourner contre lui. Dans une vie politique polarisée au centre, ultra-conservateurs et extrémistes de gauche se rejoignent dans une commune opposition, qui paralyse les réformes voulues par les modérés. On l'a vu bien des fois sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> Républiques françaises, et dans l'Allemagne de Weimar en face de la crise économique des années 30. Malgré l'apparence, centrisme et réformisme sont souvent antinomiques : le premier rend très difficile, voir impossible, l'application du second.

M. Giscard d'Estaing se trouve dans des conditions structurelles analogues à celles de Disraeli. Il bénéficie de conditions conjoncturelles plus favorables, car les libéraux n'inspirent pas aux conservateurs anglais du XIX<sup>e</sup> siècle une crainte si grande que le programme commun à nos conservateurs d'aujourd'hui. Cependant, on peut douter que le président de la République française suive l'exemple de l'ancien premier ministre de Grande-Bretagne. Parce que lui-même ne semble pas partisan des réformes qu'on a suggérées, ou d'autres aussi profondes. Parce qu'il paraît plus attaché finalement à son idéologie et à sa classe que Disraeli ne l'était aux siennes. Voilà pourquoi l'histoire qu'on a imaginée risque fort de rester un conte à dormir debout.

MAURICE DUVERGER.

## MÉDECINE

## LE MINISTRE DE LA SANTÉ SOVIÉTIQUE EN VISITE EN FRANCE

M. Boris Petrovski, ministre de la Santé soviétique, arrivera lundi 13 septembre à Paris pour une visite officielle en France, qui se prolongera jusqu'au 22 septembre.

Lundi, M. Petrovski assistera à une réunion de travail présidée par Mme Vél. Il se rendra le lendemain à l'hôtel de ville, au centre d'épuration des eaux d'Arcueil, au centre anticancéreux René-Huguenin de Saint-Cloud, et au service central de radiologie contre les radiations ionisantes au Vésinet.

Mercredi, il visitera notamment le pavillon Corneil de la Pitié, et le Centre national de transfusion sanguine.

M. Petrovski quittera jeudi la région parisienne pour l'est de la France.

« La rage en France. — L'enquête épidémiologique poursuivie à Bordeaux à la suite du décès, le 3 septembre dernier (le Monde du 10 et 11 septembre) tend à prouver que la maladie depuis plusieurs mois. L'infection peut varier, en effet, de quinze jours à plusieurs années. La victime, impliquée au printemps dernier dans une affaire de trafic de faux permis de conduire, avait passé quatre mois en prison. On sait de façon certaine qu'il n'a pas pu contracter la rage pendant sa détention, mais ses déplacements, avant son arrestation, n'ont pas été précisés avec certitude. On ne peut donc dire pour le moment s'il a été contaminé en France. »

D'autre part, six vaches, mordues par un renard enragé à Villanay, près de Longuyon (Meurthe-Moselle), ont succombé à la fin du mois de juillet. L'un des propriétaires et sa famille sont soignés depuis à un traitement antirabique.

## Études en Suisse

L'École d'Architecture ATHENAEUM offre une formation complète

- Architecte
- Architecte d'intérieur
- Architecte paysagiste

Reconnu par l'État suisse

CH-1006 Louvain — Avenue Fraissie 3 — Tél. 1941/21/26 67 39

## SCIENCES

Tandis que l'orbiter de Viking-1 prend des photos rapprochées

## Viking-2 commence à étudier le sol de la planète Mars

Le samedi 11 septembre, sur la planète Mars, le bras articulé de Viking-2 devait prélever un premier échantillon de sol martien, pour faire des analyses chimiques et biologiques analogues à celles de Viking-1. Ces expériences sont terminées sur Viking-1, qui n'a plus qu'un programme très réduit. Aussi son orbiter — la partie de la sonde qui est restée en orbite, — devait-il commencer de prendre des photographies rapprochées de nombreuses régions de la planète. Dans un délai de quinze jours, l'orbiter de Viking-1 survolera Viking-2. Son orbite sera alors stabilisée et il servira de relais aux informations transmises par le deuxième Viking. L'orbiter de Viking-2, libéré de cette mission, commença à son tour un voyage qui lui fera survoler les calottes polaires de Mars.

Les orbiter des deux Vikings descendent actuellement des orbites très elliptiques, et survolent chaque jour martien, à l'altitude de 1500 kilomètres, leur lander le compartiment qui est posé sur le sol. Une telle orbite est bien adaptée à la mission principale de l'orbiter, qui consiste à relayer les émissions radio des landers vers la Terre ; mais elle ne permet pas une bonne couverture photographique de la planète. L'orbiter passe l'essentiel de son temps loin de la planète et s'en éloigne à 32 000 kilomètres — et lorsqu'il s'en approche, c'est toujours au-dessus de la même région.

## Communications interrompues avec Viking-1

La modification d'orbite va raccourcir la période de l'orbiter de Viking-1. Il fera le tour de Mars en vingt et une heures et cinquante-cinq minutes environ, au lieu de vingt-quatre heures trente-sept minutes — durée du jour martien — actuellement. De ce fait, quand il s'approchera de la planète à chaque tour, ce sera au-dessus d'une région située à l'est de celle qu'il avait survolée au tour précédent. Et dans quinze jours il survolera la plaine Utopia, où est posé Viking-2. Entre-temps, il aura pu photographier de près une large bande de sol martien.

Les communications ne seront pas interrompues avec Viking-1, car cette sonde peut, pendant quelques minutes chaque jour, envoyer directement l'information vers la Terre, ce qui autorise un programme expérimental réduit.

Viking-2, au contraire, entre dans sa phase de grande activité. Le bras devait prélever, ce

## VIKING-2

Le samedi 11 septembre, sur la planète Mars, le bras articulé de Viking-2 devait prélever un premier échantillon de sol martien, pour faire des analyses chimiques et biologiques analogues à celles de Viking-1. Ces expériences sont terminées sur Viking-1, qui n'a plus qu'un programme très réduit. Aussi son orbiter — la partie de la sonde qui est restée en orbite, — devait-il commencer de prendre des photographies rapprochées de nombreuses régions de la planète. Dans un délai de quinze jours, l'orbiter de Viking-1 survolera Viking-2. Son orbite sera alors stabilisée et il servira de relais aux informations transmises par le deuxième Viking. L'orbiter de Viking-2, libéré de cette mission, commença à son tour un voyage qui lui fera survoler les calottes polaires de Mars.

## Viking-2 commence à étudier le sol de la planète Mars

Le samedi 11 septembre, sur la planète Mars, le bras articulé de Viking-2 devait prélever un premier échantillon de sol martien, pour faire des analyses chimiques et biologiques analogues à celles de Viking-1. Ces expériences sont terminées sur Viking-1, qui n'a plus qu'un programme très réduit. Aussi son orbiter — la partie de la sonde qui est restée en orbite, — devait-il commencer de prendre des photographies rapprochées de nombreuses régions de la planète. Dans un délai de quinze jours, l'orbiter de Viking-1 survolera Viking-2. Son orbite sera alors stabilisée et il servira de relais aux informations transmises par le deuxième Viking. L'orbiter de Viking-2, libéré de cette mission, commença à son tour un voyage qui lui fera survoler les calottes polaires de Mars.

Le terrain d'Utopia, photographié par Viking-2, est moins rouge, et sans doute moins riche en fer, que celui de Chryse, où séjourne Viking-1. L'atmosphère contient moins de poussière. Les traces de ruissellement sont nettes et il y a sans doute plus d'eau dans le sol. Si la vie existe sur Mars, elle devrait être plus abondante à Utopia qu'à Chryse. C'est ce qui a conduit au choix du site. Les responsables sauront sous peu s'ils ont eu raison de choisir ce site. — M. A.

Le terrain d'Utopia, photographié par Viking-2, est moins rouge, et sans doute moins riche en fer, que celui de Chryse, où séjourne Viking-1. L'atmosphère contient moins de poussière. Les traces de ruissellement sont nettes et il y a sans doute plus d'eau dans le sol. Si la vie existe sur Mars, elle devrait être plus abondante à Utopia qu'à Chryse. C'est ce qui a conduit au choix du site. Les responsables sauront sous peu s'ils ont eu raison de choisir ce site. — M. A.

Le terrain d'Utopia, photographié par Viking-2, est moins rouge, et sans doute moins riche en fer, que celui de Chryse, où séjourne Viking-1. L'atmosphère contient moins de poussière. Les traces de ruissellement sont nettes et il y a sans doute plus d'eau dans le sol. Si la vie existe sur Mars, elle devrait être plus abondante à Utopia qu'à Chryse. C'est ce qui a conduit au choix du site. Les responsables sauront sous peu s'ils ont eu raison de choisir ce site. — M. A.

M. Jean-Pierre Soisson : je suis aussi responsable de la jeunesse

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, qui se rendra à Montpellier le 10 septembre, à l'occasion de la séance de clôture de l'université politique d'été du mouvement Génération sociale et libérale (jeunes giscardiens), a déclaré ainsi la politique qu'il entend mener : « Il faut jeter un pont entre la société française et sa jeunesse. Responsables des sports, je suis aussi responsable de la jeunesse. »

## DÉFENSE

M. Charles Hernu, président de la Convention pour l'armée nouvelle, a déclaré, le mercredi 8 septembre, à propos de l'annulation par le ministre de la Défense de cent trois postes de coopération : « Des raisons budgétaires peuvent être une explication, non une excuse. On ne traite pas avec plus de mépris les jeunes gens — cent trois appelés du contingent — qui se préparaient à partir en Afrique française qu'on le fait de la coopération. Des épouses ont abandonné leur emploi, des couples ont résilié leur bail, des bagages ont été expédiés. Le gouvernement fabrique lui-même la malaise ; par des actions de ce genre il se révèle être le meilleur agent de propagande contre le service national. »

Le ministre des affaires étrangères avait depuis longtemps qu'il devait réaliser des « économies », et il avait pu en même temps des coopérateurs en temps voulu. Il importe que ces jeunes gens soient tous déclarés surréalistes et que des priorités leur soient réservées au titre de la coopération dans les prochains mois. »

Trois mois d'emprisonnement pour insubordination. Le tribunal des forces armées de Bordeaux a condamné, vendredi 10 septembre, à trois mois de prison ferme, un insoumis âgé de vingt-deux ans, M. Joseph Roques, agriculteur originaire de Limoux (Aude). Il comparait sous l'accusation de refus d'obéissance et de désertion. Au mois de septembre 1975, il avait déjà été condamné pour le même motif à seize mois de prison.

M. Roques se défend d'avoir agi pour des raisons idéologiques. Il a expliqué au tribunal que sa présence à la propriété paternelle était rendue nécessaire par l'invalidité de sa mère et la maladie de son père. — (Corr.)

## JEUNESSE

M. Jean-Pierre Soisson : je suis aussi responsable de la jeunesse

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, qui se rendra à Montpellier le 10 septembre, à l'occasion de la séance de clôture de l'université politique d'été du mouvement Génération sociale et libérale (jeunes giscardiens), a déclaré ainsi la politique qu'il entend mener : « Il faut jeter un pont entre la société française et sa jeunesse. Responsables des sports, je suis aussi responsable de la jeunesse. »



## ÉDUCATION

### Les organisations d'enseignants et de parents mobilisent leurs adhérents

Les appels à la «modération des revendications» ou «au calme et à la sérénité» lancés respectivement, à la veille de la rentrée scolaire, par le premier ministre et par le ministre de l'éducation n'ont guère été entendus par les organisations d'enseignants et de parents d'élèves. Après l'annonce par le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES affilié à la FEN) de grèves locales dès la rentrée et d'une journée d'action pour la fin de septembre, après la menace manifestée par le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) et l'annonce de grèves départementales et l'affirmation, par la Fédération Cornet, que les parents d'élèves ne resteront pas l'arme

au pied, c'est au tour du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN affilié à la C.F.D.T.) d'annoncer pour les 23 et 24 septembre deux journées de grève dans le second degré. Pour sa part, la Fédération des parents d'élèves Lagarde attire l'attention sur l'absence de gratuité réelle de la scolarité et sur le caractère incomplet de la réforme Haby. Les dirigeants de la Fédération de l'éducation nationale, enfin, à l'issue de l'audience qu'ils ont eue vendredi 10 septembre à l'hôtel Matignon, ont estimé que la rentrée scolaire serait marquée par la stabilité dans l'insuffisance (lire nos informations page 16).

#### ● SGEN-C.F.D.T. : grève les 23 et 24 septembre.

Les dirigeants du SGEN ont critiqué le 10 septembre, au cours d'une conférence de presse, la situation de l'emploi dans l'enseignement à cette rentrée scolaire et l'attitude gouvernementale.

«Le SGEN a lancé un mot d'ordre de grève des enseignants du second degré pour les 23 et 24 septembre, afin de protester contre l'«austérité» dans l'enseignement». Ce syndicat avait initialement proposé une action commune avec la FEN, mais aucune réponse ne lui a été faite.

«En fait», a déclaré M. François Garrigue, secrétaire général, ce qu'on nous demande d'accepter, par notre consentement implicite, c'est-à-dire notre silence, ce n'est pas seulement la lutte prioritaire contre l'inflation (...), mais celle qui consiste à céder au partage d'une part importante des travaux, des actifs en les privant de leur seule source de richesse : l'usage de leur capacité de travail.

M. Garrigue a fait notamment état de la diminution d'un certain nombre d'emplois de maîtres auxiliaires du second degré. Le SGEN a affirmé avoir déjà répertorié sept mille postes supprimés dans quarante académies (sur vingt-sept), ce qui permet d'évaluer le nombre des réductions à environ dix mille (dont trois mille pour l'académie de Paris et mille deux cents pour l'académie de Créteil).

Le ministère de l'éducation conteste sans doute ces chiffres, puisqu'une enquête récente évaluait à dix mille le nombre total d'auxiliaires employés dans le second degré. Le SGEN, pour sa part, s'est fondé sur les résultats des «commissions rectorales d'affectation».

Les associations de professeurs suppléants (Comité de liaison des suppléants, Comité pour le réemploi), de maîtres auxiliaires, le mouvement national des non-suppléants en lutte estiment, de leur côté, que 25 % des enseignants non titularisés ne seront pas réemployés. Elles ont appelé ces auxiliaires à regagner, le jour de la rentrée, les postes qu'ils occupaient l'an dernier, et à organiser des manifestations devant les rectorsats de la région parisienne, le 15 septembre, à 14 heures.

#### ● FÉDÉRATION LAGARDE : la réforme Haby est incomplète.

La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.), que préside M. Antoine Lagarde, a fait, au cours d'une conférence de presse, vendredi 10 septembre, un constat de la rentrée scolaire et rappelé son opposition au caractère incomplet de la réforme Haby.

«Cette année, nous serons encore loin de la gratuité... Les élèves ont été encore trop nombreux dans les salles de cours... Ces deux constatations résument les deux préoccupations, financière et qualitative, de la Fédération. Le président a insisté sur la priorité à donner à la réduction des effectifs dans les maternelles, où se détermine l'avenir scolaire de l'enfant».

Il a souligné aussi une révision de l'emploi du temps, trop chargé, et un allègement des programmes : «Nous voulons que nos enfants travaillent dit M. Lagarde, mais la qualité importe plus que la quantité. L'abondance des heures

● Création d'une U.E.R. de droit à Malakoff. — Une nouvelle unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit vient d'être créée par décision du conseil de l'université Paris-V (université René-Descartes), par 47 voix pour 11 contre et 3 abstentions. Elle s'installera à Malakoff dans les anciens locaux de l'Ecole supérieure d'électricité et accueillera environ six cents étudiants dès la prochaine rentrée.

Cette mesure est l'une des conséquences de la récente «désinstitution» de l'U.E.R. de droit de Nanterre (le Monde daté 5-6 septembre 1976). Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN, affilié à la C.F.D.T.) estime cette mesure «côtée et absurde» et estime qu'elle contraindra six cents étudiants de la banlieue ouest à s'inscrire dans un établissement de la banlieue sud.

de cours n'est faite que pour rassurer l'adulte... «La réforme n'est pas complète, a-t-il déclaré, et notre fédération refuse d'aller plus avant dans des approbations au coup par coup...» La F.E.P. adoptera cette attitude de réserve tant que les décrets et les textes d'application ne seront pas connus. Parmi les critiques adressées au projet de M. Haby, M. Lagarde est revenu fréquemment sur la nécessité d'établir un projet de loi sur les enseignants : «Il est fondamental, estime-t-il, d'établir

un code de déontologie de cette profession résumant ses droits et ses devoirs». La F.E.P. a aussi insisté sur la préparation effective des enseignants à la réforme, condition de son succès. M. Lagarde a, enfin, proposé pour la rentrée un «protocole d'urgence» mettant l'accent sur la création d'un corps de maîtres et professeurs remplaçants. La F.E.P. a-t-elle conclu, refuse toute opposition systématique : «Nous sommes pour une concertation constructive et pour une attitude d'indépendance».

### SELON LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

#### Soixante-cinq mille étudiants devront passer leurs examens en septembre

Soixante-cinq mille étudiants environ devront passer en septembre les examens qui auraient dû, normalement, avoir lieu en juin, mais qui ont été reportés à cause des grèves de la dernière année universitaire.

Voici comment se répartissent ces étudiants :

— Amiens : 4 320 étudiants de toutes les disciplines, sauf en droit privé et dans le domaine de la santé ;

— Brest : 620 étudiants en sciences ;

— Bordeaux-II : 760 étudiants en psychologie, en philosophie et en sociologie ;

— Clermont-Ferrand-I : 2 050 étudiants en droit et en sciences économiques ;

— Clermont-Ferrand-II : 2 450 étudiants en lettres et en sciences ;

— Dijon : 1 500 étudiants en droit et en lettres ;

— Grenoble-II : 630 étudiants en sciences économiques ;

— Lille-I : 3 950 étudiants en sciences, en géographie et en sociologie ;

— Lyon-II : 580 étudiants en sciences économiques ;

— Montpellier-I : 300 étudiants en sciences économiques ;

— Nancy-II : 1 800 étudiants en droit et en sciences économiques ;

— Nantes : 3 190 étudiants en lettres, en droit et en sciences ;

— Orléans : 800 étudiants en lettres, en droit et en sciences économiques ;

— Pau : 2 900 étudiants en lettres, en sciences, en droit et en sciences économiques ;

— Rennes-I : 4 840 étudiants en droit, en sciences et en sciences économiques ;

— Rennes-II : 7 230 étudiants en toutes disciplines ;

— Strasbourg-I : 800 étudiants en psychologie ;

— Tours : 1 780 étudiants en lettres et en droit ;

— Paris-I : 3 850 étudiants en droit, en psychologie et en philosophie ;

— Paris-VII : 450 étudiants en psychologie et en biologie ;

— Paris-X : 600 étudiants en droit ;

— Le chiffre de 65 000 fourni par le secrétariat d'Etat aux universités est annoncé comme «approximatif». Le total des étudiants concernés dans les vingt et une universités citées est, en réalité, de 54 180. Mais, selon le secrétariat d'Etat, des chiffres n'ont pu être obtenus pour les universités de Paris-VIII, Paris-XII et Nice. En outre, des problèmes subsistent à Poitiers, où des examens passés en juin n'ont pas reçu l'agrément national ; à Orléans, où le directeur de l'enseignement supérieur a refusé de valider des diplômes.

## JUSTICE

### A Paris

#### LES DEMANDES DE DIVORCE N'ONT PAS AUGMENTÉ DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA NOUVELLE LOI

Contrairement à ce que craignaient ou annonçaient certains adversaires d'une réforme de la loi sur le divorce, le nombre des demandes de divorce n'a pas augmenté depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le 1<sup>er</sup> janvier 1976. A Paris, les premières statistiques, à ce sujet, ont été analysées, vendredi 10 septembre, au cours de la deuxième journée des «Entretiens de Nanterre», organisés par l'Association nationale des avocats. Elles font même apparaître une légère diminution des demandes de divorce : quatre mille trois cent vingt-six à Paris pour le premier semestre 1975 et quatre mille deux cent cinq pour les six premiers mois d'application des nouveaux textes législatifs.

Dans un rapport établi par M. Alain Benabent, professeur de droit civil à l'université Paris-X, on relève que 48 % des demandeurs ont choisi le divorce par consentement mutuel. Il s'agit le plus souvent de jeunes couples sans enfants dont les biens n'entraînent guère de difficultés de partage. Les autres formes de procédures se répartissent ainsi : 12 % dans le cas d'une demande faite par l'un des époux et acceptée par l'autre — il s'agit de situations dans lesquelles les époux sont d'accord sur le principe du divorce, mais se désaccordent sur les modalités ; 40 % pour le divorce par rupture de la vie commune (au bout de six ans de séparation ou dans le cas de maladie mentale de l'un des conjoints) ; et 40 % pour le divorce fondé sur les torts de l'un des époux. Il semble qu'en province, cette dernière formule, qui correspond le plus à l'ancienne conception du divorce-sanction, est encore davantage retenue.

## SPORTS

### BIBLIOGRAPHIE

#### UN ALPINISTE HEUREUX

Bernard Pierre est un alpiniste et un auteur heureux. Il a eu la joie, entre autres grandes courses, de gravir pour la première fois avec une équipe franco-américaine le Salcantay, sommet de 6 771 mètres dans les Andes péruviennes, puis, l'année suivante, de conduire l'expédition qui vaincra le Nun (7 135 mètres), à l'autre bout du monde, dans le Cachemire indien. Les récits de ces deux exploits — on peut dire les romans, — il les fit en leur temps, et celui de la conquête de Nun lui valut, en 1955, le grand prix littéraire de la montagne. Rédigés plusieurs fois, remaniés, les deux ouvrages reparaissent aujourd'hui dans des collections fort bien marquées. On y retrouve — ou on y découvre — la passion qu'un homme peut porter à la montagne et le bonheur qu'elle peut lui transmettre. A travers la tragédie de l'homme, Bernard Pierre sait nous les communiquer.

● Une victoire sur l'Himalaya suivi de Un siècle d'Himalaya. Presses Pocket, 251 p., 1,50 F. ● Victoire sur les Andes. Presses de la Cité, coll. «Sivola», 186 p., 4,50 F.

#### DEUX NOUVELLES REVUES

Deux nouvelles revues de sport font leur apparition sur le marché : Microbasket, lancé par une équipe de jeunes journalistes, paraîtra chaque semaine à partir du 21 septembre et comprendra notamment des résultats très détaillés (sur abonnement — 85 F l'an, et la rue de la Grange-Batelière, 75006 Paris) ; Europe-Judo, nouveau mensuel créé par Jean-Jacques Mourier (trois fois champion d'Europe), a un comité de rédaction, presque uniquement formé de judokas de l'équipe de France, le conseiller technique étant le champion du monde Jean-Luc Rouge (46, rue Albert-Thomas, 75010 Paris. Le numéro : 7 F).

## SOCIÉTÉ

### La Prévention routière propose la création d'un centre régional de la moto à Montlhéry

L'accident qui, vendredi 3 septembre, à Rungis, avait provoqué la mort de deux jeunes motards a cruellement rappelé l'absence totale dans la région parisienne d'équipements pouvant permettre aux adeptes de la moto de pratiquer leur sport dans des conditions satisfaisantes de sécurité. Cependant, un projet établi par la Prévention routière et présenté à la préfecture de la région d'Ile-de-France pourrait, s'il était retenu, apporter un début de solution à ce problème.

Ce projet prévoit la création, à Montlhéry (Essonne), d'un centre régional de la moto. Celui-ci comprendrait un circuit routier fermé d'environ 1 500 mètres, des terrains d'une superficie de trois ans qu'à l'occasion d'une vente et des équipements divers, dont un terrain de camping et une cafétéria. Un droit

d'entrée très faible serait perçu pour l'accès à ce circuit, géré conjointement par la Prévention routière et des moto-clubs.

Le projet pourrait être soumis au conseil régional d'Ile-de-France en fin d'année. Pour sa part, le groupe communiste du conseil général du Val-de-Marne, dans un communiqué rendu public vendredi 10 septembre, demande notamment que l'on «passe enfin aux actes en réalisant un circuit répondant aux impératifs de la sécurité et garantissant la tranquillité des riverains, et en dégageant les crédits nécessaires».

A Rungis, où les effectifs de police avaient été renforcés vendredi 10 septembre, un millier de jeunes ont tourné ou se sont rassemblés sur le circuit sans qu'on ait eu à déplorer d'accident grave.

### RUNGIS : «A FOND LA CAISSE!»

Plein pots. «A fond la caisse!»

Un, deux, dix milliers de motards, le rugissement des moteurs, le hurlement strident de l'échappement libre, le bruit des vitesses rétrogradées, et déjà se succèdent les ombres dans une gerbe d'éclaboussures. Tous, les uns après les autres, ont balancé leur engin dans le virage, le corps désestabilisé, les fesses en dedans, penchés vers la route, trébuchant, ne bûme que parfois un cale-pied, un pot d'échappement ou le cache-carter, aux prises avec la force centrifuge. Les motards, les fesses en dedans, penchés vers la route, trébuchant, ne bûme que parfois un cale-pied, un pot d'échappement ou le cache-carter, aux prises avec la force centrifuge. Les motards, les fesses en dedans, penchés vers la route, trébuchant, ne bûme que parfois un cale-pied, un pot d'échappement ou le cache-carter, aux prises avec la force centrifuge.

Une course? Non, mais un extraordinaire spectacle que ce Rungis des vendredis soir. Il y a maintenant trois ans qu'à l'occasion d'une course organisée dans l'enceinte du marché national, les motards de la région parisienne découvrent les larges avenues qui courent entre les bâtiments des halles.

Ce fut pour eux, brimés à la Bastille, chassés du bois de Vincennes, contrainés, pour «se faire plaisir», d'avaloir du kilomètre rectiligne sur autoroute, la divine surprise. Enfin du bitume avec liberté d'un usage — les jeunes n'ont pas manqué d'en user. Cinquante-deux fois l'an, qu'il pleuve, vente, gel, ou tout simplement beau, ils sont là, deux cents ou deux mille, à fond la caisse, à leur plaisir et à leur passion.

Ce vendredi soir, ils étaient un bon millier au rendez-vous. Tous arrivés sur leur «bécanes», toutes classes mélangées, le gros cube hyper-sophistiqué ou la pétrolelette dopée, tout bruit confondu, les motards, pour le moment, ne se souciaient pas de l'autoroute, soit du sud jusqu'au département du Loiret, soit surtout du nord, Paris et sa grande ceinture. Le passage passé sans payer, il ne leur restait plus qu'à s'engager sur une avenue, à dépasser les quelques policiers déboulinés et prudents de carénages, il suffisait surtout de voir le regard d'un motard devant une belle moto : celui d'un enfant un matin de Noël devant un jouet. Il suffisait de le regarder tous : casque intégral, veste de cuir, bottes de cuir, gants de cuir et, finalement, cœur de cuir. L'automobile a longtemps engendré des maniques. La moto ne produit, elle, que de gentils obédiés qui ne pensent et ne parlent que mécanique. L'un d'eux explique ce qu'est un échappement «quatre dans un», et dans un grand éclat de rire, comment, à Paris, «il ferait les fesses en roulant à 2 000 tours en cinquième». Un autre mime en plaisantant l'assurance face à Rungis : «Accident. Bien. Bien. Où ça? Rungis. Quand ça? Vendredi soir. En bien, au revoir motard». Un troisième rêve tout haut du Bol d'Or qui sera couru samedi prochain, au Mans, devant plus de cent mille jeunes, et cite comme une litane les noms des «grands» : à 2 heures du matin, Rungis, Rungis du rêve et de la vitesse, mais aussi Rungis des trautes, des fins de mois difficiles et des sacrifices enfin récompensés. Rungis se ferme à la circulation, à l'arrêt de partir, un jeune dira : «Dites bien : les bagarres, les viol, ou je ne sais pas ce qu'on en raconte, à Rungis, c'est faux. Mais sur la sécurité, c'est vrai, il y a eu des problèmes. On mérite un vrai circuit».

«On peut se faire plaisir» Ce n'est pas le circuit du Mans, bien sûr, mais on vous le dit comme ils nous l'ont dit : «C'est quand même le super-pied. On peut se tirer des bouffes, se faire plaisir, personne nous emmerde».

«Où, c'est vrai, on se fait parfois des chausures. Et puis, il y a à qui se plantent. Tenez la semaine dernière».

L'autre vendredi, en effet, un gros cube, une Honda 750, s'est enfoncée dans le virage du commissariat : deux morts, trois blessés. Cet accident, plus grave que les autres, a attiré l'attention sur le circuit sauvage de Rungis. Quinze morts, des centaines de blessés en trois ans. Ce vendredi 10 septembre, par chance, aucun accident grave ne s'est produit : simplement, un gamin, au sortir d'un virage, a bougé comme un lapin sur la chaussée. Mais les risques existent, et qu'y peuvent les motards? Refuser leur plaisir? Difficile. Impossible. L'envie est trop forte.

C'est un redoutable piège, en

effet, que celui-là, avec le bruit et la fureur des échappements libres, la grierie de la vitesse, l'odeur de l'huile de ricin, la splendeur des machines. Et surtout, la joie d'être motard avec les autres. Pour le moment, il suffisait, vendredi, de regarder les motos arrêtées, trois cents, quatre cents, cinq cents «bécanes», italiennes, japonaises, allemandes, pur-sang mécaniques alignés dans une symphonie de chrome, de couleur, d'accessoirs, de gadgets, de guidons surbaissés, de carénages, il suffisait surtout de voir le regard d'un motard devant une belle moto : celui d'un enfant un matin de Noël devant un jouet. Il suffisait de le regarder tous : casque intégral, veste de cuir, bottes de cuir, gants de cuir et, finalement, cœur de cuir. L'automobile a longtemps engendré des maniques. La moto ne produit, elle, que de gentils obédiés qui ne pensent et ne parlent que mécanique. L'un d'eux explique ce qu'est un échappement «quatre dans un», et dans un grand éclat de rire, comment, à Paris, «il ferait les fesses en roulant à 2 000 tours en cinquième». Un autre mime en plaisantant l'assurance face à Rungis : «Accident. Bien. Bien. Où ça? Rungis. Quand ça? Vendredi soir. En bien, au revoir motard».

Un troisième rêve tout haut du Bol d'Or qui sera couru samedi prochain, au Mans, devant plus de cent mille jeunes, et cite comme une litane les noms des «grands» : à 2 heures du matin, Rungis, Rungis du rêve et de la vitesse, mais aussi Rungis des trautes, des fins de mois difficiles et des sacrifices enfin récompensés. Rungis se ferme à la circulation, à l'arrêt de partir, un jeune dira : «Dites bien : les bagarres, les viol, ou je ne sais pas ce qu'on en raconte, à Rungis, c'est faux. Mais sur la sécurité, c'est vrai, il y a eu des problèmes. On mérite un vrai circuit».

PIERRE GEORGES.

## FAITS DIVERS

### A Paris

#### QUATRE PERSONNES ONT PÉRI DANS L'INCENDIE D'UN HOTEL DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Quatre personnes — dont l'identité n'a pas été révélée — ont péri, et seize autres ont été plus ou moins grièvement blessées dans l'incendie d'un hôtel où sont logés des travailleurs immigrés, 25, rue Tiphaine à Paris (15<sup>e</sup>). Le feu, qui s'est déclaré samedi 11 septembre vers 4 h 30 du matin, dans la cage d'escalier où étaient entreposées les poubelles, a été maîtrisé après trois heures d'efforts par les pompiers. Cédant à la panique, les clients ont tenté d'échapper aux flammes en sautant par les fenêtres. L'incendie confiné ou en descendant le long du bâtiment au moyen de draps noués. Beaucoup d'entre eux sont alors tombés dans le vide. Se blessant grièvement. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du sinistre, dont l'origine criminelle n'est pas à exclure, selon les policiers.

● Le meurtre du docteur Guiric. — Un jeune homme domicilié à Strasbourg, Roland Krug, âgé de vingt et un ans, a reconnu, vendredi 10 septembre, être le meurtrier du docteur Jean-Pierre Guiric, dont le corps avait été découvert dans son appartement le 30 août dernier (le Monde daté 1<sup>er</sup> et 2 septembre). Roland Krug a indiqué qu'il avait été accosté dans une rue de la ville le 25 août par le docteur Guiric, qui était accompagné d'un ami. Le jeune homme se rendit avec eux pour «faire un tour» au domicile du médecin, mais surpris, dit-il, par «l'attitude agressive des deux hommes», il s'empara d'un couteau de cuisine et en porta un coup violent au docteur Guiric avant de prendre la fuite.

Journal de 1976







## RADIO-TELEVISION

Les auditeurs font les programmes

## Allô, le téléphone rouge : « Il pleut »

L'ARRESTATION de Willoquet, l'incendie de l'hôtel rue Rochecourt, la tentative d'évasion de Pasquet, le casse de Nice, les affaires Moon, Carlin, Pélipé, le détournement du DC-10... Nul besoin de dater tout cela qui s'inscrit dans la mémoire collective sous une forme elliptique, définie, codée par ceux qui transmettent « les nouvelles ». Le hold-up de l'avenue de Breteuil, les voyageurs dévalisés dans le train de Grenoble, la mort de Pauline Carton... En vrac, des événements qui n'en sont peut-être pas, des points lumineux qui fascinent, des faits divers qui sortent de l'ordinaire. Pour chaque information, en l'occurrence, le phénomène exceptionnel, les témoins, les journalistes, les médias, les auditeurs — et, naturellement, ce que l'on ne dit pas, le « background », la société et l'histoire, causes et effets de nos vies.

En dehors des circuits traditionnels et institutionnels (réseaux individuels ou agences de presse), Europe 1 a, depuis quatre ans, une source d'informations très bavarde : le « téléphone rouge » devenu pour la station « une signature, un label, le symbole de l'information permanente ». Avant d'être cela par extension, le « téléphone rouge » est un concours, avec une prime de 500 F attribuée tous les lundis pour la meilleure information. Ce n'est pas, bien sûr, un téléphone qui serait rouge, c'est comme lorsqu'on parle de la Maison Blanche et c'est comme

Bison futé : une opération, l'opération cinquante-cinq millions de témoins. Ce gigantesque récepteur mythique est, en réalité, à l'arrivée, dix téléphones des P.T.T. avec un numéro facile à retenir, fait sur mesure : 255-5-6-7-8 — un auditeur ou une auditrice qui appelle pour dire qu'il s'est passé quelque chose (à son avis), et un (e) étudiant(e) du Centre de formation des journalistes qui décroche. Entre ce moment de la réception et celui de la retransmission éventuelle où l'auditeur témoin voit son information reconnue et consacrée par les ondes, où tous les auditeurs apprennent que les confidences d'une banque ont été dévalisées à Nice, et que c'est grâce au « téléphone rouge » que Europe 1 le sait, il y a le journaliste.

Cette idée de faire participer les gens à la fois à l'événement et à la fabrication des journaux est inspirée d'une émission américaine, où les gens s'expriment librement en direct sur l'antenne. Ici, le travail intervient, le traitement de l'information, c'est la raison pour laquelle sont employés des étudiants journalistes : il faut vérifier et hiérarchiser tout ce qui est reçu. A chaque coup de téléphone correspond une fiche, où est noté le nom de l'interlocuteur (« Il est important que quelqu'un s'engage dans l'information qu'il donne », explique Bruno Dalle, directeur adjoint de la rédaction) et l'objet de sa démarche. Ensuite, il faut téléphoner par-

tout — aux pompiers, à la gendarmerie, le plus souvent — pour avoir une confirmation. Rares sont les informations fausses. Il s'agit plutôt d'une erreur dans l'évaluation de l'événement survenu : une centaine de personnes téléphonent pour dire que la tour Manhihan brûle à la Défense, alors que ce n'est qu'une impression. Victimes de l'apparence, ces témoins sont souvent « conditionnés » par les images de la télévision et du cinéma (ici, le film *Le Tour infernal*). D'autre part, un événement engendre toujours des événements de sa catégorie : c'est-à-dire qu'après le hold-up de Nice, des centaines de « casses » ont été portées à la connaissance d'Europe 1. Autre exemple, les incendies cet été.

Pour Bruno Dalle, il n'est pas souhaitable que les gens se préoccupent d'évaluer leurs informations : c'est au journaliste de décider ce qui a une portée nationale à partir d'une information locale. En revanche, il estime que « les auditeurs ramènent au sans véritable de l'information et donnent une leçon ». Cette « meilleure » information qui reçoit la prime, ce doit être « la plus dictionnaire ». L'exemple type : l'auditrice qui a téléphoné la première fois pour annoncer « Il pleut ». Là est le but du « téléphone rouge » pour la station — même s'il reste intéressant d'apprendre un fait divers important cinq heures, avant les agences de presse, parce que cela permet d'être les premiers

à recueillir sur place le bénéfice de témoignages encore neufs.

« Pour être coupé de téléphone, huit sont transmis à la rédaction, un est accepté », évalue un étudiant. Beaucoup d'accidents, beaucoup de grands-mères, centaines de nombreuses catastrophes, toutes les graves : en dehors des faits d'une importance évidente, il faut tenir compte de la plus ou moins grande richesse de l'actualité ce jour-là et de l'intérêt qu'une information mineure prend dans le contexte. Rares sont les crimes passionnels, car ils n'ont pas de témoins, rares les délits contrairement à ce que l'on pourrait penser. Et, une fois, un chien écorché... Quelques coups de téléphone obéissent, quelques appels au secours. Quelques informations politiques, enfin — le mariage Peugeot-Citroën, la démission du général Sigard. Chasse à la prime ? A Europe 1, on est persuadé que non, les appels le prouvent — sauf dans le cas précis, et déplaçant, des morts célèbres. Ce serait plutôt de la part des auditeurs un souci de la pertinence, de raconter, peut-être un peu, parfois un réflexe civique (dans telle descente, un virage dangereux qu'un conducteur tient à signaler, et il refuse l'argent qui pourrait lui revenir, il ne donne pas son adresse) Mais ce n'est pas toujours un réflexe civique : avant tout, c'est un réflexe Europe 1 qu'il faut créer.

CLAIRE DEVARIEUX.

## HOMMAGES A RAIMU

## L'homme au chapeau rond

Raimu avait quarante-sept ans lorsqu'il débuta l'acteur le plus populaire du cinéma français pour son rôle de Cézar dans *Marius*, de Marcel Pagnol, porté à l'écran par Alexandre Korda. C'était en 1931. Le succès de la pièce avait précipité celui du film de deux ans. Mais Raimu n'allait plus quitter le cinéma jusqu'à sa mort, en 1946 : il ne devait pas cesser d'être une vedette aimée du grand public.

Julien, Auguste, César Muratore était né à Toulon, le 17 décembre 1883, fils d'un tapissier, comme Molère. La rencontre n'est pas fortuite puisque Raimu, sur la fin de sa vie, joua le Bourgeois gentilhomme et le Malade imaginaire à la Comédie-Française, où il fit une petite réapparition, dans les années 1900, par le comique trouper du café-concert sous le nom de « Rallum », puis par le concert Mayol à Paris. Raimu, avec son accent du Midi, était déjà un interprète célèbre du théâtre de boulevard lorsqu'il rencontra Marcel Pagnol. Au cours des années 30, on vit ce quinquagénaire jouer les ronds-cornues dans des comédies populaires où il est parfois accompagné par son partenaire.

Il y a trente ans déjà qu'il est mort

Son Pagnol (la trilogie marcellaise, *La Femme du boulanger*, *La Fille du puisatier*, *Sacha Guitry*) (Faisons un rêve, les Perles de la couronne), et Jean Gremillon (*l'Etrange Monsieur Victor*). Raimu n'a pas tourné avec les grands du cinéma français. Mais la public l'aimait aussi dans les prieres, les comédies de boulevard signées Pierre Colombier, Léo Joannon ou André Berthoumieu, car cet immense acteur n'était jamais vulgaire et il savait composer un personnage autant « de l'intérieur » que par son physique. Il joua parfois les hommes vieillards, à bout de course, tentés par le démon de midi ou l'alcool. On n'a pas oublié l'hallucinant personnage des inconnus dans la maison. Enfin, Decoin sortit d'un roman de Simonon et la baladeuse figure du Colonel Chabert. Pour son dernier rôle il fut, avec quelle intensité, quelle humanité, l'éternel mari « de Dostoïevski » devenu l'Homme au chapeau rond dans le film de Pierre Billon.

On a déjà écrit sur Raimu. Mais l'album que publient les éditions Solar pour le trentième anniversaire de sa mort le fait redécouvrir, par un texte de Maurice Pénissier et une magnifique mise en images d'André Bernard. Il y a, dans cet album, des photographies rares sur lesquelles on peut suivre ses grandes compositions.

La télévision n'oublie pas non plus cet anniversaire. FR3 propose, dimanche, une émission produite par la station de Marseille : « Raimu, il y a trente ans déjà ». TF1, lundi, une évocation de Raimu après la diffusion de *L'Homme au chapeau rond*. Raimu est mort le 20 septembre 1946. Il n'avait que soixante-trois ans.

JACQUES SICLIER.

\* Dimanche 12 septembre, FR3, 19 heures.  
\* Lundi 13 septembre, TF 1, 20 h. 30 et 22 h. 10.

## Point de vue

## CAILLAVET-EURÉKA

par MICHEL CASTÉ (\*)

ENFIN la France a un professeur Eureka, et s'il conduit que nous ne sommes de ne pas nous enorgueillir. M. Caillavet, dans sa brillante série de parodies de ce temps, avait dit : « On peut être de gauche et se rallier à M. Giscard d'Estaing ».

Maintenant, il nous dit : « Pour une émission de télévision, un producteur et un réalisateur, ça fait deux personnes ; il y a donc une personne de trop. Comme il faut bien un réalisateur on peut se dispenser du producteur ».

Brillante pensée, pleine de réflexion, aussi vraie que si M. Caillavet avait dit : il y a des « élus » et des députés. Il y a donc des parlementaires de trop. Evidemment la qualité de parlementaire à la moitié des députés et à la moitié des sénateurs (les commentateurs, Caillavet, pour donner l'exemple), le comble d'une économie, donc cette mesure est une aide aux agriculteurs.

Soyons sérieux. Armand Jammot est le producteur des « Douze de l'écran ». Il a eu l'idée de l'émission et on pourrait, certes, lui payer des droits d'auteur. Mais pourquoi le choix des sujets et des invités devrait-il être fait par un réalisateur plus que par Armand Jammot, qui offre, l'avantage, ayant imaginé la formule, de savoir ce qu'il veut en faire. Je souhaite que le sénateur Caillavet aille, en soir, en régie regarder comment se font les « Douze de l'écran ». Il verra le réalisateur se pencher et Armand Jammot au téléphone, en liaison avec S.V.P. d'un côté, avec le plateau de l'autre, et il comprendra que le maître d'œuvre, celui qui sait raccorder les longueurs, faire rebondir le débat, orienter la discussion vers ce qui intéresse les téléspectateurs, c'est ce même Armand Jammot qu'il estime inutile. Comme M. Caillavet veut que de son côté le réalisateur n'a pas une seconde à distraire du travail qu'il effectue, il ne lui restera qu'une solution : proposer qu'Armand Jammot soit nommé réalisateur en chef et qu'il soit assisté d'un réalisateur.

On comprend tout l'importance d'une telle réforme et elle devrait être appliquée. Mais l'essentiel, ces derniers temps, c'est-il pas de créer fort : la réforme, la réforme ! pour aboutir à ce type de mesures ?

Si j'ai pris l'exemple d'Armand Jammot, c'était intentionnellement, car il est vrai. Le cumul des fonctions et l'ambiguïté des casquettes constituent certes un problème. Mais la nécessité des producteurs ne se discute pas : c'est à travers la fonction de producteur que l'on cherche à attirer Armand Jammot, ce qui est absurde. Mais le phénomène est constant : de pures en exclusions, de réformes en interdictions, des forces de pression érudites cherchent à obliger la télévision à se séparer de ses meilleurs éléments.

Conséquemment ou pas, on tente en fait — comme on a tenté assés — la presse au nom de la libre entreprise et du droit aux concentrations — de faire mourir la télévision au nom d'une création dont l'évidence ne se voit pas. Car la création est toujours abusive puisqu'elle « arrache » par définition au conservatisme.

Sur l'acte de décès de la télévision, s'il est un jour établi, il ne faudra pas oublier d'inscrire en bonne place le nom du sénateur Caillavet.

(\*) Producteur de télévision.

## France-Culture à l'écoute des Cévennes

« RADIO-SOLITUDE en Cévennes, c'est un programme expérimental. Il sera indispensable d'en tirer enseignements et conclusions » : c'est écrit sur la petite feuille rouge qui invite les habitants à participer à l'opération. Une semaine. Cent heures d'émissions sur France-Culture, du 6 au 12 septembre.

Il y a des affiches partout, blanches imprimées en mauve. A Florac, mais aussi dans les villages et surtout sur les rochers, au détour de ces petites routes sinueuses qui s'accrochent le long des causses au-dessus des vallées.

France-Culture, on n'en avait jamais entendu parler avant. Ici, on écoute Monte-Carlo, dit la patronne du Café du Nord.

« Alors justement, ça, c'est un transisteur avec la modulation de fréquence, qu'on ne reçoit pas d'habitude. Mais un émetteur a été installé à Florac pour Radio-Solitude. Vous voyez, ça marche. (On a vérifié avant de sortir de la voiture parce que, justement, ça ne marche pas toujours, à cause des montagnes).

Ainsi, le premier jour de la semaine, l'équipe de France-Culture a sillonné la Lozère, allant jusque dans les hameaux les plus reculés, pour distribuer les soixante-quinze postes offerts par Radio-France, pour demander aux gens d'écouter et de faire écouter par les voisins cette radio qui, du matin au soir, parle d'eux, ou plutôt cette radio qui les fait parler. En effet, la plupart des émissions ont été réalisées sur place, spécialement pour cette expérience dirigée par François Billardoux. Les producteurs de France-Culture se sont faits enquêteurs : ils ont interrogé Claude Audoubert à l'écoute l'histoire des arbres du pays, le châtignier et le mûrier, les deux aristocrates végétaux, on lui a dit le problème de l'enseignement : « Les résineux ne sont pas d'ici, dit un agriculteur, ça détruit le sol et puis, ça prend feu à toute allure ». De leur côté, Anouk Adelman, Emilie Nodé, et Emmanuelle Garrigues, Jean-Louis Cuvellier, Paule Chavastier, Agnès Tanguy, ont réalisé une sorte de « veille » diffusée très tard le soir. Ainsi, à l'école de La Chaze, où il reste quatre élèves, on s'est réuni dans la petite classe pour ressusciter la veillée du temps jadis. « On était jusqu'à cinquante dans cette classe », dit une vieille dame qui, autrefois, a appris à lire là. Mais on lui demande de parler de ce qui se raconte, de ce qui se chantait, avant, le soir, quand il n'y avait pas la télé. « Les femmes tricotant, les hommes épluchant les châtaignes. C'est tout, répond-elle. Ça qu'on disait ? Pas grand-chose. Ça dépendait, on parlait du travail, de la chasse... »

Lundi, jour de la diffusion, tous se sont réunis autour du poste. « C'était bien de se ré-écouter, mais pourquoi la dame de la radio voulait-elle toujours faire revenir le passé ? dit un agriculteur. Dès qu'on essayait de parler de maintenant, elle répondait que ce n'était pas le sujet. Il aurait été plus utile de dire ce qu'il se passait, en haut. Le reste, c'est un peu le folklore. Je crois qu'elle avait peur que ça devienne politique. La politique, moi, je m'en fiche. Mais comme on vit, c'est plus intéressant que comme on ne vit plus. C'est fini tout ça, et pour beaucoup de choses, ce

n'est pas plus mal. Peut-être qu'ils en parlent dans les autres émissions, mais, nous, on n'a pas le temps d'écouter, dans la journée on est dehors, il y a du travail et puis la chasse est ouverte... »

Il en ont parlé. Et précisément dans d'autres veillées : on a pu entendre des extraits d'une enquête réalisée à Pâques par des stagiaires de l'INA, Alricais, venus dans les Cévennes en ethnologues. Ce qui aurait pu se transformer en juste retour des choses est peut-être un des documents les plus authentiques où, très naturellement, des paysans se sont exprimés, ayant, semble-t-il, plus confiance en ceux-là, totalement étrangers, mais peut-être plus proches d'eux.

Et si les Cévenols prêtèrent ceux qui viennent tout à fait d'ailleurs ? Ils ont très bien accueilli la troupe du Roy-Hart-théâtre, une communauté de quarante-cinq personnes de treize nationalités différentes, installée, invitée près de Saint-Jean-du-Gard. Jean-Louis Cuvellier, d'un séjour là, a tiré une émission qui rend compte du travail de la troupe, mais qui montre aussi comment ses membres se sont intégrés à la vie de la région. « Ceux-là ne sont pas des hippies », dit-on d'eux.

Où, peut-être plus qu'ailleurs on se retire dans les Cévennes : Les nouveaux venus, autre sujet, autre émission. Mais comment rendre

compte de toutes ? Il faut parler aussi des deux ou trois heures réalisées chaque jour en direct : l'inventaire pour un « almanach », avec des proverbes, des recettes, des herbes médicinales. Et puis « le rôle d'un âne », itinéraire d'Anne-Marie Barnon sur les traces de Stevenson. Grâce aux liaisons radio-phoniques mobiles établies avec Florac, elle s'arrête ainsi chaque jour à un endroit différent, faisant revivre le voyage du fameux Ecoissais avec sa mule, en laissant les gens du pays évoquer le passé, le travail, l'ancienne mine argenterie de Viala, l'activité du tisserand à Barre-des-Cévennes, la transhumance par les drailles, les chemins de pierre qui descendent vers les vallées.

En direct, sont également diffusés chaque jour des débats : ainsi mardi, les responsables du Parc national des Cévennes et des spécialistes conversaient. On a même entendu, par liaison téléphonique, l'avis du président du Parc Kruger, en Afrique du Sud. Radio-Solitude, c'est aussi pouvoir mettre les Cévenols en relation avec le monde entier. Quand ils l'ont pu, les Cévenols ont écouté cette émission sur le parc, objet de nombreuses critiques, d'une résistance sourde pour toutes sortes de raisons. Cette semaine, on a souvent demandé aux gens de la région s'ils sont venus à la demande de l'administration du parc.

## Écouter - voir

● **ESSAI : BOLIVAR, LIBÉRATEUR D'UN MONDE NOUVEAU.** — Les dimanches 12 et 19 septembre, FR 3, 20 h. 50.

Promenade avec Simon Bolivar dans les rues de Paris, aux côtés d'aristocrates vénézuéliens, il s'empare des idées révolutionnaires françaises. Puis, c'est l'épopée de sa vie au milieu de ceux qu'il aime, avec ses rêves, ses actes, ses idées et leurs contradictions. Un meneur de jeu fait constamment passer l'histoire au présent, la fiction du personnage à la réalité de la personne, la représentation théâtrale au tableau vivant : une mise en scène dont la richesse fait découvrir l'homme qui a profondément marqué l'Amérique latine en la libérant du joug espagnol et en voulant en faire un « bloc » capable de compter vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis. Alain Bondet, le réalisateur, montre ainsi que, si la légende populaire a pu déplacer le souvenir vers le mythe, les idées bolivariennes, elles, gardent leurs forces.

● **GRAVURE : OMBRE ET LUMIÈRE (HANS HARTUNG).** — Mardi 14 septembre, TF 1, 22 h. 25.

Troisième volet d'une enquête sur la peinture abstraite d'après guerre, dans l'aura de l'École de Paris. Après Vieira da Silva, André Masson et Mathieu, Hans Hartung. La vie, l'œuvre et les réflexions d'un peintre qui réalise sa première œuvre abstraite à seize ans. On le voit au travail. Il dessine en écoutant de la musique. Une façon de « solder » du monde pour créer, et non une source d'inspiration, qui serait à chercher plutôt du côté du monde minéral.

● **FEUILLETON : LA POUPÉE SAGLANTE.** — Vendredi 17 septembre, A 2, 20 h. 30.

Un automate auquel on greffe le cerveau d'un paillard animal et qui se moque de

la femme qu'il aime parce qu'elle dit voir un fantôme, c'est l'univers de Gaston Leroux, son humour : du fantastique, de la science-fiction, du mélo, de l'intrigue policière, il y a tout, et c'est tout cela que le feuilleton réalisé par Marcel Cravenne restitue, à partir de deux romans, la *Poupée sanglante* et la *Machine à assassiner*.

● **PREHISTOIRE : A L'AUBE DES HOMMES.** — Samedi 18 septembre, A 2, 13 h. 45.

René Chanas, grand spécialiste de dinosaures, et spécialiste des origines, lance, avec le premier numéro d'*A l'aube des hommes*, une série de vingt-trois films de cinquante-cinq minutes, diffusés désormais chaque semaine, en ouverture des nouveaux samedis de Jean Lanz. Depuis le « premier jour », il y a deux milliards d'années, jusqu'à la disparition des derniers mammouths, vers 11 000 ans avant notre ère, en passant par toutes les paléontologies : une histoire qui nous concerne.

● **VARIÉTÉS : C'EST POUR RIEN.** — Samedi 18 septembre, A 2, 17 h.

Des sketches originaux, des extraits de films, des séquences d'actualité constellantes, la mise en boîte, par tranches vidéo de documents en principe très sérieux : une heure pas triste, garantie « tous publics » par Michel Lancelot, lui-même.

● **JEU : LA COURSE AUTOUR DU MONDE.** — Samedi 18 septembre, A 2, 18 h.

Présentation, à l'orée de leurs aventures, des dix concurrents reporters, bientôt engagés dans leur première mission spéciale : adresser chaque semaine, à Paris, depuis les pays de leur choix, les documents qu'ils auront choisis de filmer pour être diffusés et jugés. Un palmarès sera proclamé et des prix décernés à l'issue de vingt-six émissions de cinquante minutes chacune.

● **TELEFILM : Q-B-VII.** — Samedi 18 septembre, A 2, 20 h. 30.

Cette superproduction en trois parties réalisée par Tom Cullen pour la Columbia Pictures Television, introduit dans les secrets de la Queen's Bench Courtroom n° VII (Q-B. VII), cour royale de la justice britannique. Un médecin polonais (Anthony Andrews), accusé par son pays d'avoir été criminel de guerre, croit avoir trouvé la tranquillité en Angleterre, aux côtés de sa femme (Leslie Caron). Mais un roman parait. Ses inquiétudes renaissent. Il poursuit le romancier (Ben Gazzara) : procès en diffamation. Première partie : le plaignant.

● **REDIFFUSION : UN CERTAIN GIOVANNI BRUA.** — Samedi 18 septembre, FR 3, 20 h. 30.

Le scénario : parti à la recherche d'un homme, disparu depuis la seconde guerre mondiale (Giovanni Brua, déserteur de l'armée fasciste), un journaliste italien, Stefano Terra, se retrouve lui-même. La réalisation : embarqué dans la mise en images du roman de Terra, Jean-Marie Drot « projette » sur ses héros (le déserteur, et le journaliste, qui joue ici son propre rôle) ses propres inquiétudes relatives à lui-même et à sa génération. Un film « en abîme ».

● **DIALOGUES : LES GENS HEUREUX ONT UNE HISTOIRE.** — Samedi 18 septembre, A 2, 22 h. 35.

L'idée est de François Deguelt : susciter les confidences des téléspectateurs. Ceux-ci écrivent, dans un premier temps. Ensuite, les voici en studio. Ils parlent, en direct. Histoirs vraies en tout genre. Émotion à la clé. Un point d'orgue sans façon aux nouveaux samedis d'A 2.

150











150

LE MONDE

AUJOURD'HUI

LE MONDE — 12-13 septembre 1976 — Page 11

## ETRANGER

### Reflets du monde entier

#### The New York Times

##### Une nouvelle écriture pour l'Inuktitut

Les Esquimaux du Canada, rapporte le *New-York Times*, veulent demander au gouvernement d'accepter un projet qui leur tient à cœur :

« Ils veulent faire adopter un système simplifié d'écriture pour améliorer l'enseignement et les communications entre les vingt mille Esquimaux qui peuplent l'extrême nord du pays. Selon le projet, il y aurait deux formes simplifiées d'écriture pour remplacer les cinq méthodes différentes utilisées dans les régions arctiques. Les deux nouvelles formes d'écriture combinent des lettres de l'alphabet romain avec des symboles phonétiques, ceux utilisés dans les différents systèmes traditionnels fondés par les missionnaires anglicans et catholiques. »

« Avant que les missionnaires n'imposent les différentes formes d'écriture, les Esquimaux ne transmettaient leurs traditions et leurs légendes qu'oralement. Le langage que les Esquimaux appellent l'Inuktitut est parlé, avec quelques variantes dialectales, du Groenland au détroit de Behring. Mais l'utilisation des divers systèmes d'écriture avait jusqu'à présent gêné les communications entre les communautés d'Esquimaux fort dispersées et éloignées les unes des autres. »

##### De curieuses recherches

La PRAVDA, organe du parti communiste soviétique, fustige l'inefficacité des instituts de recherche de l'industrie soviétique de la viande et du lait qui « dissipent les deniers de l'Etat pour aboutir à des inventions mort-nées. Parmi ces découvertes qui se sont révélées inutilisables ou peu utiles », le quotidien cite « un béton électronique pour pousser les bœufs à l'abattoir, des saucisses et des saucissons sans peau et des enclos pneumatiques. Un institut a travaillé de nombreuses années, en vain, sur un projet d'élevage automatisé de canards ; un autre cherche depuis vingt-cinq ans une méthode permettant la production continue de lait concentré sucré. Les millions de roubles ainsi gaspillés auraient été beaucoup plus utilement employés à des recherches pour l'automatisation des travaux pénibles, qui n'est actuellement effectuée qu'à 5 % ».

#### EL MOUDJAHID

##### Chère amande...

Le quotidien algérien EL MOUDJAHID rapporte que « depuis le début de Ramadan, les consommateurs sont soumis au régime de la double décime avec les fluctuations des prix touchant les produits de première nécessité. Ce mois que l'on considère sacré donne l'occasion aux commerçants de doubler les prix en leur faisant subir une hausse que la loi et la morale réprouvent. »

« La flambée des prix a touché la plupart des produits maraîchers, fruitiers et ceux de l'alimentation générale. Les pouvoirs publics ont pris un train de mesures pour mettre un terme à la spéculation. Des points de vente ont été implantés un peu partout à travers la capitale et dans les grands centres du pays. Les sociétés et organismes d'Etat ont mis à la disposition des consommateurs différents produits vendus à des prix abordables. (...) En matière d'approvisionnement des populations, le gouvernement a consenti d'énormes sacrifices pour soutenir les prix de première nécessité (...) »

« Le problème des pénuries et des chaînes interminables devant les magasins est souvent créé par des individus qui dénigrent tout, en semant les bruits les plus alarmistes sensibles aux oreilles crédules. Les consommateurs, de leur côté, « jettent » de l'huile sur le feu, en procédant à des achats massifs dépassant généralement leurs besoins. Cette mauvaise habitude obéit à la moindre alerte colportée par des esprits rétrogrades, propageurs des pénuries et faussés toutes les prévisions des pouvoirs publics. »

« Malgré les assurances du gouvernement, des citoyens persistent à vouloir tout stocker. Depuis quelques jours, la vente des amandes (...) constitue la préoccupation actuelle. L'amande n'est pas un produit indispensable. Utilisée dans les foyers pour la préparation des gâteaux, elle se fait de plus en plus désirer. (...) Elle est vendue au marché noir de 45 à 50 dinars le kilo (...) »

#### La Gazette

##### Mort et résurrection du quartier Mozart

LA GAZETTE, de Douala, rapporte : « Il y a encore quelques années, la prostitution était largement tolérée à Cameroun. A Douala, les « ladies de la nuit » étaient régulièrement recensées et fichées par les services de la police, et une carte professionnelle dite « carte rouge » leur était délivrée. »

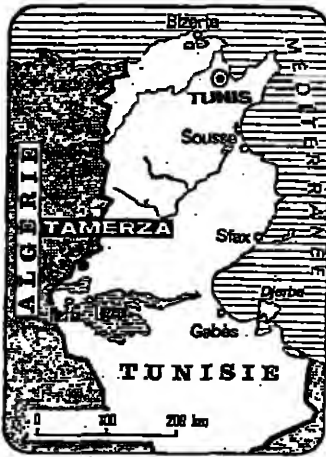
« Des quartiers entiers de la ville étaient réservés à cette activité, qui a conféré à Douala une réputation qu'elle n'est pas près de perdre. (...) Les quartiers Mozart et Nkomo étaient aussi célèbres que le quartier Pigalle ou Barbès à Paris, Soho à Londres, le Reperbahn à Hambourg. »

« Cela a duré jusqu'en septembre 1972. (...) Depuis, la pratique de la prostitution sous toutes ses formes est interdite et sévèrement réprimée : de six mois à cinq ans d'emprisonnement et de 20 000 F à 500 000 F d'amende. (...) Le quartier Mozart a été rasé. Mais celles qui furent pendant de longues années ses pensionnaires n'en continuent pas moins d'exercer aussi ostensiblement qu'avant. Elles ont même associé dans d'autres zones de la ville. »

« Aujourd'hui, au Cameroun, 90 % des filles qui se prostituent le font pour l'amélioration des conditions familiales (par exemple, faire vivre les parents ou payer la scolarité d'un petit frère ou collègue). La recherche du luxe, etc. Ajoutons les divorces, les mariages précoces, les conditions de vie difficiles, le chômage, l'exode rural, la tolérance sexuelle, etc. »

### Lettre de Tamerza

## AU COMMENCEMENT DU MONDE...



ON ne croise pas de voitures sur la piste écaillée qui rampe sous les mirages. Parfois, sous les roues, le sol d'une petite dune ou sa trace sur le chemin. Au long de la route qui mène vers Tamerza, la lumière et l'espace composent seuls, et souvent décomposent, les trajets du regard. Dissoutes, les couleurs ne forment plus les surfaces de sol, de sable, d'eau mouvante, ni même l'horizon dont la ligne danse. D'où le manque de points de repère, l'importance du guide désignant, au milieu des vapeurs blanches et roses, les plâtres d'un chemin qui naît sous les roues et reforme aussitôt son sillage de hasard.

Les vacanciers sont à Tozeur, à Nefta. Ils découvrent les mirages de l'oasis : l'eau bruyante, l'ombre fraîche, les cultures étageant d'un élan, sur les surfaces minuscules partages, les fleurs, les légumes, les arbres fruitiers, les palmiers, les nagues, le ciel.

Si nous roulons vers Tamerza sur cette piste plate, c'est pour aller dire une première étape : Chelika. Avant d'y parvenir, il faudra déjouer les ruses d'autres dunes amenées sur la route par le vent de la nuit. Moments blancs où l'espace entier n'est plus qu'une merveilleuse absence de paysage, où la lumière plus librement jouée, suggère des gammes candides que l'on s'acharne à capter.

Un dinosaure à l'horizon : l'Atlas montre son nez. Ce premier contour allongé sur le ciel une échelle aussi régulièrement cannelée qu'un dos de dinosaure. Chelika n'est pas très loin. En cet endroit la route est plus large, mais étroite le passage sur lequel rouler aisément. Il faut placer ses traces dans celles creusées l'autre matin ou quelques jours plus tôt.

On pourrait jouer au commencement du monde. Le dinosaure a disparu, happé par un temps réversible. Les montagnes qui grandissent sur la droite achèvent de sécher au soleil : elles portent encore à leur flanc mouillé l'empreinte des palmiers géants qui les ont modelées. Si durs au toucher, ces basses, ces sèches, ces quarts, apparaissent de loin tendrement coulés les uns sur les autres, encore mouillés. La buée de lumière qui les estompe fonde ces reliefs dans l'effacement des plates étendues qui luisent à leurs pieds si bien que l'effet d'aube et de matin du monde s'en trouve renforcé.

Les touristes sont restés dans les sables et les rochers. Ils visitent, pistent les yeux devant les étalages multicolores, font la connaissance du regard des sables enroulés, bouillants, au fond de sa cage, caressent d'un doigt oral, tout grand, ignares plus inquiétants d'être emportés. D'autres voyageurs placent aux terrasses des cafés, surplombés, établissant à l'écart des comparaisons entre les architectures si diverses des villages égrenés autour du chott El Jorid : autant d'oasis pourvues de palmiers, et de grappes d'enfants.

Un bouquet de verdure accroché au flanc de la montagne nue et c'est Chelika ou la fin du monde : le promontoire est si étroit et serré la trame du village mort, qu'on croit aborder un unique palais fossilisé. On met pied à terre sur la grande place désolée pour monter lentement entre les maisons aux murs écaillés, aux portes minuscules, écaillées, tout grand, ignares plus inquiétants d'être emportés.

D'autres voyageurs placent aux terrasses des cafés, surplombés, établissant à l'écart des comparaisons entre les architectures si diverses des villages égrenés autour du chott El Jorid : autant d'oasis pourvues de palmiers, et de grappes d'enfants. Un bouquet de verdure accroché au flanc de la montagne nue et c'est Chelika ou la fin du monde : le promontoire est si étroit et serré la trame du village mort, qu'on croit aborder un unique palais fossilisé. On met pied à terre sur la grande place désolée pour monter lentement entre les maisons aux murs écaillés, aux portes minuscules, écaillées, tout grand, ignares plus inquiétants d'être emportés.

MAIS il faut aller rendre visite à la cascade sous laquelle le guide, par bravade, s'ébroue, presque nu. « C'est l'île », avoue-t-il, et c'est l'île, en effet, comme toute chose sous le soleil. Sur l'ancienne place du village, un survivant tient boutique : c'est l'âne des milles, des géodes fendues par le milieu, livrant leurs gemmes translucides dans la pénombre de l'échoppe. Huîtres et poissons fossilisés sont sur les tables, témoin instantané de la mer ; enfin, avec les haches, les silex taillés, les pointes de flèche, voici la trace du passage plus récent d'un animal préhistorique. A un prix dérisoire, qu'on augmente par respect, on acquiert le quartz négligé, le caillou hippocampe, les outils de l'ancêtre, trésors à trier, vaticane.

Il faut poursuivre, abandonner à son silence le village muet. Chelika, posé comme un terrier d'or brun, est la dernière porte : quelques kilomètres plus loin le royaume minéral éclipse par son ampleur et sa force la souvenir de l'homme et jusqu'à la lumière réduite au falvaire. Ce nouveau monde prend d'assaut par un étroit chemin qui monte en lacets à travers les massifs, s'élève entre les grandes entablures, qui basculent les uns sur les autres, révélant les chemins à l'arrière de leur naissance. La route enlève vite et haut vers les « vases plongées » et les gorges « coupées au couteau », mais c'est sans cesse à la tranchée de ces montagnes, à leur trame, que l'œil revient, tant il y a de bouleversements millénaires à décrypter dans cette chair écorchée qui montre toutes ses veines et les épais saurs roses et mauves des tissus dont elle fut lentement composée. Pourtant, c'est aussi une gigantesque construction que l'on croit

voir à cause des blocs de grès rectilignes formant terrasses, portant créneaux et tours de guet. De grands murs, de rigoureux aplombs, font rêver à quelque architecture cyclope, ajoutent leur énigme à la grandeur de ce désert. Aucun arbre ni une herbe : il n'y a pas de place ici pour la fleur, pour la tige. Ce coin de planète semble pris dans la pierre comme ailleurs l'eau ou les blocs triomphent. Ni un oiseau : ou alors l'oiseau dont on redoute dans la région les raids sur les troupeaux. Mais le planeur se tient hors de portée du regard, et les derniers lions aussi sont retirés dans les grottes ; seul danse, au-delà des vertiges, le moulin solitaire. Conserve-t-il dans sa course ce regard immobile et doré qui fascine, de l'autre côté des grillages, les visiteurs du zoo de Gafsa ?

ASSUREMENT il s'est déroulé ici quelque désastre. Une colère divine ? Pourquoi tant de parcs écorchés dans la masse, tant de rochers énormes suspendus à l'arête des abîmes ? Ou rien n'a-t-il encore eu lieu ? Mais alors l'imminence d'un cataclysme saisis. Apocalypses, brusques dévoilement des secrets du monde et de la création ? Si on allait y assister ? L'absence absolue qui régit ici propose ses codes secrets, ses mots de passe, et l'on a soudain des oreilles pour entendre. L'écoute est intérieure, fertile en évidences, avec la tentation de prédire.

Se peut-il qu'à quelques lieues à peine, à court vol d'aigle, des enfants marchent en riant sur les troncs des palmiers pour recueillir au cœur de l'arbre le « lagmi » écorché dans les petites jarres. Que d'autres plongent, au milieu des exclamations, dans la piscine romaine après une chute de 5 mètres ?

Se peut-il que des tapis, des burnous, des sirops de menthe et de géranium se négocient à l'instant même dans les boutiques où s'affrontent et s'approprient les marchandises d'Orient et d'Occident ?

A Tozeur, au « Jardin du paradis », de poussiéreux livres d'or sont l'orgueil du gardien. Brigitte Bardot, André Gide, Giscard d'Estaing, Paul Klee ont proposé leur paraphe aux annales du temps qui passe ; à Tamerza le temps ? Ni même l'espace ? Chemin de ronde plutôt, pour quelque vaillour ciste.

On redescend, pensif, vers la plaine, vers la terre habitée. Contournée dans le sens inverse, la montagne semble s'écrouler. Les gorges couvertes à chaque tournant apparaissent aussi vastes qu'à l'aller mais plus sereines. Le soleil qui commence à baisser pose des ors très doux sous lesquels le tumulte des pierres s'apaise pour laisser s'exhaler les couleurs blanches : corail, gris, cendre, rehaussé de rose ou de bleu : c'est comme si l'on portait attaché aux épaules un manteau magique dont la trame ramènerait aux nuages et que l'on soit lentement déposé d'une certaine puissance de révérence.

On retrouve la piste large, l'espace uni, le blanc las de sel et de sable de part et d'autre de la course, les mailles des dunes. Dernier morceau de bravoure du guide invoquant l'aide de Dieu pour soulever dans un grand nuage la roue qui s'enlève. Et voici le ruban goudronné qui file vers Gafsa, Tozeur, Nefta, vers les sables, les caïes, les grenadiers en fleurs, l'eau musicale, les enfants.

« Tamerza ? C'est vers la frontière algérienne. Un désert de cailloux. Il y en a que ça intéresse... »

MANUELE PEYROL

(1) Larges bancs de pierre.

### FEU LA COLONISATION IBERIQUE

## En déménageant la bibliothèque de l'Imperio

EN additionnant vitrines, coins, recroisements, placards et débarras elle occupait 111 mètres linéaires. Réaménagée sur le plancher, il n'y a plus maintenant que les 8 ou 9 mètres cubes jadis d'un vaste espace. C'était la plus importante bibliothèque privée sur l'Afrique espagnole et portugaise que l'on puisse trouver au nord de la Bidassoa. C'était la mienne. Pas une de ces folies de collectionneur d'exotisme, mais celle d'un spécialiste. Autant dire d'un consommateur de livres. Rien n'est plus dérisoire qu'une bibliothèque déclassée sinon la destinée d'un empire colonial. A mesure que Madrid reploie ses étendards, chez moi la section espagnole s'annule. Vers 1972, il ne me restait plus que quelques traités d'ultimes croisades qui, sans se laisser trop intimider par les rétroissements successifs, « bunkerisaient » l'histoire faute de pouvoir l'orienter.

Mais, même dans le dernier carré, visiblement, la foi ne venait plus. Oh était-il le temps où, dans les *Reivindicaciones de España* (Madrid, 1948), deux jeunes ministres, toujours alertes en 1976 et même passablement démocrates, « exigeaient » sous un timbre officiel un bon tiers de l'Algérie, quelques misères en Mauritanie (la moitié pour être clair), l'ensemble du Maroc naturellement, plus du quart du Nigeria et un bien joli morceau d'Afrique équatoriale avalant le nord du Gabon et de la République populaire du Congo ? Trente ans à peine. Heureusement que les deux auteurs firent retirer leur livre de la circulation avant que la nouvelle Afrique n'apprenne le castillan, car en plus des pays prédicts, l'Ethiopie, Djibouti et la Somalie auraient dû recevoir des bases navales pour les déplacements de l'Armada dans les mers chaudes.

Sur une autre pile, j'aperçois le non moins officiel *Territorios de soberanía española en Oceanía* (Madrid, 1930). L'Espagne, plus modeste, ne revendique qu'une province : océanique espagnole dans les îles Carolines, trois factoreries au Vietnam, un comptoir en Sierra Leone et l'île d'Aruba (Antilles néerlandaises). Il est vrai que nous étions déjà à six ans de la fin de la deuxième guerre mondiale et que les rigueurs de l'époque en imposaient plus d'une amputation. Derrière l'escabeau, le Sahara de Madrid dresse trois tas de sable bibliographique. Après ma visite

sur place (1), en 1967, le général qui régentait les provinces africaines de Madrid me l'avait fait officiellement interdire. S'il revenait parmi nous, il ne saurait plus que les 8 ou 9 mètres cubes jadis d'un vaste espace. C'était la plus importante bibliothèque privée sur l'Afrique espagnole et portugaise que l'on puisse trouver au nord de la Bidassoa. C'était la mienne. Pas une de ces folies de collectionneur d'exotisme, mais celle d'un spécialiste. Autant dire d'un consommateur de livres. Rien n'est plus dérisoire qu'une bibliothèque déclassée sinon la destinée d'un empire colonial. A mesure que Madrid reploie ses étendards, chez moi la section espagnole s'annule. Vers 1972, il ne me restait plus que quelques traités d'ultimes croisades qui, sans se laisser trop intimider par les rétroissements successifs, « bunkerisaient » l'histoire faute de pouvoir l'orienter.

#### La conscience nationale

Ce n'est pas à Lisbonne que les gens de l'ancien régime auraient accepté de passer pour de tels rustres. Aux nôtres rien à craindre, car ce qui s'est publié de 1926 à 1974 sur l'Afrique des Portugais et leur expansion ontierme défie l'imagination. Des dizaines et des dizaines de mètres de rayonnages permettaient par leur vide angoissant de prendre la mesure de l'intérêt que l'on portait à la connaissance des terres lointaines. Ils donnaient prioritairement dans la botanique, la géologie et autres sciences non subversives. Pour le reste, l'on devait en passer par le genre épique, la gloire navale et les mythologies d'exposition coloniale. Sur toute côte barbare, du sud de Tanger aux Moluques et de la Terre des Mornes au rio de la Plata, partout il fallait être les premiers. La publication des archives coloniales, travail unique au monde par son ampleur sinon sa méthode, était devenue le passe-temps d'une dizaine d'érudits à qui ne manquaient ni crédits ni encouragements. A condition d'être dans la ligne bien évidemment. Pour les autres, l'exil était conseillé.

A huit mois de la fin de l'Imperio, le Portugal était, en 1973, la seule métropole à envoyer dans la brume la plus reculée de la frontière sarrasienne des officiers perdus qui vous évoquaient la vie de François Xavier, comme si le saint était attendu par le prochain galion. Dans une chaloupe de fusiliers marins, ceux-là mêmes qui participaient à la révolution des fleurs, je crus bien reconnaître, un jour, la soutane de l'Espagnol se faufilant dans les roseaux des rives du Cuango. Entre le fût qui perdait son mille

et la mitrailleuse, j'avais dû être victime d'une de ces hallucinations qui guettent les spécialistes les plus endurcis aux coups de soleil. Oh était-ce la conséquence d'une trop longue fréquentation des chroniqueurs fréquents ?

Il est toujours dangereux pour un pays de laisser écrire son histoire coloniale par ses seuls missionnaires et anciens combattants. L'épopée sécurisée mais elle endort. Le Portugal, qui avait les mains pleines, ne revendiquait plus de terres et, à l'encontre de l'Espagne, ne blâmais ni avec les nationalistes ni avec les voisins. Ayant des colonies, il refusait tout compromis susceptible de lui faire perdre la haute main sur les affaires. Ce sont maintenant quelque cinq cent mille réfugiés. Pour n'avoir pas voulu saisir les réalités du vingtième siècle et se préparer des hommes de dialogue et non de combat, pour avoir laissé se créer un capital de haines dont les intérêts n'ont pas fini de s'accumuler, Lisbonne a dû accepter en 1974-1975 que ses propres centurions portent le mythe en terre. Sursauts douloureux qui, mal préparés et mal exécutés, a définitivement ramené le pays en Europe, mais le laisse chancelant et meurtri par une amputation à chaud à laquelle la plupart ont applaudi sans savoir que de telles opérations sur un pays aux faibles ressources peuvent bien dessécher la sève pendant une génération.

J'enjambe cinq caisses de bulletins statistiques, les décrets des incorrigibles légistes qui exorcisaient le siècle, un quintal de récents de campagnes militaires (la pacification, disait-on en ces temps d'innocence coloniale) et je m'assole. Un volume dépareillé des discours de Salazar émerge du magma : « Etrangers à toutes les petites combinaisons, nous ne vendrons, céderons, louerons ni partagerons nos colonies... la conscience nationale ne nous ne le permettrait pas » (2). On doit sourire de France à Maputo ce soir. Ses propres officiers, l'indigne rempart de la chimère... un peu plus de sept mille six cents soldats morts aux colonies en moins de quatorze ans. Décidément, c'était une bien belle bibliothèque. Encombrante comme un empire.

RENE PELISSIER,  
(Spécialiste de l'Afrique lusophone et hispanophone, auteur de « Résistance et Révoltes en Angola (1963-1967) »).

(1) Le Monde des 24 et 25 octobre 1967.  
(2) Ombres complètes, vol. II, « Colonies », 1977, p. 26.



## IDEEES

## LA PHILOSOPHIE par Jean Lacroix

## Philosophie et pouvoirs

J'ai n'ai pas encore eu l'occasion de signaler les ouvrages, particulièrement importants, de Desanti. Ses premiers livres, les *Ideologies mathématiques*, et la *Philosophie scientifique*, sont trop difficiles et techniques pour qu'on puisse en parler brièvement. Le nouveau, le *Philosophe et les Pouvoirs*, qui relate des entretiens accessibles à tous, reprend en partie les thèmes fondamentaux antérieurs et surtout pose la question essentielle : quelles peuvent être la place et la fonction de la philosophie moderne ? Roger-Pol Droit lui a consacré un excellent article dans le *Monde* daté du 30 avril 1976. Je ne veux pas reprendre ce qu'il a si bien dit, mais seulement présenter ma réaction propre en face de cette œuvre remarquable et caractéristique.

La crise actuelle pose un problème aussi grave que celui : il faut prendre une conscience exacte de ce qui est mort de la philosophie ou, du moins, n'a plus cours aujourd'hui. La philosophie a voulu être une systématisation du savoir. Elle était en quête de certitudes impossibles. Désormais, elle doit s'interdire tout discours autofondé. Il n'existe plus de sujet « parlant », capable d'exercer la fonction de « révélateur » de la vérité : l'ère de la philosophie « coracée » est terminée. Mais, en même temps, le savoir a disparu : il est comme divisé, séparé de lui-même. Il n'y a plus proprement des savants, mais des spécialistes. Il admet même que les plus éminents n'arrivent plus à se comprendre dans les congrès, parce qu'ils ont poussé leur recherche si loin dans une direction qu'elle échappe aux autres. Comme le dit Blandine Barret-Kriegel dans l'avant-propos, l'organisation de la culture scientifique est devenue féodale. La compétence ne connaît plus que la direction verticale : celle de la hiérarchie, des pouvoirs. La philosophie qui tenterait d'organiser ces savoirs du dehors serait ridicule : chaque système de signes ne renvoie plus qu'à lui-même. « Tout savoir est aujourd'hui comme une prison. » N'en va-t-il pas de même des philosophes qui par-

lent une langue que plus personne n'entend ? Ainsi s'estompent l'ancien visage du philosophe pèlerin qui traçait sa route vers la terre natale de l'Etre et de la Vérité.

Cependant, cette impuissance apparaît en même temps comme un manque. Ce manque est ressenti par la masse comme une vraie blessure. D'où le dilemme qui s'impose : faut-il se contenter d'une juxtaposition de savoirs ? Ou peut-il y avoir des philosophes sachant interroger de l'intérieur les disciplines actuelles ? La réponse de Desanti est vigoureuse et nette : il faut affronter la dépossession créée chez chacun de nous par la fermeture, inévitable en un sens, des divers savoirs. On tient les « exclus » pour des « barbares ». Mais les exclus, ceux qui vivent en enclaves fermées, sont aussi des « barbares ». Le philosophe lui-même est en prison, il parle une langue que personne n'entend. Cependant, on lui demande ce qu'on ne demande guère aux savants : sortir de sa prison pour être entendu. On veut savoir, en définitive, ce que signifie ce qu'il dit et on exige qu'il parle un langage compréhensible. Desanti est philosophe, il veut sauver la philosophie. Mais sa solution est neuve, difficile : nous devons perdre notre bagage, voyager en déjouant un autre, nous dégarer avant de nous repérer, si l'on peut dire, en somme, à changer de peau. De quelle manière ?

La position de Desanti est de nature essentiellement épistémologique, mais son épistémologie va loin. Elle refuse certes tout discours vague sur les sciences comme sur l'homme. La philosophie n'est pas créatrice : elle implique des matériaux sur lesquels elle doit s'appuyer. Le premier devoir du philosophe est de respecter les objets à partir desquels il prend le parti de parler. Il doit être à l'écoute des discours et des pratiques qui prennent leur essor chez les non-philosophes. Lui-même en a donné l'exemple dans ses *Ideologies mathématiques*. Non que la philosophie ait à rivaliser avec le savant sur son pro-

pre terrain. Il doit reconnaître ce terrain, si l'on peut dire : sa reconnaissance suppose la connaissance, mais pour la démontrer, l'épistémologie devient une invitation à rapporter les énoncés d'une science au chantier sans cesse ouvert de leur génèse et de leur apprentissage. « Il est question désormais de déchiffrer les énoncés livrés dans le corps des sciences et d'en reproduire, selon les possibilités dévoilées dans le sujet, le dessin constructeur. » Le point fixe d'où pourrait se produire le savoir « disparaît ». Ce qu'il faut, c'est s'orienter vers la détermination des gestes fondateurs, opérer ce que Desanti appelle l'intériorisation des sciences au sujet.

Ce projet va au-delà de lui-même. Tout énoncé scientifique, du fait qu'il est public, comporte une « clause historique » : il y a même une intervention du sujet parlant, qui doit être analysée. Ce qui implique que l'épistémologie doit moins partir de la science toute faite que de la science qui se fait, on se découvre mieux l'intervention humaine. Il démontre les secrets de fabrication et permet ainsi une certaine communication de pensées. Chaque savoir est un « pouvoir », et tous ces pouvoirs, directement ou indirectement, sont au service du capital et de l'Etat. De même, l'appropriation historique du processus de développement des sciences permet de voir qu'elles ne sont pas entièrement détachées des contingences de la cité. Cette épistémologie prend ainsi la dimension politique. Autrement, les détours du discours, faisant signe vers un lieu d'origine. Aujourd'hui, notre société est lacunaire : il y a des trous par où s'échappe la substance du corps social. Restaurer le sens, c'est partir de ces « trous » où la structure se déchire et reconstituer un autre sens, capable à la passion que les déchirures dévoilent et qui est passion de la vérité. La véritable épistémologie est restauration de sens. Il faut rendre aux déposés, aux peuples, la

signification dont ils ont été privés et l'expression qu'on leur a confisquée. Par les interstices, les trous des pouvoirs, l'épistémologie-philosophie entre dans les savoirs pour défaire les dispositifs de la fermeture, pour faire sauter les pouvoirs. Utilisant alors le langage commun, ce langage qu'on ne peut détruire et qui reste la base de la communication, il s'adressera à tous. A partir de là, il opérera et conduira avec les autres une reprise : le dire exige d'être dénoté en un dire plus satisfaisant que le premier et qui en rend compte. Ce qui est visé, en somme, c'est la restauration du sens pour tous.

J'ai tenté de reconstituer une organisation, presque un système de la pensée de Desanti. Ce qui risque d'en donner une fausse idée. Les divers entretiens ne sont pas toujours très liés. Ils reprennent parfois les mêmes suggestions, ils en présentent aussi d'autres. Le dernier, qui porte ce titre, ne donne pas de conclusion. C'est plutôt une autobiographie limitée, qui retrace ce que Desanti a cru trouver dans le parti communiste, et pourquoi il l'a abandonné. Marx, trop proche de la philosophie des lumières, a eu confiance dans un savoir pour en combattre un autre : il a pensé pouvoir détruire le capitalisme par une théorie. Pour lui, le vrai pouvoir est le pouvoir politique : il faut le combattre par un autre pouvoir. Le philosophe du parti n'a qu'à adhérer à la philosophie marxiste, présente dans une lutte militante. Desanti a estimé qu'on ne lutait pas contre un pouvoir par un autre pouvoir : on doit mettre tout pouvoir, le « sujet enseignant », comme il l'appelle, « sous ses pieds ». Le parti devient un poids que l'on subit. Desanti propose une philosophie théorique et pratique, une philosophie libre qui découvre un sens véritable en accord avec le peuple. Pour cela, il indique un itinéraire clair, vigoureux, l'un des plus caractéristiques de ce temps.

Je croirais cependant pour ma part que l'élimination du problème de l'homme

rend cet itinéraire difficile et incomplet. Il semble trop le réduire à une épistémologie, même aussi ouverte, et n'admettre malgré tout comme « matériau » de la philosophie que le savoir scientifique. Mes articles du *Monde* me valent d'assez nombreuses lettres de non-philosophes me disant que la science vaut pour les savants et les techniciens, mais que la philosophie devrait s'adresser à tous pour tenter d'éclaircir les problèmes de la vie et de la destinée humaine. Certes, la philosophie n'est pas créatrice et suppose des matériaux valables. J'ai même soutenu qu'on ne devrait poursuivre des études philosophiques qu'après deux ans d'études à des disciplines scientifiques ou autres. La philosophie me paraît être la transformation par l'esprit de l'événement en expérience, si l'on entend par événement tout ce qui nous arrive, venant aussi bien de l'histoire des hommes que de notre histoire individuelle, et par expérience le sens de cette double histoire, que nous devons dégager, par cette pensée au second degré qu'on appelle réflexion. Sans doute Desanti trouverait-il cette position trop large, et permettant peut-être des considérations trop générales. Mais, si même on n'est pas pleinement d'accord avec lui sur ce point, au moins a-t-il l'immense mérite de rappeler à nos lecteurs les devoirs premiers d'ouverture et de rigueur.

## OUVRAGES REÇUS

— *Existence humaine et révolution*, Essais d'harménétique, par Pierre Frachon, Editions du Cerf, 282 p., 58 F.  
— *Manifestation et révolution*, ouvrage collectif par Breton, Tillet, Dubart, Trouillard, etc., Beauchêne, 1976, 232 p., 51,75 F.  
— *La Manifeste de la vie chrétienne*, Texte et commentaire, ouvrage collectif par Gérard Bessière, Jean-Pierre Juma, Bernard Quelquejéu, etc., Le Seuil, 1974, 123 p., 10 F.  
— *Jean Wahl et Gabriel Marcel*, par Emmanuel Levinas, Xavier Tillet, Paul Ricoeur, présentation de Jeanne Hersch, Beauchêne, 1976, 99 p., 10 F. Trois remarquables études sur deux philosophes bien différents et cependant également présents au monde et à la transcendance. 17,25 F.

## SOCIETE

DE LA BAULE A ROYAN

## Attention ! Naturistes

On les croyait séquestrés sur la Côte d'Azur, parqués dans le Languedoc-Roussillon ou disséminés dans les Landes. D'année en année, ils se sont installés en Charente-Maritime, dans la prude Vendée ou sur les plages de la Loire-Atlantique. Les naturistes sauvages ont franchi la Gironde.

A La Turballe, sur la plage de Pen-Bron, une cinquantaine de personnes elles étaient près d'un millier en août — prétendant, malgré les premières fraîcheurs de septembre, le bronzage sans marque au milieu des herbes du maillot de bain. Les uns et les autres semblaient faire bon voisinage.

Saison après saison, depuis quatre ans, le nombre des nudistes sauvages de Pen-Bron augmente, même si le maire ne veut pas en entendre parler et si la gendarmerie de Guérande se fait menaçante à la simple évocation de ce sujet tabou : « Si vous en parlez, on s'en occupera l'année prochaine, quitte à faire venir un escadron. »

Cette attitude vindicative demeure une exception sur cette partie ouest du littoral. Plus au sud, en Vendée, les naturistes rencontrent moins de difficultés. A Noirmoutier, à Breil-Moutier-sur-Mer, à Clion-sur-Mer, des plages accueillent quelques dizaines de naturistes occasionnels, rarement dérangés dans l'exercice de ce que certains appellent un sport ; d'autres, un art de vivre.

Les municipalités restent néanmoins réticentes, et leur comportement bon enfant vient plus de l'impossibilité de maîtriser un phénomène irrécusable que d'une authentique indulgence. A Depuis cette année, ils sont trop nombreux et nous ne pouvons freiner

cette évolution », déclare l' élu d'une petite commune vendéenne. Les naturistes, guérés à eux-mêmes, comprennent pas une répression sévère : « Nous ne sommes pas des exhibitionnistes, dit une institutrice bronzée de la tête aux pieds, nous demandons simplement un petit coin de plage. »

Un petit coin de plage ! La solution paraît simple. Dans le sud de la Vendée, le maire de La Faute-sur-Mer l'a adoptée, et par un arrêté de juillet 1976, a autorisé la gratuite du nudisme sur une plage isolée. La population ne s'en plaint pas, sauf ce vieux pêcheur, naturiste depuis vingt ans, qui regrette sa tranquillité perdue, ou peut-être son originalité.

En Charente-Maritime, les élus locaux sont tout aussi compréhensifs. Ainsi, à La Tremblade, dans l'estuaire de la Gironde, le naturisme a conquis son droit de cité depuis le mois de juillet, date de l'octroi « officieux » de 8 kilomètres de plage aux nudistes et aux « autres », c'est-à-dire de cartes limitant la gratuité de la nudité à « Baignade interdite : huitres coupantes, lames de fond, noyades fréquentes », — de nouveaux écriteaux préviennent le promeneur et renseignent le voyeur : « Attention ! Vous risquez de rencontrer des naturistes. » Ce souci d'information paraît être la préoccupation majeure des maires qui évoquent l' anecdote de l'institutrice ingénieur promenant ses élèves sur la plage et revenant scandalisée, chaque, rougissant d'abord vu des hommes nus !

Extension géographique et sociale d'un phénomène longtemps marginal, les conditions sont réunies pour réaliser une opération féconde. Désormais, pour ces nouveaux nudistes de la côte atlantique, le risque ne se mesure plus en kips de gendarmes mais en billets de banque. Déjà, près de Royan, un club de naturistes a pris contact avec une société immobilière pour équiper un centre de 25 hectares. Alors, l'évolution normale suivra son cours : le béton et la toile de tente parcourront progressivement les amoureux inconditionnels du soleil. Les moralisateurs dormiront tranquilles, les naturistes ne redouteront plus les poursuites pour outrage aux bonnes mœurs et les promoteurs réaliseront une excellente affaire.

ALAIN GENESTAR.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde », 11, rue de Valenciennes, 75011 PARIS-11.  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

## La vie du langage

## DE QUELQUES INTOLÉRANCES

VOICI peu apparait, dans ce journal, un journal qui ne veut pas être un journal. Pourquoi ce mot ? Quel sens lui donner au juste ? En bonne logique de langage, celui d'une adhésion aux modes de pensée et d'agir des « jeunes », de même que le réalisme est l'attachement au réel, le naturalisme et le naturalisme deux formes d'amour de la nature, le réalisme la conviction qu'un roi est la meilleure des choses, etc., etc.

En bien non ! Le *jeunisme*, c'est l'hostilité systématique à l'égard des jeunes.

Indiscutablement, le mot est construit sur un contresens. La langue n'est pas polémique, certes, et les mots qui disent tout autre chose que ce que leur étymologie les pousse à dire sont nombreux. Mais l'ambiguïté est telle qu'elle conduit le *jeunisme* sans même que les puristes s'en rendent compte.

Mettions-nous à la place d'un étranger qui le trouve dans un texte, d'un traducteur : l'erreur d'interprétation est inévitable. Ou à la place (le cas s'est présenté concrètement il y a quelques années) d'un journaliste qui, cherchant à classer des documents : là encore, des confusions sont à craindre.

Vous objecterez que racisme, bien que suffixé positivement en latin, est par lui-même fortement négatif : il suffit à signifier l'hostilité systématique envers les races autres que la sienne. Mais, à l'origine, dans les années 30, le mot n'est que positif : le racisme, c'est la conviction qu'une race (dite « aryenne ») est supérieure aux autres, et le mot s'inscrit bien dans la série en latin.

S'ensuit un demi-tour sémantique : le racisme implique la sous-estimation de toutes les races sauf une. Comme le mot est occidental, hélas ! il signifiera au choix, ou en même temps, antisémitisme, antisocialisme, anticomunisme, etc.

L'absurdité et la nocivité de ce concept sont bientôt évidentes à tous, soyons optimistes. Le mot est désormais marqué négativement. On ne peut plus, on n'ose plus se dire « raciste ». Mais on dira des autres des qu'ils nous paraissent faire une discrimination raciale entre les hommes.

Comme le concept de « races » n'est qu'un cas particulier du concept de « communauté d'hommes », le mot se désamante partiellement pour se généraliser. La « race » sera aussi bien celle des patrons (*racisme antipatronal*), celle des jeunes (*racisme antijeunes*), que celle des bourgeois (*racisme antibourgeois*) ou des Parisiens, et, dernière relevée dans ces pages, celle des jeunes motocyclistes (*racisme antimotards*).

Nos correspondants sont partagés. Les uns rejettent le *jeunisme* au nom du bon sens linguistique. Les autres, sous la même invocation, rejettent le *racisme antijeunes*, ou les deux.

Mais l'usage a déjà tranché. Le syntagme *racisme anti-N.* fonctionnel, il est productif. Ses substituts possibles (*jeunisme*, *bourgeoisisme*, *antisocialisme*, etc.) sont bien plus néfastes que lui à la clarté de la langue, et n'ont aucune chance de l'emporter.

La mal est-il si grand ? C'est ce que croit le docteur S. Pelage, de Vichy, très réoccupé de cette « prolifération cancéreuse » : que Le racisme, le premier en date, celui qui nous a valu Auschwitz et qui nous vaut Soweto, est toujours affiné, en quelque sorte, dédoublé par cette « dégradation du langage ».

Mais, d'une part, *racisme*, employé seul, retrouve toute sa force. Personne ne s'y trompe : il ne peut s'agir que du racisme « racial ». Et, d'autre part, diraient les sauteurs, l'extension des emplois du mot n'est qu'une modification de la « carte », non du « territoire ». Qu'il y ait plusieurs racismes ne les rend pas moins haineux.

## Limogeons le joual

Sur le même thème, en plus naïf. Naguère (*avril-mai* ?) le conseil général de la Haute-Vienne adoptait à l'unanimité un vœu par lequel il demandait au secrétaire d'Etat à la culture (citation) d'« user de toute son autorité pour que le verbe « limoger » soit prosaïque du langage public ».

En somme, il faut limoger *limoger*. Dans les dictionnaires de médecine que les adolescents feuilletaient autrefois d'une main fébrile, le sexe était toujours nommé. Les conseillers généraux de Limoges seraient-ils restés de grands enfants ?

De même encore, et du Québec.

Dans une lettre ouverte reçue ici au mois d'avril (décidément !), la Société des dérivés d'hommes (comprendre : des dérivés dans diens-francs) demande (citons encore) la raison de l'introduction du mot « joual » dans les éditions récentes des dictionnaires Larousse.

La raison est toute simple : c'est un mot largement imprimé, entendu, utilisé non seulement au Québec mais en France. Il y aurait lieu de se plaindre de la maison Larousse si elle avait ignoré le mot. En l'entrant dans ses dictionnaires, elle fait son métier.

C'est, disent les écrivains canadiens, un terme péjoratif, une insulte envers les Québécois et tous les francophones du Canada. Pas nécessairement. Et quand bien même ? S'il fallait retirer des dictionnaires tous les mots péjoratifs, tous ceux qu'un homme ou un groupe d'hommes, considérant soi-même et une insulte, quelle hécatombe !

D'un confrère du malin (titre et sous-titre) : Le patronat prend ses précautions pour 78... Scissionner les grandes entreprises pour échapper à la tutelle de l'Etat, etc.

A l'heure où l'on se livre à la solution, à l'émulation, etc. Une nuance, cependant : scinder (l'aut-il préciser que c'est ce qu'a voulu écrire notre confrère ?) n'est pas irrégulier comme le sont *réocculdre* ou *émouvoir*. L'inventeur de scissionner n'a donc pas l'excuse de la difficulté de conjugaison.

Mais son dérivé le plus proche, scission, régulier dans le système latin, ne l'est plus en français. On attend plutôt scindement, qui a d'ailleurs apparus au dix-neuvième siècle et n'a pas survécu, comme nous avons fondement/fondement et fondation, grandeur/grandement, etc., etc.

L'un des deux éléments du système (verbe/nom, scinder/scission, scind/scies) tend normalement à s'aligner sur l'autre par économie. Toute langue se constitue (ou se reconstitue), ainsi des paradigmes, c'est-à-dire des séries, formellement régulières à partir d'une base unique.

Ici, la base sciss- l'emporte, faiblement mais irrésistiblement, sur la base scind-. A suivre.

Nous étions longtemps restés sans nouvelles des Cahiers de lexicologie. Repris en main par M. Bernard Quemada, ils sont maintenant publiés avec le concours d'un groupe internatio-

nal (pour l'instant franco-italo-québécois) de centres de recherches sur le lexique (1).

Du sommaire du dernier numéro reçu (fin 1975), détachons au moins brièvement deux études de première importance.

L'une, de M. Georges Mounin, sur les rapports entre *Linguistique* et *orthographe*, expose, avec une clarté et un équilibre parfaits, la situation actuelle de notre système orthographique vu par un linguiste. Quatre questions posées. Est-elle (notre orthographe) incohérente, désordonnée, anarchique ? Est-elle irréaliste ? Est-elle enseignable ? Est-elle réformable ?

Quatre réponses sages, pertinentes, résumées en ceci : il faut continuer à réfléchir et à travailler en bas, sur le langage, patiemment, modestement.

L'autre (étude) du « maître », de M. Robert-Léon Wagner : *Réflexions naïves à propos des dictionnaires*. On voudrait tout dire de ces pages solides (et nettement naïves). Il faut en tout cas les lire si l'on se préoccupe un peu de notre « capital-mot ».

Sans doute la solution globale aux problèmes rappelés ou posés par l'auteur (comment rendre accessibles et exploitables les richesses lexicales immenses des « écrits » français ?) est-elle dans l'utilisation de plus en plus large et aisée de l'informatique.

La dictionnaire des dictionnaires d'un proche avenir (de sept à dix ans) sera une mémoire d'ordinateur interrogée par terminaux, et programmée pour exploiter instantanément toutes les « retombées » possibles d'un inventaire général de la langue.

Une troisième étude : de M. Charles Muller, sur les possibilités d'estimer l'étendue d'un lexique (d'autant). A lire, avec un petit effort pour suivre la formulation mathématique. En passant : la totalité des pièces de Corneille utilisées quatre mille six cents mots. Si l'on exclut de l'étude les pièces de Corneille ou de Racine moins « classiques », le vocabulaire total de nos deux grands dramaturges ne dépasse pas quatre mille unités.

## JACQUES CELLARD.

1) Les Cahiers de lexicologie, deux numéros par an, abonnement France, 40 F ; étranger, 46 F. Ed. Jacques et Demotronics, 25, rue Ernest-Benan, 25000 Besançon. G.O.P. Dijon 379 C.

1500







# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### « LA CERISAIE » PAR LE PICCOLO TEATRO

(Suite de la première page.)

Les étrangers, dans la *Cerisaie* de Tchekhov, n'ont jamais eu une raison : Tchekhov est fou de ses personnages, il leur passe tout, il les a très mal élevés, et il passe son temps à leur chercher des excuses. Et puis il ne voit le mal presque nulle part, alors quand il le montre, les mesquins que nous sommes entendent parfois à côté. Et comme Tchekhov est cela, une générosité constante, il a du même coup un allant d'esprit, une gaieté chronique, vive, mais dont les symptômes sont atténués puisqu'elle est chronique, et nous qui sommes moins ouverts, plus dépressifs nous ne voyons pas toujours cette petite gaieté lorsqu'elle traverse la chambre.

Et puis, tout de même, la Russie de 1904, c'est si différent d'ici. Tchekhov a écrit la *Cerisaie* de 1902 à 1904, à la fin de ce que les Russes nomment « les années sèches ». Pas tout à fait sèches : il y avait bien les éditeurs, certains poètes et romanciers, mais justement ils étaient la plupart du temps de ces hommes qui écrivent plus fort qu'ils n'agissent, et d'ailleurs, chez Tchekhov, chaque fois qu'un personnage y va de sa tirade engagée, il parle comme un perroquet, on dirait qu'il récite le journal qu'il a lu la veille. Aussi, on ne les écoutait pas, on sentait venir 1905, et la suite, mais on restait sourd à ce qu'on entendait.

Et Tchekhov, qui lutait sur place pour transformer la vie, éprouvait pour les sœurs une tendresse terrible. Mais nous, la suite des événements nous a conduits à faire plus brutalement la part des choses, à ne plus saisir ce que veut Tchekhov quand il fait dire à Firs, dans la *Cerisaie*, que l'abolition du serfage a été une catastrophe. Nous voyons, pour simplifier, une marque de l'« aliénation » des serfs. Mais c'est autre chose, et Gorki aussi l'avait bien noté.

#### Le climat d'une création

L'écriture de la *Cerisaie* n'avait pas commencé dans l'amertume. C'était l'été 1902, Tchekhov se reposait dans la belle maison de Mme Stanislavski, Lubimova. « Je vois une fenêtre », disait Tchekhov, et à travers elle passent des brassées de fleurs, le feu, les fleurs sont blanches comme le soleil. Mais attendez, une femme entre dans la maison. Et tu vois, c'est embêtant, je ne vois pas quelle actrice pourrait jouer cette femme. Il faudrait trouver une vieille peau vraiment très très spéciale. Imagine : elle n'arrête pas d'appeler son vieux valet de chambre pour lui emprunter de l'argent. Le personnage de Mme Ranevski est venu de cette drôle de dame, et Tchekhov la voyait, même avant le dernier acte, lorsqu'elle retrouve un second souffle, une jeunesse, parce que sa cerisaie est vendue.

Et le personnage si discuté de la gouvernante Charlotte, lui, pour origine non pas une apparition, mais une femme vraie, une Anglaise qui habitait une propriété voisine, petite femme agile qui se promenait en costume d'homme et disait : « Je n'ai pas d'âge », ce qui prouve, de la part de ce « numéro » qu'elle n'avait pas vingt ans. Tchekhov allait la voir chaque jour, et il se disait que des belles, « Jeune, fraîche, pure, il disait Tchekhov, j'avais un harem, forcément. Bien sûr, je regrette ma patrie, je vous envoie, vous serez dans le lot. » A cette fabuleuse perspective, la jeune femme, d'un seul bond, sautait sur les épaules de Tchekhov, se calait bien assise, et ils parlaient comme ça, courir la campagne. Quand ils croisaient quelqu'un, c'est Charlotte qui soulevait le chapeau de paille de Tchekhov, et disait, imitant sa voix : « Bonjour. »

Ce n'est rien, ces historiettes, mais elles montrent le ton, le climat, de la création de la *Cerisaie*.

Le spectacle que présente Giorgio Strehler à l'Odéon est d'abord très beau.

Très beau à l'œil. Luciano Damiani est l'un des décorateurs les

plus estimés d'aujourd'hui. Non pas tant pour ses panoramas en caméau, blanc, gris, beige, beige, superlatif et peu risqué : il pour ses soleils-dunes qui se relèvent à l'horizon, qui ont une fausse douceur et qui glissent ; ni pour ses pluies de flocons de neige, feuilles mortes, et autres confettis, qui font un peu gaga en primes pour matinales enfantines.

Non, l'apport essentiel de Damiani (et donc de Strehler), c'est une faculté prodigieuse d'aérer le champ, de procéder à une véritable libération de l'espace, de l'espace externe et interne, d'établir des liens naturels et profonds entre la lumière et les personnages. Une scène qui a été touchée par la baguette féérique de Luciano Damiani est une scène réjouie, guérie, une scène d'après le

Notons aussi que la « table rase » de Damiani resta fort fidèle à des intentions de l'auteur. Par exemple, Tchekhov a dit et redit qu'il tenait expressément à ce que la maison de la *Cerisaie* soit « très grande », et d'une apparence fragile, mais qu'il fallait que les meubles soient d'une « solidité extraordinaire », et que cela se voie. Et c'est exactement ce qu'a fait Damiani.

Notons aussi que la « table rase » de Damiani resta fort fidèle à des intentions de l'auteur. Par exemple, Tchekhov a dit et redit qu'il tenait expressément à ce que la maison de la *Cerisaie* soit « très grande », et d'une apparence fragile, mais qu'il fallait que les meubles soient d'une « solidité extraordinaire », et que cela se voie. Et c'est exactement ce qu'a fait Damiani.

Notons aussi que la « table rase » de Damiani resta fort fidèle à des intentions de l'auteur. Par exemple, Tchekhov a dit et redit qu'il tenait expressément à ce que la maison de la *Cerisaie* soit « très grande », et d'une apparence fragile, mais qu'il fallait que les meubles soient d'une « solidité extraordinaire », et que cela se voie. Et c'est exactement ce qu'a fait Damiani.

#### Un piège pour le quant-à-soi

Dans sa direction d'ensemble de la pièce, Giorgio Strehler est inégal. Charlotte, personnage dangereux, est pour une fois réussie. Brava. Il y a des instants de grâce où l'élévation du ton, la rigueur, la distinction du dessin, croissent comme à l'aventure la modestie assurée de Tchekhov, et la musique de l'œuvre est alors parfaite, comme au début de l'acte un, lorsque nous attendons l'arrivée du trait avant le lever du jour, ou à l'acte deux, lorsque la lumière du soir du soir est comme un piège auquel cède le quant-à-soi.

Et puis il y a des moments moins heureux, où Strehler cède à la facilité, au trait trop gros. Si l'on veut garder à Tchekhov son humanité entière, il faut se mouvoir dans une frange d'équilibre très étroite. L'écho immense de Tchekhov naît d'une « chambre sonore » nettement délimitée. Si l'on force, la voix s'apauvre.

Quand Tchekhov dit de Mme Ranevski qu'elle « tomberait par terre s'il n'y avait là le dossier d'une

chaise », ce n'est pas seulement une indication de jeu, c'est un portrait du personnage, même le profil de tout le monde. Mais Strehler fait tomber Mme Ranevski par terre, avec grande allure mais il la fait tomber, et Tchekhov tombe aussi, et cet exemple peut servir d'image de pas mal d'exces de Strehler, surtout dans les deux derniers actes.

D'autant plus que les indications de Tchekhov doivent elles-mêmes être atténuées. Tchekhov disait que la *Cerisaie* est une pièce où l'on ne pleure pas. Et une actrice lui fit remarquer qu'il avait écrit, quelque part : « Mme Ranevski pleure. » Tchekhov répondit : « J'ai mis ça pour que vous entendiez : elle pleurerait si... » Strehler fait pleurer pour de bon Mme Ranevski, même lorsqu'elle est gaie comme une pie.

Les erreurs de Giorgio Strehler n'apparaissent, on le voit, ni dans la saignée d'ensemble, ni dans l'image, ni dans l'esprit, mais dans la direction des actrices et des acteurs.

★ Odéon, 20 h. 30.

## Musique

### Aux quatre coins de la Franche-Comté

Dernier des grands festivals français de l'été, Besançon doit peut-être à ce temps de rentrée à un « événement » relatif, qui ne pas attirer plus de ces touristes mélomanes qui, à cette date, reviennent chez eux, gorgés de musique. Mais le groupe local des musiciens de la ville de Besançon, sous la direction de M. Jean-Luc BOUCHENY, a organisé un programme qui réunit d'excellents solistes et ensembles, tels que le Mélos-Quartett, les Solisti Veneti, les Ballets Elzevir, le groupe vocal de France, Claudio Arrau, l'ensemble de Lausanne ou l'orchestre de Bamberg. On peut penser que, lorsque sera réalisée l'autoroute Mulhouse-Besançon, d'ici trois ans, Besançon sera « désendiguée » et bénéficiera donc d'un afflux d'amateurs dijonnais et belfortains actuellement découragés par les routes sinistres et sinueuses.

En attendant, fidèle à sa vocation régionale, le Festival de Franche-Comté ne manque pas une occasion de sortir de sa capitale et attire les joules importantes à l'abbaye de Montebenoit, à la basilique Saint-Pierre de Luxeuil, à l'abbaye d'Aux, à l'église de Fecomes ou à celle de François, ce qui, d'ailleurs, pose de délicats problèmes d'infrastructure aux organisateurs, d'autant que les demandes de « décentralisation » sont chaque année plus nombreuses.

Les fameuses salines d'Arc-et-Senans, construites par Claude-Nicolas Ledoux, sont devenues l'un des lieux favoris du Festival ; l'harmonie parfaite de ces bâtiments disposés comme un cadran solaire dans la campagne est une sorte d'hymne classique et mystérieux comme du Mozart. Dans la vaste salle d'une des usines armées de béton comme une cathédrale moderne que domine une voûte faite de mille poutrelles de bois clair, tandis qu'au dehors un automne précoce déchaine des tornades, à l'intérieur, c'est le soleil des voix et de la foi des Stars of Faith of Black Nativity. Ces cinq opulentes dames noires, vêtues de longues robes orange, recouvertes de chapeaux blancs, chantent à profusion des negro spirituals et des gospel songs. Les voix fusent, jaillissent, exaltées, hautes ou angéliques les corps se balancent, trébuchent, tourbillonnent, au gré de cette musique si bien campée d'assurance et la certitude qu'elle porte à toutes les audaces, à toutes les improvisations, de plus en plus déconcertante et fascinante.

Par contraste, nous, les spectateurs, nous nous sentons bien pauvres, assis sur nos chaises comme pour écouter du Brahms ou du Beethoven, ne pouvant que frapper timidement dans nos mains, et encore seulement quand on nous le demande.

Le lendemain, c'est à Sochaux que se transporte le Festival de

Franche-Comté. Ce fief du football est aussi un centre artistique de qualité, grâce à l'action dirigée de la municipalité, qui soutient la Maison des arts et des loisirs (créée il y a neuf ans par le docteur Pichat et dirigée par Yves Deschamps), et l'Académie de la Franche-Comté, elle nous rend ce Mozart si fort dans sa faiblesse, qui chante courageusement sans se révolter, sans abdiquer non plus.

Cette saison, cette résurrection d'un festival unique de l'âme de Mozart, qui l'avait, fut-ce avec un disque, sans la présence de Maria José Prijs ?

On n'oubliera pas pour autant la bondissante interprétation de la Symphonie du Nouveau Monde, de Dvorak, donnée par Pierre Dervaux, la tête de ce bel Orchestre des Pays de la Loire, qui a donné beaucoup de lui-même à ce Festival de Besançon. Un exemple à suivre, à quand un orchestre de Bourgogne-Franche-Comté, qui aurait tant à faire dans cette région de Dijon à Besançon, Sochaux et Montbéliard ? Un orchestre certes moins cher qu'une autoroute.

★ Le Festival de Besançon continuera jusqu'au 12 septembre, doublé, du 12 au 15 septembre, d'un Festival du film musical et chorégraphique.

La main à la douceur et l'accent

La main à la douceur et l'accent

La main à la douceur et l'accent

La main à la douceur et l'accent

#### COMME AVANT

de Pascal Jardin, d'après « Collaborateurs », de John Mortimer, avec Jean-Pierre Cassel, Tanya, Lapert, Marion Loran, Jean-François Balmer. Mise en scène d'André Vautour, décor Hubert Monloup. Location : au théâtre, 10, rue Fontaine, 874-74-40 et toutes agences.

Le lendemain, c'est à Sochaux que se transporte le Festival de

## CARNET

#### Naissances

— M. André-Sabin Carre et Mme. née Florence Gravier, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Sabin.

Le 8 septembre 1976, 7, rue Deca, Paris-14e.

#### Fiançailles

— M. Wilhelm Odenhart et Mme. née Helga Neumeier, M. Georges Donnez et Mme. née Irène Seydoux, sont heureux d'annoncer les fiançailles de :

— M. Odenhart, étudiant à la Sorbonne

— Michel DONNEZ, élève à l'école nationale vétérinaire

14, Breteuil-sur-Seine, Zieberg - D. 3501, 1, rue du Cèdre, Sully - P. 78870.

#### Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de :

— M. Paul-Henri FORESTIER, fils de M. Claude Forestier et de Mme. née Claude Forestier, avec :

— Mlle Caroline GIZEL, fille de M. Carl Olof Gisel, ambassadeur de Suède à Paris, et de Mme. née Cecilia Lilliehöök, qui a eu lieu à New-York, le 4 septembre 1976.

#### Décès

— Paul F. LAZARSFELD

Nous apprenons le décès de Paul F. LAZARSFELD, professeur Paul F. LAZARSFELD, survenu le 30 août dernier à New-York.

Il est né à Vienne en 1901, premier étudiant autrichien à venir après la première guerre mondiale à la Sorbonne. Paul Lazarsfeld a passé la plus grande partie de sa vie aux Etats-Unis, et notamment, pendant quelque temps, à l'université Columbia. A deux reprises, il fut invité par la Sorbonne comme professeur-visitant pendant une année. Il fit partie du premier groupe de personnalités à recevoir un doctorat « honoris causa » de l'université René Descartes (sciences humaines, Sorbonne), en 1972.

Le nom de Paul Lazarsfeld restera celui d'un pionnier dans les études sur les publics de la presse et de la radio, diffusion, et peut-être plus encore dans les études pré-électorales.

— Le commissaire au Plan et ses collaborateurs ont le regret de faire part du décès, survenu le 22 juillet 1976, à l'âge de vingt-sept ans, de M. Jean-Luc BOUCHENY.

Des dons destinés à la recherche peuvent être adressés au C.I.C., 2, rue Michel-Ange, 75016 Paris, compte spécial : Bourgeois-Diabolo-logie.

— On nous prie d'annoncer le décès de :

— Mme Georges HUNZ, survenue le 9 septembre 1976, dans sa cinquante-cinquième année.

Elle est née à Saint-Benoît, le 15 septembre 1921, à 10 h. 30.

Elle est décédée à l'hôpital de Jallilly-Moulins.

— Les familles Dana et Brunet, M. Julien Dana, ont l'immense douleur de faire part de la perte cruelle qui les frappe en la personne de :

— Mlle Liliane DANA et ses enfants, LAURENT et DELPHINE, décédée subitement, le 8 septembre 1976.

L'inhumation a eu lieu le 10 septembre, au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

La famille ne reçoit pas.

6, place Vendôme, Paris-1er.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

#### Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

#### Communications diverses

— L'inauguration de l'exposition consacrée aux collections de Mme Louise Weiss — portraits, documents historiques et folkloriques, objets d'art — aura lieu dans le salon d'honneur de la Bibliothèque nationale, le mardi 5 octobre, à 18 heures.

— Le Groupement pour une information progressive des aveugles et des amblyopes (G.I.P.A.), qui cherche à donner une information politique et culturelle de caractère progressiste à des handicapés de la vue, édite une revue sonore et des livres enregistrés ou transcrits en Braille. S'adresser : 34, rue du Moulin, 75013 Paris. Tél. 588-62-07. Permanence le vendredi, de 15 heures à 18 heures.

#### Visites et conférences

##### DIMANCHE 12 SEPTEMBRE

— VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Calais nationale des monuments historiques, 15 h. 30, entrée de l'exposition Grand Palais.

— « Ramasse le Grand » — 15 h. 30, rue de Saint-Maur — Créteil (R.E.R.).

— Mme Pennes : Un chantier de jeunes : fouilles et restauration de l'abbaye Saint-Maur — 15 h. 30, rue de Saint-Maur — Créteil (R.E.R.).

— « De la rue Clitello-Cour au jardin du Vert-Galant » (A travers Paris). 15 h. 30, rue Clitello-Cour, 29, rue de Condé.

— « Le Palais de la Renaissance » (Mme Camus). 15 h. 30, rue de la Renaissance, 15 h. 30, rue de la Renaissance.

— Le nom de Paul Lazarsfeld restera celui d'un pionnier dans les études sur les publics de la presse et de la radio, diffusion, et peut-être plus encore dans les études pré-électorales.

— Le commissaire au Plan et ses collaborateurs ont le regret de faire part du décès, survenu le 22 juillet 1976, à l'âge de vingt-sept ans, de M. Jean-Luc BOUCHENY.

Des dons destinés à la recherche peuvent être adressés au C.I.C., 2, rue Michel-Ange, 75016 Paris, compte spécial : Bourgeois-Diabolo-logie.

— On nous prie d'annoncer le décès de :

— Mme Georges HUNZ, survenue le 9 septembre 1976, dans sa cinquante-cinquième année.

Elle est née à Saint-Benoît, le 15 septembre 1921, à 10 h. 30.

Elle est décédée à l'hôpital de Jallilly-Moulins.

— Les familles Dana et Brunet, M. Julien Dana, ont l'immense douleur de faire part de la perte cruelle qui les frappe en la personne de :

— Mlle Liliane DANA et ses enfants, LAURENT et DELPHINE, décédée subitement, le 8 septembre 1976.

L'inhumation a eu lieu le 10 septembre, au cimetière de Montmartre dans le caveau de famille.

La famille ne reçoit pas.

6, place Vendôme, Paris-1er.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Claude MENDELLOVITZ, une amicale pensée de ceux qui le connaissent.

— Pour le dixième anniversaire du décès de :

— Henri GRISON, ancien directeur des industries chimiques des H.B.N.P.C. une amicale pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Le 10 septembre 1976, dans sa quatre-vingtième année, entouré de son épouse et de ses enfants, Georges DANSET, artiste peintre, est mort dans l'Épicerie de la Résurrection.

Rue de la République, l'enterrement, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes, le samedi 11 septembre 1976, à 11 heures.

45, rue Rouget-de-l'Isle, 92 Colombes.

GRAND CONCORDÉO QUINTETTES - HAUTEFEUILLE - GAUMONT GAMBETTA  
RICHELIEU GAUMONT - GAUMONT SUD - MONTMARNASSE 83 - WEPER PATHE - GAUMONT GAMBETTA  
TRICYCLE Asnières - C2L Versailles - ARIEL Reuil - BELLE ÉPINE PATHE - VELIZY - MULTICINE Champigny

**GERARD DEPARDEU et ROBERT DE NIRO sont bien les grandes révélations de l'époque**  
**GURT LANCASTER et STERLING HAYDEN restent les monuments qu'on connaît.**

LAURENCE  
UN FILM DE BERNARDO BERTOLUCCI

ROBERT DE NIRO • GERARD DEPARDEU

avec les extraordinaires FRANCESCA BERTINI • LAURA BETTI • WERNER BRUNNS • STEFANIA CASINI  
STERLING HAYDEN • ANNA HENKEL • ELLEN SCHWERS • ALIDA VALLI • ROMOLO VALLI  
et avec STEFANIA SANDRELLI et avec DONALD SUTHERLAND et avec BURT LANCASTER  
directeur de la photographie VITTORIO STORARO (ALC) • musique de FRANCO ANGIOLI • costumes de BERNARDO BERTOLUCCI  
révisé par BERNARDO BERTOLUCCI

Horaires du film : 14 h. 30, 18 h., 21 h. 25 (Quintette-Hautefeuille) : 13 h., 15 h. 30, 18 h., 21 h. 40

## Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens  
75147 PARIS - CEDEX 09

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
ex-COMMUNAUTES (sauf Algérie)  
50 F 100 F 150 F 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
165 F 310 F 465 F 620 F

ÉTRANGER  
par mandats  
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
115 F 210 F 315 F 420 F

II - TUNISIE  
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse  
difficiles ou provisoires (deux  
semaines ou plus), nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## A PROPOS DE...

De la tour Eiffel à la place de la Concorde

## PARIS PLUS NET

La tour Eiffel se porte bien : la place de la Concorde sera peut-être nettoyée... Deux bonnes nouvelles pour les Parisiens, qui apprennent au même moment que la piscine Deligny, installée sur les bords de la Seine entre la Concorde et le Palais-Bourbon, est mise en vente pour 3 millions de francs, en assez mauvais état il est vrai.

**Pour-il détruire la tour Eiffel ?** La question avait circulé sous forme de plaisanterie il y a quatre ans. Le certain, c'est que l'entretien de ce monument — le plus visité de France — coûte cher, très cher. Le président de Paris vient de le confirmer dans le Bulletin municipal officiel du 8 septembre. Il écrit : « L'état d'entretien de la tour Eiffel est actuellement satisfaisant, mais certaines améliorations vont être envisagées. Des études ont été entreprises à ce sujet, et il est apparu notamment que l'ascenseur hydraulique assurant la desserte du troisième étage, qui date de l'origine du monument, devrait dans l'avenir être remplacé par un ascenseur électrique. »

« Les conditions financières de cette reconstruction très onéreuse doivent être auparavant définies, la concession actuelle de la société d'exploitation servant prochainement à expiration. Le Conseil de Paris devra se prononcer à ce sujet. »

Le président indique, à cette occasion, que, contrairement à ce que l'on avait proposé, aucune annexe du musée Grévin ne sera construite sur pied de la tour Eiffel.

Autre dossier qui tient au cœur des Parisiens : l'état de la place de la Concorde, l'une des plus belles de la capitale, l'une des plus encombrées et des plus

« délabrées ». aussi. Le président de Paris vient lui aussi de donner des assurances. Il explique dans le Bulletin municipal officiel du 8-9 septembre :

« La remise en état de la place de la Concorde, classée monument historique, est une opération très importante étudiée en liaison avec le secrétariat d'Etat à la culture. Cette opération intéresse les statues des villes et les pavillons qui les supportent, les balustrades, les colonnes rostrales et les fontaines. Une première tranche de travaux est en cours et sera terminée à la fin de cette année : elle concerne la réparation des socles des colonnes rostrales et celle des statues et des pavillons situés du côté du jardin des Tuileries. Les premières tranches d'un plan d'ensemble de restauration des divers monuments de la place de la Concorde fera l'objet d'un mémoire présenté à la prochaine session budgétaire du Conseil de Paris. »

Le président ne parle pas, hélas ! des parkings semi-sauvages dont certains sont occupés par des voitures de l'administration, qui sont installés dans la mesure où existe un parc souterrain, qui déparait la place. Est-il vraiment impossible en ce lieu privilégié de desservir quelques-uns des véhicules de la présidence de la République ?

## CIRCULATION

PRÈS DE GRENOBLE ET DE STRASBOURG

## Manifestations contre l'installation de postes de péage

De nos correspondants

Grenoble. — Cinq cents personnes ont manifesté, vendredi 10 septembre à 15 heures, sur la voie express Grenoble-Le Touvet (A 48), en direction de Chambéry, pour protester contre l'installation d'un poste de péage entre Grenoble et Crolles. La circulation, très dense à cette heure, a été bloquée dans les deux sens pendant quarante minutes, mais il n'y a eu aucun incident.

L'an dernier, les usagers avaient déjà, avec l'appui de tous les élus de l'agglomération, fait reculer le péage de quelques kilomètres à l'ouest de Grenoble. Alors, les habitants de Crolles, Bernin, Brignoud et d'une dizaine d'autres communes situées dans la vallée du Grésivaudan se demandent pourquoi ils n'obtiennent pas un avantage semblable. La voie express construite à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de 1968 leur suffisait largement pour regagner rapidement leur foyer après une journée de travail à Grenoble. Conçue comme l'embranchement de la liaison autoroutière Grenoble-Chambéry, la voie express a été transformée

ces derniers mois en autoroute par l'A.R.E.A. conformément au cahier des charges de cette société. Son ouverture devrait avoir lieu en octobre 1976. C'est un trajet pour huit kilomètres : 3 F. Dernier leur due, les habitants sont décidés à obtenir la gratuité de ce tronçon.

« Il y va de l'économie de la vallée », a affirmé le sénateur Paul Jargot, maire de Crolles. Selon les adversaires du péage, l'ouverture de celui-ci rejetera une très grande partie du trafic sur la R.N. 90 et la C.D. 623 de chaque côté de l'Isère. Or, dans la traversée de cinq communes au moins, la largeur de la chaussée est inférieure à six mètres.

Une manifestation semblable s'est déroulée près de Strasbourg. Mais, et contrairement aux habitants de Brumath (Bas-Rhin) ont bloqué pendant une heure, jeudi 9 septembre dans la soirée, la route nationale qui traverse cette localité de quinze mille habitants. Ils voulaient exprimer une nouvelle fois (le Monde du 7 septembre) leur opposition catégorique au péage de l'autoroute Metz-Strasbourg (A 34) qui doit contourner leur cité.

## Faits et projets

## Environnement

● **LES OPPOSANTS A LA CHASSE : RETARDEZ L'OUVERTURE.** — Affirmant que la faune sauvage a été particulièrement affaiblie par la sécheresse et qu'elle a eu à souffrir des incendies qui ont dévasté cet été 100 000 hectares de forêts et plusieurs centaines de milliers d'hectares de landes, le rassemblement des opposants à la chasse avait demandé au ministre de la qualité de la vie de retarder de deux mois l'ouverture de la chasse sur l'ensemble du territoire.

● **DU POISON AU FOND DE L'ADRIATIQUE.** — Neuf cents barils contenant 250 tonnes de plomb tétraéthyle, un poison mortel qui étouffe le cerveau humain, se désagrègent depuis deux ans au fond de l'Adriatique, à environ 15 kilomètres d'Ortano, dans le sud de l'Italie. C'est ce qu'affirme le commandant Cousteau dans une interview que publie l'hebdomadaire italien *Europeo*. Les bidons se trouvent dans les cales d'un cargo yougoslave, le *Croatia*, qui fit naufrage à cet endroit en 1974. — (A.F.P.)

## Nord-Pas-de-Calais

● **M. PIERRE DELMON REBLU PRÉSIDENT DU COMITÉ ECONOMIQUE ET SOCIAL.** — M. Pierre Delmon, président du conseil d'administration des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, président de l'association régionale d'expansion industrielle, a été réélu, le vendredi 10 septembre, président du comité économique et social, par cinquante-neuf voix sur soixante-sept votants. La C.G.T. et la C.F.D.T. pour protester contre la faiblesse de la représentation des travailleurs au sein de l'assemblée, continuent de ne pas y siéger. — (Correspondance)

## Pêche

● **M. DANIEL HÉRY, DIRECTEUR ADJOINT DES PÊCHES.** — M. Daniel Héry, qui était conseiller technique au cabinet de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, vient d'être nommé directeur adjoint des pêches maritimes. M. Daniel Héry est administrateur en chef des affaires maritimes.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## MONNAIES ET CHANGES

## Les Neuf demandent au F.M.I. d'aménager ses ventes d'or

La journée de vendredi aura été marquée sur la scène monétaire internationale par deux décisions. A Copenhague, le comité monétaire de la C.E.E. a décidé à l'unanimité de recommander au Fonds monétaire — d'avantage de souplesse — dans

ses ventes d'or. L'accord des Neuf a eu pour effet immédiat de faire monter de 4 dollars le prix de l'once, qui a été fixé à Londres, l'après-midi, à 116,50 dollars. La Banque d'Angleterre a porté de 11,50 % à 13 % son taux minimum d'in-

térêt (le minimum lending rate rattaché au taux des bons du Trésor et qui a remplacé depuis octobre 1972 l'ancien taux d'escompte). Il en est résulté une remontée de la livre sterling qui, à la clôture du marché, était cotée 1,7528 dollar.

Contrairement à l'habitude, le président en exercice du comité monétaire des Neuf, M. Karl Otto Poehl (secrétaire d'Etat allemand aux finances) a tenu une conférence de presse pour annoncer la principale décision prise par cet organisme (composé des gouverneurs de banques centrales et des directeurs du Trésor) à l'occasion de sa réunion à Copenhague. Les neuf pays de la Communauté économique européenne sont d'accord pour que le Fonds monétaire procède, mercredi 15 septembre, comme prévu, à une troisième adjudication d'or fin, mais, a déclaré M. Poehl, ils recommandent au conseil d'administration du Fonds monétaire de « se montrer plus souple au sujet de la technique de ses ventes ». Et pour bien marquer la raison d'être de cette recommandation, le président du comité a ajouté que « ni les pays en voie de développement ni les pays industrialisés ne peuvent désirer une baisse des cours ». Le produit des ventes d'or du Fonds monétaire allemand, on le sait, un fonds fiduciaire destiné à aider les pays pauvres. M. Poehl a encore dit que lorsqu'il avait été décidé de mettre en route les adjudications du Fonds monétaire (au mois de janvier dernier à la Jamaïque), la communauté internationale n'avait pas l'intention de faire, par ce moyen, baisser le prix sur le marché. Enfin, il a souligné lui-même le « caractère exceptionnel » que présentait une déclaration de ce genre devant la presse du comité monétaire.

Les Neuf n'ont pas précisé ce qu'ils entendaient par une « plus grande souplesse » dans la technique des adjudications du F.M.I. : s'agit-il de revenir sur la décision de principe selon laquelle ces ventes doivent avoir lieu pendant deux ans à raison d'une toutes les six

semaines ? Ou bien s'agit-il, plutôt que d'espacer la tenue des ventes, de réduire les quantités offertes ? Ou bien encore, de recommander un retour à la méthode utilisée au cours des deux premières adjudications (toutes les offres satisfaites à un prix unique) considérée comme moins « déstabilisante » que celle qui sera utilisée mercredi prochain (selon laquelle les soumissionnaires paieront le prix qu'ils ont proposé) ? Même si, en raison notamment de son imprécision, l'initiative des Neuf peut paraître modeste, elle n'en est pas moins virtuellement importante.

## SYNDICATS

## La C.F.D.T. propose à la C.G.T. d'appeler conjointement leurs fédérations à deux semaines d'action pour le début d'octobre

La C.F.D.T., après une réunion de son bureau national, a annoncé, vendredi 10 septembre, qu'elle venait de proposer à la C.G.T. d'examiner — au cours d'une prochaine rencontre « au sommet » — l'organisation d'une action commune au niveau des fédérations pour la première quinzaine d'octobre, avant la journée nationale du 28 octobre sur l'emploi et les jeunes.

Le ton volontairement modéré que les dirigeants C.F.D.T. ont adopté dans leurs rapports avec la C.G.T. sans pour autant modifier les revendications et l'opposition à un « rassemblement des mécontents » devrait faciliter une relance de l'unité d'action ou tout au moins éviter une dégradation des relations entre les deux centrales.

La décision de la C.F.D.T. de rencontrer les partis de gauche, dans les semaines à venir devrait aussi contribuer à créer un meilleur climat dans les contacts ruraux syndicaux, même si les implications, tant avec la C.G.T. qu'avec les partis, risquent d'être « fran-

ches », pour reprendre le vocabulaire diplomatique.

Le bureau, indique le communiqué remis à la presse, a décidé : « 1) D'impulser une offensive générale des fédérations. Dans ce but, celles-ci vont sans délai mettre au point des initiatives d'actions adaptées et les proposer aux fédérations C.G.T. »

« 2) De proposer à la Confédération C.G.T. de préciser les axes revendicatifs communs, d'appeler ensemble les fédérations à agir conjointement en traduisant, dans des objectifs concrets et négociables, des objectifs revendicatifs, de décider ensemble que les initiatives concrètes d'action des fédérations se développent particulièrement tout au long de la première quinzaine d'octobre »

« 3) De donner plus que jamais au 23 octobre le caractère d'une manifestation unitaire d'une ampleur exceptionnelle contre le chômage, pour l'avenir des jeunes, pour le droit au travail des femmes et pour « vivre et travailler au pays ».

(Publicité)

## Monsieur Barre ne cherchons pas midi à quatorze heures

L'inflation ne sera détruite que par la confiance. Dans ce pays, cinquante millions de gens SIMPLES aspirent à donner leur crédit et apporter leur support à des mesures simples, efficaces, non démagogiques. Leur élan emmènera de gré ou de force ceux dont le but est le pessimisme organisé et systématique.

## A) INDEXEZ L'ÉPARGNE

## B) FAITES UN EMPRUNT NATIONAL DE SOLIDARITÉ

## C) NÉGOCIEZ UN ACCORD DE HAUSSE MAXIMUM DES BAS SALAIRES DE 10 % PAR AN SUR DEUX ANS (BLOCAGE DES HAUTS REVENUS) ET UNE PONCTION D'EXCEPTION SUR LES ENTREPRISES

Le reste de votre politique découlera naturellement de l'impact de ces mesures.

Mais, d'instinct ! n'oubliez pas les Français de taxations supplémentaires (rendues arbitraires par le système) tout en amenant un train de hausses qui nous préparent 12 % d'inflation pour chacune des trois années à venir.

Par contre, redorez le blason du profit et de la rigueur dans les coûts, et favorisez la « méritocratie ».

15, rue de la Paix, 75002 PARIS.

Ceci a été payé par trois cadres dirigeants, associés pour ce but sous le nom de COUPRO, et qui ne cherchent ni publicité ni performance politique.

## Un taux de crise

Ajoutons que le comité monétaire, comme on pouvait s'y attendre, n'a pris aucune décision sur le plan d'ajustement relatif au réajustement des liens entre les monnaies européennes faisant partie ou non du « serpent ». La décision prise vendredi par la Banque d'Angleterre de porter à 13 % son taux d'intérêt, devenu depuis deux ans synonyme de taux de crise (comme elle avait déjà dû le faire en novembre et décembre 1973), montre à quelles extrémités les autorités monétaires d'un pays à monnaie faible doivent recourir pour s'opposer à la chute de celle-ci. Mais tôt ou tard, une hausse du loyer de l'argent était inévitable en Grande-Bretagne pour permettre au Trésor d'emprunter les sommes nécessaires au financement de l'énorme déficit budgétaire. Ce déficit est censé aider le pays à sortir de la récession, mais le renchérissement du crédit, qui en est la conséquence indirecte, ne risque-t-il pas à son tour de compromettre les chances de la reprise ?

PAUL FABRA.

## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● **UNE BANQUE SAOUDIENNE A PARIS.** — La banque d'affaires Al Saudi Banque S.A. ouvrira à Paris le 4 octobre. C'est la première banque saoudienne à s'installer à l'étranger. Son capital est détenu pour les trois quarts par le groupe financier Saudi Arab Finance Corp. qui a son siège à Luxembourg. Le quart restant se partage entre un groupe financier américain et la Banque de l'Union européenne.

● **LES ÉTABLISSEMENTS ECONOMIQUES DU CASINO** ont acquis la moitié du capital de la société américaine Casino U.S.A. Inc. Cette opération permettra à Casino de créer quelques cafétérias aux États-Unis.

## Emploi

● **AUX PAYS-BAS**, le nombre des chômeurs s'est établi, à la fin d'août à deux cent trente-neuf mille cent, soit cinq mille huit cents de plus qu'à la fin de juillet, ce qui représente 5,8 % de la population active contre 5,7 %. — (A.F.P.)



## Réduire les inégalités, oui mais comment ?

**Au moment où M. Barre met au point son dispositif de lutte contre l'inflation, ce coup de projecteur sur les sentiments de l'opinion n'est pas inutile. Reste à choisir : en définissant des options politiques ou en suivant les préférences des citoyens ?**

**Seconde confirmation des enquêtes du CERC : les Français minimisent le niveau des plus hauts revenus.** Selon le même sondage, les ouvriers et les cadres moyens évaluent à quelque 29 000 F par mois le revenu moyen du P.-D. G. d'une grande entreprise, qui est en réalité, selon les travaux précis du

551







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. APRES LA MORT DU PRESIDENT MAO TSE-TUNG

- Les défilés ont commencé de défilé devant la dépouille mortelle.
- De nombreux postes sont à pourvoir dans les organes centraux du parti et de l'armée.

### TRIBUNE INTERNATIONALE : « L'européisme face à Moscou et à Pékin », par Alberto Jacovello.

### 3. DIPLOMATIE

- M. Callaghan remène le gouvernement britannique.

### 4. EUROPE

- LIBAN : M. Gemayel propose un dialogue direct avec M. Joumblat.

### 5. POLITIQUE

- La préparation des élections municipales.
- Les remous au sein du Grand-Orient de France.

### 6. SCIENCES

- Viking-2 commence à étudier la surface de la planète Mars.

### 7. EDUCATION

- Les organisations d'enseignants et de parents mobilisent leurs adhérents.

### 8. SOCIÉTÉ

- Les moteurs de Rungis : « A fond de caisse ».

### 9. SPORTS

- FOOTBALL : le championnat de France.

### LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Pages 7 à 12

- Au fil de la semaine : La colère et la pitié, par Pierre Vianon-Ponté.
- Lettre de l'Amérique, par Maurice Puy.
- La philosophie, par Jean Lacouture.
- La vie du langage, par Jacques Chaillet.
- RADIO-TELEVISION : Les auditeurs font les programmes : le « téléphone rouge » d'Europe 1, par Claire Devaux ; Radio-Solitude au Canada, par Mathilde Le Barondez ; Hommages à Balzac, par Jacques Sicler ; Point de vue : Calligaris-Eurika, par Michel Kaste.

### 13-14. ARTS ET SPECTACLES

- MUSIQUE : aux quatre coins de la France-Comité.

### 15. EQUIPEMENT ET REGIONS

- A PROPOS DE... Paris plus net.

### 16. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- Les entretiens de M. Barre et la préparation du plan de lutte contre l'inflation.

### LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (8 à 10) : Annouces classées (16) ; Aujourd'hui (10) ; Carnet (14) ; « Journal officiel » (10) ; Méthodologie (10) ; Mots croisés (10) ; Semaine financière (17).

Le numéro du « Monde » daté 11 septembre 1976 a été tiré à 619 949 exemplaires.

## Assurez votre PROMOTION PROFESSIONNELLE

### COURS EN FIN DE JOURNÉE ET LE SAMEDI

- 1 soir par semaine, pendant 3 mois
- 1 samedi tous les 15 jours
- En complétant votre formation dans les matières de votre choix
- Sans interrompre votre activité professionnelle
- Avec la possibilité de recevoir un certificat de fin d'études

Economie - Gestion financière  
Marketing - Fonction Personnel  
Relations du Travail  
Prise de Décision

**CNCF.CSSE**

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur reconnu par l'Etat

14, rue Monsieur le Prince  
75006 PARIS (Métro Odéon)  
033 83 46

Possibilité de prise en charge par l'employeur

## ALORS QUE LES ÉMEUTES CONTINUENT DANS LA RÉGION DU CAP

### M. Kissinger entreprend lundi une mission de médiation en Afrique

M. Henry Kissinger entreprendra, lundi 13 septembre, une mission de médiation en Afrique, qui le conduira successivement en Tanzanie, en Zambie et en Afrique du Sud. Il séjournera, du 17 au 19 septembre, à Pretoria, où il aura une nouvelle série d'entretiens avec M. John Vorster, premier ministre sud-africain. L'itinéraire de M. Kissinger n'est pas définitif. Selon la Maison Blanche, le séjour éventuel du secrétaire d'Etat américain dans

d'autres capitales africaines dépendra « des besoins de la situation ». Ce voyage africain de M. Kissinger pourrait, au total, durer deux semaines.

D'autre part, de nouveaux incidents ont fait, vendredi 10 septembre, au moins deux morts dans la région du Cap, au moment où le gouvernement annonçait des concessions mineures en faveur de la communauté métisse.

## Le dilemme de M. Vorster : comment faire des concessions sans toucher à l'apartheid ?

Johannesburg. — Comment faire des concessions aux métis, aux Indiens et aux Noirs sans toucher au principe même de l'apartheid ? Telle semble être la préoccupation actuelle du premier ministre sud-africain, M. John Vorster. Vendredi 10 septembre, il a réuni à huis clos des députés et représentants provinciaux du parti national et pour les mettre au courant de ses actes.

Selon plusieurs personnalités, le premier ministre pourrait accorder la citoyenneté sud-africaine à part entière aux Indiens et aux métis, qui, actuellement — comme les Afrikaners — sont totalement tenus à l'écart de la vie politique du pays. Reste à savoir ce que signifierait cette citoyenneté, ces mêmes personnalités ajoutant qu'il ne s'agit pas de leur donner la question de l'apartheid. C'est-à-dire qu'Indiens et métis continueraient à vivre dans des zones résidentielles séparées, à avoir leurs écoles et leurs hôpitaux séparés, et se verraient toujours interdire toute relation sexuelle avec des Blancs.

M. Vorster est cependant décidé à lever certaines interdictions, notamment celles qui affectent les hommes d'affaires, les industriels et les commerçants. Ainsi, vendredi matin, lors de l'ouverture du conseil représentatif des métis (organisme consultatif), M. Marais Viljoen, président du Sénat,

### De notre correspondant

a annoncé que, dans la plupart des zones industrielles, les Indiens et métis pourront ouvrir des entreprises. « Les métis s'y tiennent », ont déclaré sur des bases « politiques et artistiques ». Lors de telles réunions, les repas et les rafraîchissements seront servis en commun. De telles décisions satisfaisantes les lycéens qui continuent à manifester dans de nombreuses villes ou « townships » de la province du Cap ? Ceux-ci demandent l'abolition totale de la politique d'apartheid et le droit de vote pour tous. Ces décisions laisseront aussi sur leur faim les membres du parti travailliste, parti métis opposé à l'apartheid, qui ont boycotté vendredi la séance d'ouverture du Conseil représentatif des métis en signe de protestation contre l'arrestation de leur président, le révérend Allan Hendrickse. D'autre part, lycéens et membres du parti travailliste ont juré de résister à toutes les mesures qui seront adoptées s'appliquant à l'ensemble des métis, des Indiens et des Noirs, ce qui n'est pas envisagé pour le moment.

### Nouveaux appels à la grève

A Soweto, de jeunes lycéens ont décidé d'appeler à nouveau les adultes à faire grève lundi 13,

mardi 14 et mercredi 15 septembre. Des tracts donnant également des mois d'ordre de grève, mais cette fois pour les 15 et 16 septembre, ont été distribués dans la région du Cap.

Devant la recrudescence des émeutes, M. Kruger, ministre de la police, de la justice et des prisons, a suggéré aux chefs d'entreprise de créer leurs propres services de sécurité, « pour se protéger contre les émeutes ». De son côté, la police continue à procéder à des arrestations, environ deux cent quatre-vingt-dix personnes ont été arrêtées en vertu des lois sur la sécurité interne, qui permettent la détention sans inculpation.

Les journalistes ne sont pas épargnés. Dix d'entre eux sont actuellement en prison, dont quatre Noirs du quotidien anglophone Rand Daily Mail et un du World, quotidien destiné aux Afrikaners. Les cinq autres sont des Blancs, dont deux sont des membres importants pendant les révoltes de Soweto. Ce sont eux, par exemple, qui, lors des attaques des Zoulous, ont apporté des témoignages accablants sur le rôle joué par la police. Dans un éditorial, le Rand Daily Mail dénonce ces arrestations et conclut : « La police essaie d'empêcher le public de savoir ce qui se passe dans les townships ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## Des nationalistes croates détournent un avion des lignes intérieures américaines et exercent un chantage à la bombe

Six hommes armés, qui déclarent être membres des « Forces de libération de la Croatie », ont détourné, au cours de la nuit de vendredi 10 à samedi 11 septembre, un Boeing-727 de la T.W.A. qui assurait la liaison New-York - Chicago. L'appareil transportait quatre-vingt-cinq passagers et sept membres d'équipage. Les pirates ont contraint le pilote à modifier sa route et à se diriger vers Montréal, où l'avion s'est posé à 2 h 45 (20 h 45 locales). Il a redécollé deux heures plus tard, après avoir été ravitaillé en carburant. Les ravisseurs ont également demandé que leurs soient remises des cartes aériennes de l'Europe. Le Boeing a mis le cap sur Terre-Neuve, où il a atterri à 6 h 53 sur l'aéroport de Gander. Il a redécollé, après trente-trois heures de détention, vers l'Angleterre. Au cours de la brève escale de Gander, les terroristes ont accepté de relâcher trente-trois de leurs otages. Ils ont, semble-t-il, refusé les propositions de la T.W.A. qui leur demandait d'échanger l'appareil contre un Boeing-707 qui effectuait des vols transatlantiques.

### Un artificier tué à New-York

Les pirates ont fait connaître leurs exigences au moyen d'une note enveloppant une bombe de fabrication artisanale qui était déposée à la consigne d'une gare de New-York, et que la police a trouvée grâce à leurs indications. L'engin, un autocollant bourré d'explosifs et équipé d'un dé-

tonneur, a explosé au moment où les artificiers s'employaient à le désamorcer. L'un d'eux a été tué et les trois autres ont été blessés. Dans leur note, les terroristes exigeaient la parution, samedi matin, dans plusieurs grands quotidiens américains, d'une lettre longue de huit pages qui se trouvait également dans le casier de la consigne. Ce document fait d'abord référence à la Déclaration d'indépendance américaine, à la Déclaration des droits de l'homme et à la Révolution française, avant de dénoncer la façon dont la Croatie a été incorporée à la Yougoslavie, sans que ses habitants soient consultés. Si satisfaction ne leur était pas donnée, les pirates menaçaient d'amorcer un nouvel engin explosif, mais ils ont finalement décidé, samedi, de publier la lettre. — (A.F.P., U.P.J.)

Les auteurs du détournement, vendredi 10 septembre, d'un Boeing 737 de la compagnie Indian Airlines, vers Lahore, au Pakistan, ont été matraqués peu avant l'aube, samedi, par les forces de sécurité pakistanaise. Il n'y a pas eu d'effusion de sang. Les passagers avaient été libérés vendredi après-midi, l'appareil n'ayant pas quitté Lahore, comme il avait été annoncé sur la foi de dépêches d'agences. « Nous voulions nous rendre à Djeddah », aurait déclaré l'un des pirates de l'air. — (A.F.P., Reuters.)

## 176 morts après la collision de deux avions au-dessus de la Yougoslavie

### Les enquêteurs étudient l'enregistrement des conversations des équipages

Les enquêteurs ont retrouvé la « boîte noire » — où sont enregistrées les conversations des équipages d'un des deux avions — d'un DC-9 de la compagnie yougoslave Inex Adria et un Trident américain de la compagnie américaine TWA, qui se sont heurtés à 10 000 mètres d'altitude, vendredi 10 septembre, au nord de la Yougoslavie, provoquant la mort de cent soixante-seize personnes.

L'appareil britannique, qui assurait un vol Londres-Belgrade, transportait cinquante-quatre passagers et neuf membres d'équipage. Des experts de la compagnie ont été immédiatement envoyés à Zagreb. Dans l'avion yougoslave qui assurait un vol Belgrade-Budapest, avaient pris place cent sept tou-

ristes allemands qui rentraient à Cologne, un Yougoslave et cinq membres d'équipage.

Le trébuchet britannique a pris immédiatement feu, ont raconté des témoins, alors que l'appareil yougoslave se disposait à décoller. Les débris des deux appareils, les corps des passagers et leurs bagages, ont été éparpillés dans les champs, autour du village de Vrbovec, sur plusieurs kilomètres carrés.

On se souvient de la collision, qui avait été suivie d'une longue et difficile enquête, le 5 mars 1973, dans la région de Nantes, entre deux avions espagnols, de la compagnie Iberia et d'un DC-9 d'Alitalia. L'autre un Corson de la compagnie charter Spantax. Les soixante-huit passagers et membres d'équipage du DC-9 avaient été tués. Corson, bien qu'endommagé, avait pu se poser sur la base militaire de Cognac.

### Plusieurs hypothèses

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les causes de cette catastrophe. Toutefois, dans une déclaration faite à l'aéroport de Zagreb, le magistrat chargé de l'enquête a dit : « La cause de l'accident est très probablement une erreur d'appréciation d'altitude et de temps dans le corridor aérien. Nous avons interrogé et retenu certaines personnes à l'aéroport. L'enquête continue ».

Dans les milieux aéronautiques, on émet les hypothèses suivantes : — Une panne de pressurisation dans l'un des appareils oblige celui-ci à descendre rapidement et il peut heurter un avion se trouvant en dessous de lui ; — Un trou d'air fait perdre brusquement plusieurs milliers de pieds à un appareil. Il y a un environnement, un avion est « tombé » de 6 000 pieds à cause d'un trou d'air, à la verticale de Rambouillet ; — Un brusque changement de trajectoire d'un avion pour éviter un cumulus ; — Une faute des contrôleurs aériens yougoslaves.

Les spécialistes de la circulation aérienne excluent en tout cas un manquement aux règles fondamentales et strictes de la navigation aérienne de la part des pilotes. Ces règles visent notamment que toutes les conversations entre les équipages et les contrôleurs se déroulent en anglais et que les avions-charters soient soumis aux mêmes obligations de trajectoire, d'altitude, de priorités que les appareils des lignes régulières.

## BÈGUES

Depuis 1938, les découvertes d'un Ancien Bègue réduisent le bégaiement à tout âge. Ecr. Fr. M. Boudet, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

A B C D E F G

## Victime en 1947 des purges maccarthystes

### Le scénariste Dalton Trumbo est mort

Dalton Trumbo, scénariste connu, « metteur en scène », romancier, est mort vendredi à Los Angeles des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix ans.

Né dans le Colorado, à Montrose, le 9 décembre 1905, Dalton Trumbo s'était installé à Los Angeles dès 1925. Il s'affirma rapidement comme scénariste et réalisateur. En 1938, Dalton Trumbo publie un roman qui lui vaut la gloire, Johnny got his Gun ; trop jeune pour avoir connu lui-même la première guerre mondiale, il avait été frappé par des articles de journaux consacrés aux blessés de guerre graves, incapables de faire aucun mouvement, ne survivant que par l'esprit. Il raconte l'histoire d'un très jeune soldat, paralysé, qui revit par la pensée son enfance, son adolescence. Il ne communique avec son entourage que par le regard.

### Sur la liste noire

La carrière de Trumbo fut brutalement interrompue en 1947 lors de la « liste noire ». Il fut des « dix d'Hollywood » qui refusèrent de témoigner. Condamné à dix mois de prison, puis sur libération, il continua à travailler sous des pseudonymes et rapporta en 1950, sous le nom de Robert Rich, l'oscar du meilleur scénario pour le film Les Braves Gars. L'oscar était dévolu à l'académie des arts et sciences cinématographiques, où Trumbo le resta un quart de siècle plus tard.

En 1960, Eirik Douglas lui demanda d'écrire le scénario de Spartacus sous son vrai nom. En 1961, Otto Preminger lui demanda pour Exodus. L'oscar de Dalton Trumbo est terminé, il va travailler à nouveau assez régulièrement jusqu'en 1972, date où il réalise un vieux projet, porter à l'écran son roman Johnny got his Gun. Il a soixante-cinq ans ; il avait espéré un moment que son ami Luis Buñuel le mettrait en scène (le Monde du 2 mars 1972) ; le film est présenté au Festival de Cannes avec un énorme succès.

On a revu Dalton Trumbo à Cannes, sur l'écran, cette année, dans le film documentaire de David Holzman, Hollywood on Trial ; ouvrage bien intentionné mais très moyen, qui valait surtout par les extraordinaires documents sur les témoignages de metteurs en scène et acteurs hollywoodiens (dont Gary Cooper) devant la commission des activités anti-américaines, où se profilait dans l'ombre un jeune avocat promis à la gloire, Richard Nixon.

« Le vieux Hollywood est mort », disait Dalton Trumbo en conclusion de son interview au Monde, et pas seulement à cause de la liste noire dont j'ai été une des victimes. L'Amérique a terriblement changé après la guerre, ce n'est plus le même pays. Moi, j'ai survécu, j'ai gagné, l'adversaire est à terre. Comment peut-on haïr un homme battu ? »

Les règles du jeu hollywoodien, essai d'introduction dans leurs œuvres des éléments de critique sociale et se feront une réputation pour les scénaristes de gauche. En 1938, Dalton Trumbo publie un roman qui lui vaut la gloire, Johnny got his Gun ; trop jeune pour avoir connu lui-même la première guerre mondiale, il avait été frappé par des articles de journaux consacrés aux blessés de guerre graves, incapables de faire aucun mouvement, ne survivant que par l'esprit. Il raconte l'histoire d'un très jeune soldat, paralysé, qui revit par la pensée son enfance, son adolescence. Il ne communique avec son entourage que par le regard.

### Sur la liste noire

La carrière de Trumbo fut brutalement interrompue en 1947 lors de la « liste noire ». Il fut des « dix d'Hollywood » qui refusèrent de témoigner. Condamné à dix mois de prison, puis sur libération, il continua à travailler sous des pseudonymes et rapporta en 1950, sous le nom de Robert Rich, l'oscar du meilleur scénario pour le film Les Braves Gars. L'oscar était dévolu à l'académie des arts et sciences cinématographiques, où Trumbo le resta un quart de siècle plus tard.

En 1960, Eirik Douglas lui demanda d'écrire le scénario de Spartacus sous son vrai nom. En 1961, Otto Preminger lui demanda pour Exodus. L'oscar de Dalton Trumbo est terminé, il va travailler à nouveau assez régulièrement jusqu'en 1972, date où il réalise un vieux projet, porter à l'écran son roman Johnny got his Gun. Il a soixante-cinq ans ; il avait espéré un moment que son ami Luis Buñuel le mettrait en scène (le Monde du 2 mars 1972) ; le film est présenté au Festival de Cannes avec un énorme succès.

On a revu Dalton Trumbo à Cannes, sur l'écran, cette année, dans le film documentaire de David Holzman, Hollywood on Trial ; ouvrage bien intentionné mais très moyen, qui valait surtout par les extraordinaires documents sur les témoignages de metteurs en scène et acteurs hollywoodiens (dont Gary Cooper) devant la commission des activités anti-américaines, où se profilait dans l'ombre un jeune avocat promis à la gloire, Richard Nixon.

« Le vieux Hollywood est mort », disait Dalton Trumbo en conclusion de son interview au Monde, et pas seulement à cause de la liste noire dont j'ai été une des victimes. L'Amérique a terriblement changé après la guerre, ce n'est plus le même pays. Moi, j'ai survécu, j'ai gagné, l'adversaire est à terre. Comment peut-on haïr un homme battu ? »

LOUIS MARCORELLES.

## SUGGÈS POUR L'OPÉRA DE PARIS AUX ÉTATS-UNIS

L'Opéra de Paris a entamé sa tournée aux États-Unis avec un grand succès.

Après avoir fait, mercredi, un triomphe aux Noirs de Flaga, le public new-yorkais a réservé, vendredi, un accueil chaleureux à Otello, de Verdi. La vedette de la soirée au Metropolitan Opera a, de nouveau, été Georg Solti : le chef d'orchestre, romie de ses émotions (il s'était blessé au front lors de la première des Noirs), a été acclamé à chaque entracte, ainsi que les chœurs et l'orchestre.

La soprano galloise Margaret Price (Desdemona) a conquis le public autant dans Verdi que dans Mozart. Gabriel Bacquier s'est surpassé dans le rôle de Iago et a ravi, du moins vendredi soir, la vedette à Carlo Cossutta.

Journal de 150